

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris

I M R
26 JUN 2009

N° DE DÉPÔT

TRAITE D'APPORT PARTIEL D'ACTIF

En date du 24 juin 2009

Entre

LA BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES

(l'« Apporteuse »)

de première part,

Et

CEBP

(la « Bénéficiaire »)

de seconde part

YML AP

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

Banque Fédérale des Banques Populaires, société anonyme au capital de 1 597 857 255 euros, dont le siège social est situé 5, rue Leblanc – 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 028 839, représentée par Monsieur Yvan de La Porte du Theil, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 24 juin 2009 ;

(ci-après l' « **Apporteuse** » ou la « **BFBP** »)
D'une part,

ET

CEBP, société anonyme au capital de 37.000 euros, dont le siège social est situé 5, rue Masseran – 75007 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 493 455 042, représentée par Monsieur François Pérol, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 24 juin 2009 ;

(ci-après la « **Bénéficiaire** ou « **BPCE** »)
D'autre part,

(ci-après individuellement désignées une « **Partie** » ou collectivement désignées les « **Parties** »).

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La BFBP et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance (la « CNCE »), respectivement organes centraux des réseaux du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Épargne, sont deux des principaux acteurs du secteur bancaire français.

La BFBP, la CNCE et BPCE ont conclu ce jour, en présence de l'Etat français, un protocole d'accord (le « **Protocole** ») aux termes duquel elles ont convenu d'un rapprochement de leurs Groupes par la constitution d'un nouvel organe central commun aux réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, provisoirement dénommé CEBP (ci-après l'« **Opération** »). La création de BPCE, ainsi que la définition de ses missions et prérogatives, ont fait l'objet d'une loi n°2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

Les principales étapes de l'Opération sont les suivantes :

- augmentation de capital en espèces de BPCE d'un montant de 154 174 297 euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE ;
- apports à BPCE par la CNCE et la BFBP respectivement (i) de leurs moyens techniques, financiers et humains nécessaires à l'exercice de leurs missions d'organe central et (ii) d'un certain nombre de leurs filiales et participations, en ce compris les titres qu'elles détiennent dans Natixis et leurs filiales liées à la fonction d'organe central (ci-après respectivement les « **Apports CNCE** » et les « **Apports BFBP** »), les Apports CNCE et les Apports BFBP étant rémunérés respectivement par l'attribution à la CNCE et à la BFBP d'actions nouvelles à émettre par BPCE dans le cadre d'une augmentation de capital ;
- distribution par la CNCE et la BFBP des actions BPCE reçues en rémunération respectivement des Apports CNCE et des Apports BFBP et au titre de la souscription à l'augmentation de capital en espèces prévue à l'article 1.2 ci-après, ainsi que des actions BPCE détenues antérieurement à ces apports, à leurs actionnaires respectifs ;
- cession par la CNCE à BPCE en numéraire de sa participation dans Holassure ;
- investissement de l'Etat français afin de renforcer les fonds propres de BPCE à hauteur de 5 milliards d'euros, par souscription à (i) des titres super subordonnés émis par la BFBP et la CNCE (à hauteur de 1 milliard d'euros chacune), et (ii) à des actions de préférence et à des bons de souscription d'actions émis par BPCE (pour un montant total de 3 milliards d'euros).

A l'issue de ces opérations, le capital de BPCE sera détenu à parité par les actionnaires respectifs de la CNCE et de la BFBP, le solde étant détenu par l'Etat français à travers des actions de préférence. Les actions de préférence étant dépourvues de droit de vote, les droits de vote de BPCE seront répartis à parité entre les actionnaires respectifs de la CNCE et de la BFBP.

Les participations ainsi que les autres actifs et passifs non apportés ou cédés à BPCE seront conservés par la CNCE et la BFBP qui adopteront respectivement les nouvelles dénominations sociales Caisses d'Epargne Participations et Banques Populaires Participations.

Par ordonnance en date du 27 avril 2009, le Président du Tribunal de commerce de Paris a désigné Messieurs Michel Léger et Dominique Ledouble et Madame Isabelle de Kerviler en qualité de commissaires à la scission, en application des articles L. 236-10 et L. 225-147 du Code de commerce.

Le présent traité d'apport partiel d'actif (le « **Traité** ») a pour objet de fixer les termes et conditions de l'apport partiel d'actif par l'Apporteuse à BPCE (ci-après, l'« **Apport** ») de l'ensemble des éléments d'actif et de passif, ainsi que les moyens requis pour l'exercice des prérogatives d'organe central du réseau des Banques Populaires (en ce compris les fonctions de trésorerie et refinancement qui participent de sa mission d'organe central au titre de la garantie de liquidité) ainsi que de ses participations dans le capital d'un certain nombre de sociétés (en ce compris Natixis et les filiales liées à la fonction d'organe central) listées en Annexe 9.2 (les « **Participations Apportées** ») (ci-après, ensemble, la « **Branche Apportée** »).

La signature du présent Traité par l'Apporteuse et la Bénéficiaire a fait l'objet d'une autorisation préalable par le conseil d'administration de l'Apporteuse (en date du 24 juin 2009) et par le conseil d'administration de la Bénéficiaire (en date du 24 juin 2009).

Les Apports CNCE font l'objet d'un traité d'apport partiel d'actif distinct conclu ce jour entre la CNCE et BPCE, après autorisation préalable par le conseil de surveillance de la CNCE (en date du 24 juin 2009) et par le conseil d'administration de BPCE (en date du 24 juin 2009).

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

1. PRESENTATION DES SOCIETES

1.1 Présentation de l'Apporteuse

La BFBP est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le Code de commerce, les articles L. 512-10 et suivants du Code monétaire et financier, la partie réglementaire du Code de commerce et par ses statuts.

Elle a été constituée pour une durée de 99 ans qui expirera le 19 juin 2020, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 028 839.

Son capital social s'élève actuellement à la somme de 1 597 857 255 euros. Il est divisé en 106.523.817 actions de 15 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées. La BFBP n'a émis aucune valeur mobilière donnant accès à son capital ou à ses droits de vote à l'exception des actions composant son capital.

La BFBP a pour mission d'orienter et de promouvoir les activités et le développement du Réseau des banques populaires comme de l'ensemble du Groupe Banques Populaire. Elle contribue à l'amélioration de la compétitivité et veille à la sécurité, la qualité de la gestion et à la rentabilité de chacune des banques populaires comme de l'ensemble du Réseau et du Groupe Banque Populaire. A cet effet :

I - En qualité d'organe central du Réseau des banques populaires, en application des articles L. 511-30, L. 511-31, L. 511-32, L. 512-11 et L. 512-12 du code monétaire et financier, elle est chargée de :

1. représenter les banques populaires pour faire valoir leurs droits et intérêts communs ;
2. définir la politique et les orientations stratégiques du Réseau des banques populaires ;
3. négocier et conclure au nom du Réseau des banques populaires les accords nationaux et internationaux ;
4. agréer les dirigeants des banques populaires et définir les conditions de cet agrément ;
5. approuver les statuts des banques populaires et leurs modifications ;
6. veiller à la cohésion du Réseau des banques populaires, prendre toute mesure utile à l'organisation, au bon fonctionnement et au développement du Réseau des banques populaires et appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions d'Organe central ;
7. veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires propres aux banques populaires et exercer un contrôle administratif, technique et financier sur leur organisation et leur gestion, ainsi que sur l'organisation et la gestion de ses filiales directes ou indirectes et de celles des banques populaires ;
8. prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque banque populaire comme de l'ensemble du Réseau.

II - En qualité d'établissement de crédit, agréé en qualité de banque, elle a pour fonction de :

1. assurer la centralisation des excédents de trésorerie des banques populaires et leur refinancement ;
2. exercer plus généralement la fonction de Caisse centrale des banques populaires en réalisant tant en France qu'à l'étranger, toutes les opérations permises aux banques par la législation en vigueur ainsi qu'en fournissant les services d'investissement prévus aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du code monétaire et financier et qui sont susceptibles de faciliter ou de se rattacher directement ou indirectement à l'exercice de cette fonction ;

III - Elle prend toutes participations dans toutes sociétés, notamment bancaires et financières, françaises ou étrangères, tous groupements ou associations concourant au développement du Groupe Banques Populaires et plus généralement, effectue toutes opérations de quelque nature qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

IV - La BFBP a également pour objet d'être l'organe central des autres établissements de crédit qui lui sont affiliés en application du Code monétaire et financier.

A l'issue de l'Opération, la BFBP cessera d'être l'organe central du réseau des banques populaires et sera transformée en société holding dénommée « Banques Populaires Participations ». Son objet limité consistera pour l'essentiel, en tant qu'établissement de crédit agréé en qualité de société financière, à gérer et contrôler ses participations et son activité de compte propre. L'assemblée générale des actionnaires de la BFBP appelée à approuver l'Opération adoptera des statuts refondus afin notamment de refléter la perte de son statut d'organe central du réseau des banques populaires et de modifier ses statuts en conséquence.

1.2 Présentation de la Bénéficiaire

La société BPCE est une société anonyme, consécutivement à l'adoption de cette forme sociale selon une décision de transformation approuvée le 6 avril 2009 par ses actionnaires réunis en assemblée générale mixte.

Elle a été constituée initialement sous forme de société par actions simplifiée pour une durée de 99 années qui expire le 21 janvier 2106. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 455 042.

Son capital social s'élève actuellement à la somme de 37.000 euros. Il est divisé en 37.000 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées. BPCE n'a émis aucune valeur mobilière donnant accès à son capital ou à ses droits de vote à l'exception des actions composant son capital. BPCE n'a, à la date des présentes, ni emprunt obligataire à sa charge, ni parts bénéficiaires en circulation. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.

A la date des présentes, BPCE a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise, la détention et la gestion de participations directes ou indirectes dans toutes entreprises d'investissement, établissements de crédit, sociétés d'assurance et sociétés financières, immobilières ou commerciales,
- l'acquisition et la gestion de toutes actions, obligations, parts et effets ou autres titres ou instruments financiers ainsi que tous droits mobiliers et immobiliers et la vente ou la réalisation de ces derniers sous quelque forme que ce soit,

- d'une façon générale, la société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales ou financières autorisées par des textes législatifs et réglementaires en vigueur et se rattachant directement ou indirectement à l'objet social de la Bénéficiaire et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

BPCE deviendra dès la réalisation de l'Opération le nouvel organe central commun des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Préalablement à l'ensemble de ces opérations, le capital de BPCE sera porté à 37 020 euros par incorporation d'une somme de 20 euros prélevée sur les réserves, ce qui conduira à la création de 20 nouvelles actions BPCE, de 1 euro de valeur nominale chacune. Le capital social de BPCE est ainsi porté à 37 020 euros (18 510 actions détenues par la CNCE et 18 510 actions détenues par la BFBP). La valeur nominale des actions de BPCE sera ensuite portée de 1 euro à 15 euros et s'accompagnera corrélativement d'une réduction du nombre de titres en circulation de 37 020 à 2 468 (1 234 actions détenues par la CNCE et par la BFBP) de sorte que le montant du capital social de BPCE demeure *in fine* inchangé à 37 020€.

A l'issue de cette opération mais préalablement à et sous condition suspensive de l'approbation de l'Apport par les assemblées générales des actionnaires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire, BPCE procédera à une augmentation de capital de BPCE d'un montant de 154 174 297 euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE. Par ailleurs, l'assemblée générale des actionnaires de BPCE appelée à approuver l'Opération adoptera des statuts refondus afin notamment de refléter les modifications relatives à son objet social tel que résultant des missions et prérogatives de BPCE déterminées par l'article L. 512-107 modifié du Code monétaire et financier, la nouvelle dénomination sociale « BPCE », au siège social et à la structure de gouvernance, en conformité avec les dispositions du Protocole, et plus généralement de procéder aux aménagements rendus nécessaires par la réalisation de l'Opération et de refléter les modalités de fonctionnement du nouveau groupe.

2. LIENS ENTRE L'APPORTEUSE ET BPCE

2.1 Liens en capital

L'Apporteuse détient 50% du capital et des droits de vote de la société BPCE à la date de signature du présent Traité.

2.2 Dirigeants ou administrateurs communs

La BFBP, représentée par Monsieur Yvan de La Porte du Theil, est administrateur de BPCE.

Monsieur François Pérol, Directeur général de l'Apporteuse, est Président de la société BPCE.

2.3 Cautions/Filiales communes/Accords techniques et commerciaux (à la date du traité)

Cautions :

Aucune.

Filiales communes :

Aucune.

Conventions entre l'Apporteuse et BPCE :

Aucune à l'exception du présent Traité et du Protocole.

3. MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

Le Groupe Banque Populaire et le Groupe Caisse d'Épargne sont deux groupes bancaires mutualistes organisés selon une structure similaire, partageant des valeurs proches et qui sont déjà partenaires depuis le regroupement en 2006 de leurs activités de banque d'investissement, de financement et de services au sein de Natexis Banque Populaire, renommée Natixis.

Ainsi que cela est rappelé en préambule du présent Traité, la BFBP, la CNCE et BPCE ont conclu ce jour, en présence de l'État français, un protocole d'accord définissant les termes et conditions du rapprochement des Groupes Banque Populaire et Caisse d'Épargne dont elles assurent aujourd'hui respectivement le rôle d'organe central. Ce rapprochement se traduira par la constitution d'un nouvel organe central fort et pérenne, commun aux deux réseaux.

Ce rapprochement est destiné à répondre aux enjeux actuels du secteur bancaire et financier dans lequel le mouvement de consolidation bancaire s'accélère, à plus forte raison depuis le démarrage de la crise financière qui frappe actuellement ce secteur.

Il poursuit l'objectif, dans cette perspective, de donner naissance au deuxième groupe bancaire français et à un financeur de premier plan de l'économie dans son ensemble (particuliers, professionnels, PME-PMI et grandes entreprises) en s'appuyant sur deux réseaux autonomes complémentaires, dans le respect de leurs marques respectives.

C'est ainsi que le nouveau groupe comptera environ 34 millions de clients, plus de 7 millions de sociétaires, environ 22% du montant total des dépôts des banques françaises, 7700 agences réparties sur l'ensemble du territoire et près de 110 000 collaborateurs.

Il sera centré sur les métiers de la banque de détail, principalement en France, et aura également pour mission de poursuivre un plan de transformation de Natixis destiné à en simplifier le mode de gouvernance.

Le nouveau groupe bancaire mutualiste sera enfin doté des fonds propres nécessaires pour asseoir sa solidité financière, son développement et sa pérennité : il disposera, notamment grâce à l'apport par l'État de fonds propres sous la forme de la souscription d'actions de préférence sans droit de vote avec bons de souscription d'actions ordinaires et de titres subordonnés à durée indéterminée, de fonds propres Tier 1 d'un montant de 36 milliards d'euros.

4. REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT

De convention expresse et en application de l'article L. 236-22 du Code de commerce, les Parties ont décidé de soumettre l'Apport aux dispositions des articles L. 236-16 à L. 236-21 dudit Code. En conséquence, BPCE sera, du fait de l'Apport, substituée dans tous les droits et obligations de l'Apporteuse relatifs à la Branche Apportée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-21 du Code de commerce, et de convention expresse entre les Parties, la Bénéficiaire ne sera pas tenue solidairement avec l'Apporteuse des éléments de passif non compris dans la Branche Apportée, lesquels resteront exclusivement à la charge de l'Apporteuse. Réciproquement, l'Apporteuse ne sera pas tenue solidairement avec la Bénéficiaire des éléments de passif compris dans la Branche Apportée, lesquels seront exclusivement à la charge de la Bénéficiaire.

Compte tenu de cette absence de solidarité et conformément aux dispositions de l'article L. 236-14 du Code de commerce, les créanciers non obligataires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire dont la créance est antérieure à la publication du présent Traité pourront former opposition à l'Apport dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de publication de la dernière annonce devant être publiée conformément à l'article R. 236-2 du Code de commerce, dans les conditions prévues par la loi.

Les créanciers obligataires de l'Apporteuse seront informés de l'Apport conformément à l'article 4 de la loi n°2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

5. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'APPORT

Les conditions de l'Apport ont été établies :

- pour l'Apporteuse, sur la base des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008, arrêtés par son conseil d'administration le 25 février 2009, certifiés sans réserve par ses commissaires aux comptes, et approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de l'Apporteuse en date du 14 mai 2009. Ils figurent en Annexe 5.1, et
- pour la Bénéficiaire, sur la base des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008 certifiés sans réserve par ses commissaires aux comptes, et approuvés par l'associé unique de la Bénéficiaire en date du 6 avril 2009. Ils figurent en Annexe 5.2.

6. OPERATIONS INTERVENUES OU A INTERVENIR ENTRE LA DATE D'EFFET ET LA DATE DE REALISATION

Les opérations suivantes sont intervenues ou interviendront préalablement à la Date de Réalisation sous réserve, le cas échéant, de leur approbation par les organes sociaux compétents des sociétés concernées :

- (i) Acquisition le 10 mars 2009 par la société SIBP d'une participation complémentaire de 7,25% dans le capital de la société BICEC, ayant un impact sur la valeur nette comptable de

la participation de la BFBP dans la société BICEC (après réalisation de la distribution visée au paragraphe (vi) ci-dessous) de 5 481 672 euros ;

- (ii) Acquisition le 30 mars 2009 par la société SIBP d'une participation complémentaire de 1,60% dans le capital de la société BIAT, ayant un impact sur la valeur nette comptable de la participation de la BFBP dans la société BIAT (après réalisation de la distribution visée au paragraphe (vi) ci-dessous) de 5 935 693 euros ;
- (iii) Acquisition le 23 mars 2009 par la BFBP d'une participation complémentaire de 0,59% dans le capital de la société CRH, ayant un impact sur la valeur nette comptable de la participation de la BFBP dans la société CRH de 1 043 919 euros ;
- (iv) Souscription par la BFBP le 20 avril 2009 à une augmentation de capital de CRH à hauteur de 1 414 141 euros
- (v) Souscription par la BFBP le 3 février 2009 à une augmentation de capital de BP Covered Bonds à hauteur de 40.000.000 euros ;
- (vi) Reclassement auprès de la BFBP par la société SIBP, par voie de distribution en nature, des participations qu'elle détenait dans les sociétés BICEC, BCI, BIAT, TSS Africa et SCI CIG, représentant une valeur nette comptable de 46 802 010 euros (BICEC : 43 779 866 euros, BIAT : 1 708 974 euros et BIAT : 1 313 170 euros) ;
- (vii) Acquisition sur le marché par la BFBP de 4 290 048 actions Natixis, intervenue depuis la Date d'Effet, ayant un impact total de 6 282 514 euros sur la valeur nette comptable des actions Natixis détenues par la BFBP ;
- (viii) Emission par la BFBP de titres super-subordonnés souscrits par la SPPE. La BFBP émettra, le 26 juin 2009, et l'Etat souscrira, par l'intermédiaire de la Société de Prise de Participation de l'Etat, pour un montant de 1 milliard d'euros des titres super-subordonnés à durée indéterminée.
- (ix) Souscription par la BFBP à une augmentation de capital de BPCE, à hauteur de 144 174 297 euros (prime comprise). Comme indiqué précédemment, cette augmentation de capital, sous condition suspensive de l'approbation de l'Apport par les assemblées générales des actionnaires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire, sera réalisée préalablement aux Apports. Cette augmentation de capital sera rémunérée par l'émission de 311 713 titres BPCE. Les titres BPCE ne faisant pas partie des Participations Apportées, cette opération n'a pas d'impact sur la valeur nette comptable des Participations Apportées.

L'ensemble de ces opérations a un impact total de 106 959 949 euros sur la valeur nette comptable de l'Apport.

7. DATE D'EFFET DE L'APPORT

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, l'Apport aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2009 (la « Date d'Effet »).

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, les opérations se rapportant aux éléments transmis au titre de l'Apport et réalisées par l'Apporteuse à compter de la Date d'Effet et jusqu'à la date de réalisation définitive de l'Apport (la « **Date de Réalisation** ») seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte de la Bénéficiaire qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens et droits transmis.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, l'Apporteuse transmettra à la Bénéficiaire tous les éléments d'actif et de passif compris dans la Branche Apportée dans l'état où ces éléments se trouveront à la Date de Réalisation.

8. METHODES D'EVALUATION RETENUES

Après analyse des caractéristiques comptables de l'opération et du Règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004, l'Apport sera réalisé sur la base de la valeur nette comptable des actifs et passifs transférés telle que figurant dans les comptes sociaux de l'Apporteuse de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Pour les besoins de la détermination de la rémunération de l'Apport, la parité entre le nombre d'actions nouvelles BPCE émises au bénéfice de l'Apporteuse en contrepartie de l'Apport et le nombre d'actions BPCE existantes a été déterminée d'un commun accord entre les Parties.

9. DESIGNATION ET EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF TRANSMIS

Sous réserve de l'accomplissement des conditions suspensives visées à l'article 14 ci-après, l'Apporteuse apporte à BPCE, qui accepte, l'ensemble des biens et droits de toute nature composant la Branche Apportée, à savoir (i) les éléments d'actifs et de passif ainsi que les moyens requis pour l'exercice des prérogatives d'organe central du réseau des Banques Populaires (en ce compris les fonctions de trésorerie et refinancement qui participent de sa mission d'organe central au titre de la garantie de liquidité), ainsi que (ii) les Participations Apportées (en ce compris Natixis et les filiales liées à la fonction d'organe central), étant précisé qu'aux termes de l'article 4 de la loi n° 2009-715 en date du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires, sont transférés de plein droit à la Bénéficiaire, nonobstant toute stipulation contraire et sans qu'il soit besoin d'aucune formalité, les actifs et les passifs ainsi que l'ensemble des personnels et des moyens financiers et techniques requis pour les missions d'organe central du réseau des Banques Populaires, telles qu'exercées préalablement par l'Apporteuse, et pour les missions d'organe central confiées à la Bénéficiaire par la même loi, en ce compris les sommes d'argent, les instruments financiers, les effets et les créances, conclus, émis ou remis par l'Apporteuse, ou les sûretés sur les biens ou droits qui y sont attachés, ainsi que les contrats en cours de quelque nature que ce soit.

A la date des présentes, l'actif et le passif dont la transmission à la Bénéficiaire est prévue consistent dans les éléments ci-après désignés. Il est entendu que cette désignation n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments actifs et passifs liés à l'exploitation de la Branche Apportée, en ce compris les Participations Apportées, devant être transmis à la Bénéficiaire qu'ils soient ou non énumérés au présent Traité, et ce dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation.

9.1 Eléments exclus de la Branche Apportée

Les Parties sont expressément convenues que les éléments suivants seraient exclus de la Branche Apportée :

A l'actif :

- (i) Les titres de participations dont la liste figure en Annexe 9.1, représentant une valeur nette comptable au 31 décembre 2008 de 2 290 594 256 euros, comptabilisés dans les postes « Participations et autres titres détenus à long terme » et « Parts dans les entreprises liées » ;
- (ii) Certains encours liés à ces participations non apportées, dont la liste figure en Annexe 9.1, et comptabilisés dans le poste « Créances sur les établissements de crédit », représentant une valeur nette comptable au 31 décembre 2008 de 1 627 660 275 euros, dont 1 585 367 533 euros relatifs à des prêts consentis à VBI AG ;
- (iii) L'ensemble des primes sur instruments conditionnels achetés, représentant un montant total de 29 585 997 euros, comptabilisés dans le poste « Autres actifs » ;
- (iv) Certaines créances commerciales dont la liste figure en Annexe 9.1, représentant une valeur nette comptable au 31 décembre 2008 de 131 739 340 euros ;
- (v) Les titres de placement dont la liste figure en Annexe 9.1, représentant une valeur nette comptable au 31 décembre 2008 de 282 357 526 euros, comptabilisés dans le poste « Actions et titres à revenu variable » ;
- (vi) L'ensemble des actifs immobiliers détenus en propre par la BFBP, dont notamment l'immeuble « Ponant 1 » situé 5 rue Leblanc, Paris 15ème, des immeubles d'habitation, ainsi que des aménagements relatifs aux immeubles détenus par SAS Ponant Plus, représentant une valeur nette comptable au 31 décembre 2008 de 120 041 498 euros, comptabilisés dans le poste « immobilisations corporelles » et dont la liste figure en Annexe 9.1;
- (vii) Des malis de fusion, comptabilisés dans le poste « Immobilisations incorporelles », d'un montant de 2 281 976 euros. Ces malis de fusion ont été constatés lors de la dissolution de la SAS SBE, le 16 décembre 2005 (mali de 2 126 630 euros) et lors de la dissolution de la SAS Cybermarket Plus le 22 novembre 2007 (mali de 155 347 euros).

Au passif :

- (viii) Des dettes envers les établissements de crédit, représentant un montant total de 3 733 261 455 euros, comportant la contrepartie du financement à VBI, pour un montant de 745 283 834 euros, ainsi que d'autres dettes dont la liste figure en Annexe 9.1 ;
- (ix) L'ensemble des primes sur instruments conditionnels vendus, représentant un montant total de 7 429 501 euros, comptabilisés dans le poste « Autres passifs » ;

- (x) Le fonds fédéral de solidarité, représentant au 31 décembre 2008 un montant de 451 195 719 euros, comptabilisé en FRBG, qui, compte tenu des accords sur le mécanisme de solidarité, est exclu des éléments apportés et sera conservé par l'Apporteuse ;
- (xi) Les provisions pour risques et charges rattachées aux actifs non apportés, représentant un montant de 22 308 097 euros au 31 décembre 2008, dont 1 080 000 euros relatifs à SNC Bankeo et 21 228 097 euros relatifs au litige Bleichroeder ;

Il est expressément convenu que les éléments d'actif et de passif visés ci-dessus seront conservés par l'Apporteuse dans l'état où ils se trouveront à la Date de Réalisation.

Par ailleurs, il est expressément convenu que les engagements reçus et donnés par la BFBP (notamment les garanties de toute sorte) dans le cadre de la cession par la BFBP de ses participations représentant 49% du capital et des droits de vote dans chacune des banques régionales acquises auprès d'HSBC (Banque Chaix, Banque Pelletier, Banque Dupuy de Parseval, Crédit Commercial du Sud Ouest, Banque de Savoie, Banque Marze) sont exclus de l'Apport.

Il est également convenu que l'engagement pris par l'Apporteuse relatif à la promesse d'achat des titres Foncia détenus par M. Lorenzetti, ainsi que la promesse de vente de ces mêmes titres consentie par M. Lorenzetti, prévus dans le pacte d'actionnaires du 3 avril 2007 seront exclus de la Branche Apportée.

9.2 Eléments d'actif apportés

En euros, sur la base des comptes de l'Apporteuse au 31 décembre 2008 (cf. détail en Annexe 9.2):

| € | Actifs Apportés – valeur nette comptable |
|--|--|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 17 084 658 |
| Effets publics et effets assimilés | - |
| Créances sur les établissements de crédit | 33 431 584 991 |
| - <i>A vue</i> | 16 445 130 609 |
| - <i>A terme</i> | 16 986 454 383 |
| Opérations avec la clientèle | 5 307 682 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 18 768 556 690 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 2 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 70 756 564 |
| Parts dans les entreprises liées | 6 148 778 610 |
| Immobilisations incorporelles | 67 384 959 |
| Immobilisations corporelles | 6 834 293 |
| Autres actifs | 19 307 374 |
| Comptes de régularisation | 218 187 236 |
| Total ACTIF | 58 753 783 059 |

L'Apport comprend les éléments d'actifs énumérés ci-dessus ainsi que tout élément d'actif lié à l'exercice des missions d'organe central (à l'exception des éléments expressément exclus de l'Apport tels que décrits à l'article 9.1).

9.3 Eléments de passif pris en charge

En euros, sur la base des comptes de l'Apporteuse au 31 décembre 2008 (cf. détail en Annexe 9.3) :

| € | Passifs Apportés |
|---|-----------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 133 371 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 29 045 916 607 |
| - <i>A vue</i> | 16 281 887 591 |
| - <i>A terme</i> | 12 764 029 016 |
| Opérations avec la clientèle | 648 776 046 |
| Dettes représentées par un titre | 9 938 365 222 |
| - <i>Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables</i> | 9 205 340 088 |
| - <i>Emprunts obligataires</i> | 733 025 134 |
| Autres passifs | 9 178 945 686 |
| Comptes de régularisation | 33 390 883 |
| Provisions pour risques et charges | 72 152 356 |
| Dettes subordonnées | 3 500 781 049 |
| Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) | - |
| Capitaux propres (hors FRBG) | 1 061 289 |
| - <i>Capital AO Souscrit</i> | - |
| - <i>Primes d'émissions AO</i> | - |
| - <i>Réserves</i> | - |
| - <i>Prov. Réglementées et subv d'invest.</i> | 1 061 289 |
| - <i>Résultat de l'exercice</i> | - |
| Total PASSIF | 52 419 522 509 |

L'Apport comprend les éléments de passif énumérés ci-dessus ainsi que tout élément de passif lié à l'exercice des missions d'organe central (à l'exception des éléments expressément exclus de l'Apport tels que décrits en 9.1).

Il est précisé que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

9.4 Actif net apporté

La valeur nette comptable de l'Apport, résultant de la valeur nette comptable des actifs apportés et de la valeur nette comptable du passif pris en charge s'élève à 6 334 260 550 euros sur la base des comptes au 31 décembre 2008.

Certaines opérations ont été ou seront réalisées entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation de l'Apport, et sont indiquées à l'article 6. Ces opérations conduisent à augmenter la valeur nette comptable de l'Apport de 106 959 949 euros. L'actif net apporté à la Date de Réalisation sera ainsi de 6 441 220 499 euros.

Compte tenu de ces éléments et d'une « provision » pour perte de rétroactivité d'un montant de 574 685 927 euros, telle que détaillée à l'article 10.2, le montant des apports servant de base pour apprécier la libération du capital à la Date de Réalisation sera de 5 866 534 572 euros.

9.5 Engagements hors bilan apportés

La liste des engagements hors bilan apportés au titre de l'Apport figure en Annexe 9.5.

10. REMUNERATION DE L'APPORT

10.1 Création des actions nouvelles

(i) **Augmentation de Capital de la Bénéficiaire**

Sous réserve de l'accomplissement des conditions suspensives visées à l'article 14 ci-après, la Bénéficiaire procédera en rémunération de l'Apport qui lui est consenti à une augmentation de capital d'un montant de 190 256 955 euros par émission de 12 683 797 actions nouvelles, dites actions de catégorie B, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 15 euros chacune.

(ii) **Création des actions nouvelles**

Ces actions nouvelles attribuées à l'Apporteuse, dites actions de catégorie B, auront jouissance courante et seront entièrement et immédiatement assimilées aux actions anciennes et donneront droit à toute distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou de réserves (ou assimilés) décidée postérieurement à leur émission. Ces actions de catégorie B seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales de la Bénéficiaire et seront négociables à compter de la Date de Réalisation, conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce.

10.2 Prime d'apport

La différence entre la valeur nette comptable à la Date d'Effet des biens et droits apportés par l'Apporteuse (corrigée des opérations intervenues entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation, mentionnées à l'article 6), soit 6 441 220 499 euros, et la valeur nominale des actions qui seront créées par BPCE au titre de l'augmentation de capital susvisée, soit 190 256 955 euros, constituera une prime d'apport, d'un montant global de 6 250 963 544 euros (dont 5 676 277 617 euros constituant la prime d'apport juridique pour les besoins de l'appréciation de la libération du capital à la Date de Réalisation, et 574 685 927 euros correspondant au montant de la provision pour perte de rétroactivité, inscrits dans un sous-compte de cette prime d'apport comme indiqué ci-après). Cette prime d'apport sera inscrite au passif du bilan de la Bénéficiaire à un compte « Prime d'apport » sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, anciens et nouveaux de la Bénéficiaire.

De convention expresse, la réalisation définitive de l'Apport vaudra autorisation pour l'organe de direction de la Bénéficiaire de prélever sur ladite prime (i) l'ensemble des frais, droits, impôts et honoraires occasionnés par l'Apport et l'augmentation de capital, (ii) le montant nécessaire à la dotation de la réserve légale afin de porter cette dernière au

dixième du nouveau capital résultant de l'opération d'Apport et (iii) le montant nécessaire à la reconstitution de toutes réserves ou provisions réglementées, le cas échéant.

Pour le solde, cette prime sera indisponible pendant une durée de trois ans décomptée à partir de la Date de Réalisation, conformément aux termes de la demande d'agrément déposée au Bureau des Agréments le 29 mai 2009. Toute utilisation de cette prime d'apport pendant sa période d'indisponibilité de trois ans, aux fins notamment d'assurer le versement à la Société de Prise de Participation de l'Etat de la rémunération lui étant due au titre des actions de préférence et titres super-subordonnés souscrits par elle dans l'hypothèse où BPCE ne disposerait, par ailleurs, d'aucune autre capacité juridique de distribution le permettant, fera l'objet d'une démarche auprès du Bureau des Agréments afin de pouvoir lui exposer le moment venu les raisons justifiant l'utilisation envisagée et solliciter son accord à cette fin.

Comme indiqué ci-dessus, une provision pour perte de rétroactivité de 574 685 927 euros sera constatée dans un sous-compte de cette prime d'apport. Cette provision pour perte de rétroactivité correspond à l'écart entre la valeur d'apport des biens et droits apportés par l'Apporteuse à la Date de Réalisation et leur valeur nette comptable à la Date d'Effet. Lors d'un arrêté comptable ultérieur de BPCE, la société pourrait procéder, sur la base d'une « valeur d'utilité » de ses différentes participations, à une dépréciation de la valeur des titres concernés, qui serait alors inscrite dans le compte de résultat et ferait l'objet, lors de l'affectation du résultat, d'une imputation sur la provision pour perte de rétroactivité. En fonction du montant de cette éventuelle dépréciation, la provision pour perte de rétroactivité serait utilisée partiellement ou en totalité, et le solde éventuel de cette provision viendrait reconstituer la prime d'apport.

Au-delà de cette période d'indisponibilité de trois ans, la prime d'apport pourra recevoir en tout temps toute affectation conforme aux règles en vigueur décidée par l'assemblée générale.

11. CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT

11.1 Transmission du passif – Propriété et jouissance des biens apportés

La Bénéficiaire prendra en charge et acquittera, en lieu et place de l'Apporteuse, le passif transmis au titre de la Branche Apportée au 31 décembre 2008, ainsi que les engagements hors-bilan afférent à la Branche Apportée.

La Bénéficiaire sera propriétaire sans réserve et prendra possession des biens et droits à elle apportés à titre d'apport partiel d'actif à compter de la Date de Réalisation.

De convention expresse, il est stipulé que toutes les opérations faites depuis la Date d'Effet et concernant la Branche Apportée seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et au profit de la Bénéficiaire.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux éléments compris dans l'Apport incomberont à la Bénéficiaire, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2009, étant précisé que la

Bénéficiaire supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs attachés à l'Apport à compter du 1^{er} janvier 2009.

A cet égard, l'Apporteuse déclare qu'il n'a été fait depuis le 1^{er} janvier 2009, à l'exception des opérations énumérées à l'article 6, aucune opération afférente aux éléments compris dans l'Apport autre que les opérations de gestion courante.

Les Participations Apportées seront apportées avec tous leurs droits financiers attachés, et notamment les droits à toute distribution de dividendes, d'acomptes sur dividende ou de réserves ou sommes assimilées décidées à compter de la Date d'Effet.

11.2 Charges et conditions générales de l'Apport

L'Apport est fait sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière et, notamment, sous celles suivantes :

A) En ce qui concerne la Bénéficiaire

La Bénéficiaire s'oblige à remplir les charges et à respecter les conditions suivantes :

- 1) Elle prendra les biens et droits apportés dans l'état et dans la consistance où ils se trouveront à la Date de Réalisation, sans pouvoir élever aucune réclamation ou exercer aucun recours contre l'Apporteuse pour quelque cause que ce soit ; elle souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les biens immobiliers apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteuse et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.
- 2) Elle sera subrogée dans le bénéfice de tous droits et obligations (y compris les engagements hors bilan donnés et reçus) ainsi que dans le bénéfice et la charge de tous contrats, conventions, engagements et traités conclus par l'Apporteuse dans le cadre de l'exploitation de la Branche Apportée, ainsi que dans le bénéfice et la charge de toutes autorisations réglementaires qui auraient été consenties à l'Apporteuse pour l'exploitation de la Branche Apportée. En particulier, la Bénéficiaire sera subrogée dans le bénéfice et les charges et obligations relatives aux protocoles et accords conclus entre l'Apporteuse et certaines des Banques Populaires à l'occasion de leur entrée dans le Groupe Banque Populaire, et notamment l'ensemble des accords passés avec le Crédit Coopératif, d'une part, et la Casden Banque Populaire, d'autre part.
- 3) Elle sera substituée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations au titre du droit d'occupation sous quelque forme que ce soit (bail, location, domiciliation....) de biens immobiliers compris dans la Branche Apportée et acquittera les loyers correspondants, le tout à ses risques et périls.
- 4) Elle sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances comprises dans la Branche Apportée.

- 5) Elle supportera et acquittera, à compter de la Date d'Effet, tous les impôts, contributions, taxe professionnelle, taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation de la Branche Apportée, à l'exception des passifs d'impôt afférents aux périodes antérieures à la Date d'Effet.
- 6) Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens et droits apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.
- 7) Elle reprendra les contrats de travail de l'ensemble des salariés de l'Apporteuse en application des articles L.1224-1 à L.1224-4 du Code du travail. La Bénéficiaire sera, par le seul fait de la réalisation de l'Apport, subrogée à l'Apporteuse dans le bénéfice et la charge des dispositions de tous contrats de travail, accords collectifs et engagements et conventions quelconques en matière de retraite. Dans les conditions prévues par une convention séparée, la Bénéficiaire refacturera à l'Apporteuse les prestations réalisées par son personnel pour son compte ainsi que, plus généralement, l'ensemble des coûts (moyens informatiques, matériels, etc.) engagés pour la réalisation de ces prestations.
- 8) Elle sera tenue à l'acquit du passif à elle transmis, dans les limites et les conditions fixées dans le présent Traité, le tout dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créances pouvant exister et relatifs au passif pris en charge au titre de l'Apport, comme l'Apporteuse, préalablement à l'Apport, est tenue de le faire elle-même. En particulier, elle sera subrogée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations relatifs aux titres d'emprunts émis par l'Apporteuse et qui sont compris dans la Branche Apportée.

Elle prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis au titre du présent acte ainsi que les passifs ayant une cause antérieure à la Date de Réalisation mais qui ne se révéleraient que postérieurement à cette date. Elle subira la charge de toutes garanties qui auraient pu être conférées relativement au passif pris en charge.

Elle sera tenue également, et dans les mêmes conditions, à l'exécution des engagements de caution et des avals pris par l'Apporteuse au titre de la Branche Apportée et bénéficiera de toutes contre garanties y afférentes.

- 9) Elle sera substituée à l'Apporteuse dans les litiges et dans les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense, devant toutes juridictions, dans la mesure où ces litiges sont relatifs à la Branche Apportée. Elle aura tous pouvoirs, dès la Date de Réalisation, notamment pour intenter ou défendre à tous contentieux et toutes actions judiciaires ou arbitrales en cours ou nouvelles, au lieu et place de l'Apporteuse et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.
- 10) Elle accomplira tous actes et toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens apportés ainsi que des droits et obligations qui y sont attachés ; spécialement, en application de l'article 28 du décret du 4 janvier 1955 et des décrets subséquents, les apports de biens immobiliers faits par l'Apporteuse seront publiés

aux bureaux des hypothèques compétents et aux frais de la Bénéficiaire, de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 du décret précité.

- 11) Elle exécutera, à compter de la Date de Réalisation, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, sans recours contre l'Apporteuse.
- 12) Par le seul fait de la réalisation du présent apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions, les valeurs mobilières et droits détenus par l'Apporteuse dans des sociétés tierces comprises dans la Branche Apportée seront transférés au profit de la Bénéficiaire, laquelle deviendra directement actionnaire ou associée de ces sociétés ou détentrice et/ou titulaire de telles valeurs ou droits.

D'une manière générale, la Bénéficiaire déclare reprendre l'ensemble des biens et charges attachés à la Branche Apportée à ses risques et périls dans l'hypothèse où, alors que le transfert de certains contrats ou de certains biens nécessite l'accord ou l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, celui-ci ne serait pas obtenu.

B) En ce qui concerne l'Apporteuse

Sans préjudice de ce qui est indiqué à l'article 9, la Branche Apportée sera gérée par l'Apporteuse jusqu'à la Date de Réalisation dans le cours normal de ses affaires (à l'exception des actes et décisions devant intervenir avant la Date de Réalisation conformément aux opérations prévues par les présentes et notamment à l'Article 6 ou de ceux qui pourraient résulter des obligations légales liées à la mise en œuvre de l'apport partiel d'actif). Toute décision ne se rapportant pas à une opération de gestion courante ou une opération préalable décrite dans le Protocole devra faire l'objet d'une consultation préalable de la Bénéficiaire.

Dans ce cadre, jusqu'à la Date de Réalisation, l'Apporteuse s'oblige en particulier à (i) ne pas effectuer sans l'accord préalable de la Bénéficiaire d'acte de disposition portant sur un élément compris dans la Branche Apportée d'un montant par opération supérieur à 10 millions d'euros, (ii) ne pas contracter d'emprunts en dehors du cours normal des affaires qui grèverait un élément compris dans la Branche Apportée d'un montant unitaire ou cumulé supérieur à 10 millions d'euros sans le même accord, lequel ne pourra dans tous les cas être refusé par la Bénéficiaire sans juste motif.

Le représentant de l'Apporteuse oblige celle-ci à fournir à la Bénéficiaire tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans l'Apport et l'entier effet du présent Traité.

Il s'oblige également, et oblige l'Apporteuse à première réquisition de la Bénéficiaire, à faire établir tous actes réitératifs ou confirmatifs de l'Apport et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

12. DECLARATIONS ET GARANTIES DE L'APPORTEUSE

L'Apporteuse déclare et garantit à la Bénéficiaire qu'à la date du présent Traité, comme à la Date de Réalisation :

- 1) Elle a la capacité et a obtenu toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent Traité.
- 2) Elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire ; elle n'est pas actuellement, ni, à sa connaissance, susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité et en particulier celle de la Branche Apportée.
- 3) Elle a la pleine et entière propriété ou titularité des biens et droits apportés, lesquels ne sont grevés d'aucune inscription, privilège, hypothèque, nantissement, sûreté de quelque nature ou droits de tiers (sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous). En particulier, elle est régulièrement et valablement propriétaire des Participations Apportées. Lesdits éléments seront de libre disposition entre les mains de la Bénéficiaire, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation. La Bénéficiaire reconnaît que le transfert de certaines Participations Apportées est de nature à entraîner la mise en œuvre de procédures d'agrément statutaires et/ou de droits de préemption de tiers. Dans l'hypothèse où l'agrément nécessaire n'aurait pas été obtenu à la Date de Réalisation, et/ou un droit de préemption aurait été valablement exercé relativement à une ou plusieurs Participations Apportées, l'Apporteuse et la Bénéficiaire se concerteront de bonne foi avec l'objectif d'amender les termes du Traité afin de permettre la réalisation de l'Apport BFBP dans des termes respectant les équilibres économiques de l'Opération et dans des conditions satisfaisantes pour chacune des Parties.
- 4) Le patrimoine de l'Apporteuse n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation ; l'Apporteuse ne fait l'objet d'aucune mesure de nature à porter atteinte à la libre disposition de ses biens.
- 5) Les livres de comptabilité, pièces, comptes, archives et dossiers de l'Apporteuse relatifs à la Branche Apportée feront l'objet d'un inventaire qui sera remis à la Bénéficiaire : ces livres seront, selon le cas, remis à la Bénéficiaire ou tenus à sa disposition pendant une période de trois ans à partir de la réalisation de l'Apport.
- 6) Elle a valablement obtenu tout agrément et/ou autorisation nécessaires en vue de la conclusion et de l'exécution du présent Traité, sous réserve de ce qui figure à l'article 14 ci-dessous.
- 7) Elle ne fait pas l'objet de poursuites pouvant interdire l'exercice de son activité ni des activités apportées au titre de l'Apport.
- 8) Elle n'a pas consenti de caution, aval ou garantie portant sur des éléments compris dans la Branche Apportée, ni n'est tenue par aucun engagement hors bilan qui ne soit pas pris en compte dans les annexes de ses comptes sociaux au 31 décembre 2008.

En conséquence de ce qui précède, l'Apporteuse s'engage à indemniser la Bénéficiaire de tout préjudice qu'elle viendrait à subir résultant d'une inexactitude ou d'une insuffisance de l'une quelconque des déclarations ci-dessus.

13. DECLARATIONS ET GARANTIES DE LA BENEFICIAIRE

La Bénéficiaire déclare et garantit à l'Apporteuse qu'à la date du présent Traité, comme à la Date de Réalisation :

- 1) Elle a la capacité et a obtenu toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le présent Traité.
- 2) Elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire ; elle n'est pas actuellement, ni, à sa connaissance, susceptible d'être ultérieurement, l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité.
- 3) Elle ne fait pas l'objet de poursuites pouvant interdire l'exercice de son activité ni des activités apportées au titre de l'Apport.
- 4) Elle n'a pas consenti de caution, aval ou garantie ni n'est tenu par aucun engagement hors bilan qui ne soit pas pris en compte dans les annexes de ses comptes sociaux au 31 décembre 2008.

En conséquence de ce qui précède, la Bénéficiaire s'engage à indemniser l'Apporteuse de tout préjudice qu'elle viendrait à subir résultant d'une inexactitude ou d'une insuffisance de l'une quelconque des déclarations ci-dessus.

14. CONDITIONS SUSPENSIVES

L'Apport et l'augmentation de capital de la Bénéficiaire qui en résulte ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où les conditions suspensives ci-après auront été levées :

- 1) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de l'Apporteuse de l'Apport, de son évaluation et de sa rémunération ;
- 2) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de BPCE de l'Apport, de son évaluation, de sa rémunération et de l'augmentation du capital corrélative de BPCE ;
- 3) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la CNCE des Apports CNCE, de leur évaluation et de leur rémunération ;
- 4) Approbation par l'assemblée générale des actionnaires de BPCE des Apports CNCE, de leur évaluation, de leur rémunération et de l'augmentation du capital corrélative de BPCE ;
- 5) L'obtention des autorisations réglementaires figurant en Annexe 14 du Traité, sans réserves ni condition significative susceptible de remettre en cause l'équilibre économique de l'Opération ;
- 7) L'obtention d'un accord de principe sur la délivrance des agréments fiscaux sollicités par l'Apporteuse et la CNCE le 29 mai 2009 ainsi que sur la préservation du régime fiscal de faveur appliqué sur agrément à certaines opérations constitutives de Natixis en novembre

2009 sollicitée par l'Apporteuse et la CNCE respectivement le 19 juin 2009 et le 29 mai 2009 ;

- 8) L'absence de survenance, entre la date de signature du Traité et la Date de Réalisation, de tout événement ayant pour effet d'affecter significativement et de manière dissymétrique la valorisation des Apports CNCE et des Apports BFBP, selon le cas, créant de ce fait une rupture d'équilibre de la parité ne permettant plus la réalisation de l'Opération dans les termes convenus, la CNCE et la BFBP ne pouvant invoquer le bénéfice de cette condition qu'après concertation ;
- 9) Réalisation de l'augmentation de capital en espèces de BPCE d'un montant de 154 174 297 euros (prime comprise) souscrite à hauteur de 144 174 297 euros par la BFBP et à hauteur de 10 000 000 euros par la CNCE.

Si l'ensemble de ces conditions n'était pas accompli le 30 septembre 2009 au plus tard, et sauf accord des Parties pour reporter cette date ou décider de renoncer à l'une des conditions suspensives, le présent Traité serait considéré de plein droit, sauf accord contraire des Parties, comme caduc, sans que cette caducité n'affecte le droit de chacune des Parties de solliciter la réparation de son préjudice en cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations aux termes du Protocole.

A tout moment avant la date de réalisation de l'Apport, chacune des Parties avisera l'autre Partie, dans les meilleurs délais et par écrit, de la survenance de tout événement qui entraînerait ou serait susceptible d'entraîner l'inaccomplissement de l'une de ces conditions. Dans cette hypothèse, les Parties se rapprocheront afin de déterminer ensemble les solutions qui peuvent être apportées au défaut d'accomplissement de l'une de ces conditions.

L'accomplissement des conditions suspensives stipulées aux articles 14.1 à 14.4, et 14.9 pourra être établi, vis-à-vis de quiconque, par tous moyens appropriés et notamment par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal de l'assemblée générale de la CNCE, de la BFBP et de BPCE ou le cas échéant, du conseil d'administration ou de surveillance de la CNCE, de la BFBP et de BPCE.

L'accomplissement des conditions suspensives stipulées aux articles 14.5 et 14.6 pourra être établi, vis-à-vis de quiconque, par tous moyens appropriés et notamment par la remise soit d'une copie de la notification adressée par l'autorité compétente soit par l'absence de réponse dans les délais prévus par la réglementation applicable valant autorisation implicite.

15. IMPOTS DIRECTS

L'Apporteuse et la Bénéficiaire déclarent chacune en ce qui la concerne que l'Apporteuse et la Bénéficiaire sont des sociétés ayant leur siège social en France, relevant du statut fiscal des sociétés de capitaux et comme telles passibles de l'impôt sur les sociétés.

Ainsi qu'il est précisé ci-avant, l'Apporteuse et la Bénéficiaire ont décidé de donner un effet rétroactif comptable et fiscal à l'Apport au 1^{er} janvier 2009.

En conséquence, la Bénéficiaire s'oblige à établir sa déclaration de résultats et à liquider l'impôt au titre de l'exercice en cours tant à raison de sa propre activité que des éléments compris dans l'Apport depuis le 1^{er} janvier 2009.

En matière d'impôt sur les sociétés, l'Apporteuse et la Bénéficiaire entendent placer l'Apport sous le régime fiscal de faveur des fusions édicté par l'article 210 A et 210 B du Code général des impôts.

A cet effet, l'Apporteuse a déposé auprès du Bureau des Agréments de la Direction Générale des Impôts une demande d'agrément prévue aux articles 210 B 3 et 115-2 du Code général des impôts en vue de bénéficier du régime fiscal prévu par l'article 210 B précité à raison de l'Apport et d'être dispensée de l'engagement de conservation portant sur les actions BPCE émises en rémunération de l'Apport qui feront l'objet d'une attribution par l'Apporteuse à ses actionnaires.

L'Apporteuse et la Bénéficiaire s'engagent expressément à respecter, en tant que de besoin, toutes les obligations qui seront mises à leur charge dans le cadre de l'agrément précité, lesquelles constituent une condition essentielle de l'Apport ; et, plus généralement :

- La Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions et prescriptions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts et notamment :
 - (i) reprendre à son passif les provisions se rapportant aux éléments composant la Branche Apportée, en ce compris les Participations Apportées, dont l'imposition a été différée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de l'Apport,
 - (ii) se substituer à l'Apporteuse pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière à raison des biens compris dans l'Apport,
 - (iii) calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non-amortissables (et des titres de portefeuille qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A 6 du Code général des impôts) qui lui sont apportées d'après la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse, conformément aux dispositions du c de l'article 210 A 3 du Code général des impôts,
 - (iv) réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés dans les conditions et délais fixés au d de l'article 210 A 3 du Code général des impôts, les plus-values dégagées par l'apport des biens amortissables, sans omettre de rattacher au résultat de l'exercice même de cession la fraction non encore réintégrée des plus-values afférentes aux biens cédés avant l'expiration de la période de réintégration,
 - (v) inscrire à son bilan les éléments autres que des immobilisations (ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210 A 6 du Code général des impôts) compris dans l'Apport pour la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ou, à défaut, rattacher au résultat de l'exercice de réalisation de l'Apport le profit correspondant à la différence entre la

nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse,

- (vi) l'ensemble des apports étant transcrits sur la base de leur valeur comptable, reprendre à son bilan l'ensemble des écritures comptables de l'Apporteuse relatives aux éléments apportés (valeurs d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation, valeurs nettes), conformément aux prescriptions édictées par l'instruction administrative du 30 décembre 2005 (4 J-1-05 §14) ;
- L'Apporteuse ne pourra, du fait de l'attribution à ses actionnaires des titres de la Bénéficiaire reçus en rémunération de l'Apport, respecter les conditions prévues à l'article 210 B 1 du Code général des impôts ; dans le cadre de la demande d'agrément déposée par l'Apporteuse le 29 mai 2009 au titre des articles 210 B et 115-2 du Code général des impôts, les Grands Actionnaires de l'Apporteuse visés par cette demande prendront l'ensemble des engagements prévus à l'article 115-2 précité et, notamment se substitueront à elle dans l'engagement de conserver pendant trois ans les actions de la Bénéficiaire émises en rémunération du présent Apport qui leur seront attribuées par l'Apporteuse ainsi que l'ensemble des actions de l'Apporteuse qu'ils détenaient à la date de l'Apport.
- L'Apporteuse et la Bénéficiaire s'engagent, en outre, à :
 - (i) joindre à leur déclaration de résultat aussi longtemps que nécessaire un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque nature d'élément compris dans l'Apport, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable de la cession ultérieure des éléments considérés, conformément à l'article 54 septies I du Code général des impôts et à l'article 38 quindecies de l'annexe III au même code.
 - (ii) tenir le registre de suivi des plus values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à sursis d'imposition, prévu à l'article 54 septies-II au CGI à disposition de l'administration jusqu'à la troisième année suivant la sortie de l'actif du dernier bien figurant sur ledit registre.
- La Bénéficiaire déclare également reprendre, le cas échéant, en application des dispositions de l'article 210 B bis du Code général des impôts, le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal se rapportant aux éléments faisant l'objet de l'Apport, qui auraient pu être antérieurement souscrits par l'Apporteuse à l'occasion d'opérations de fusion, de scission, d'apport partiel d'actif ou de toute opération assimilée.
- L'Apporteuse a, en outre, déposé une demande de suivi d'agrément en vue de la préservation du régime fiscal prévu à l'article 210 A du Code général des impôts appliqué à l'opération d'apport par les Banques Populaires de leur participation résiduelle de 1,78% dans Natexis Banques Populaires (renommée Natixis) à l'Apporteuse le 17 novembre 2006, laquelle participation est comprise dans les Participations Apportées.

Conformément aux termes de cette demande, la Bénéficiaire s'engage à se substituer à l'Apporteuse dans le respect des conditions posées par les agréments précités, à savoir, dans le cas où ces titres viendraient à être cédés ou pris en compte dans une opération non éligible à un régime de sursis d'imposition, à soumettre :

- (i) les plus-values de transfert constatées à raison desdits titres en 2001 à l'impôt sur les sociétés au taux réduit des plus-values à long terme conformément aux dispositions de l'article 219 I a ter du Code général des impôts ;
- (ii) les plus-values de transfert constatées à raison desdits titres en 2006 à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun tel qu'il sera applicable à la date du fait générateur de l'imposition.

16. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'Apport est soumis au régime défini par l'article 257 bis I du Code Général des Impôts, aux termes duquel le transfert à titre onéreux ou à titre gratuit des éléments d'actif d'une universalité totale ou partielle de biens échappe à la TVA à condition que ce transfert intervienne entre deux sociétés redevables de la TVA, ce qui est le cas de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire.

La Bénéficiaire est réputée continuer la personne de l'Apporteuse et se trouve subrogée dans tous ses droits et obligations, ce qui implique qu'elle procède, le cas échéant, aux régularisations des droits à déduction prévues par les articles 207 de l'Annexe II au Code général des impôts dont la société absorbée aurait été tenue si elle avait poursuivi son activité.

Enfin, conformément à l'exigence définie par l'article 287 5 c du Code Général des Impôts, le montant total hors taxe de la transmission sera reporté sur la déclaration de chiffre d'affaires des sociétés absorbée et absorbante déposée au titre du mois au cours duquel l'Apport produit ses effets au regard de la TVA, sur la ligne "*Autres opérations non imposables*".

17. ANNEXES

Les annexes aux présentes font partie intégrante du Traité.

18. FORMALITES

La Bénéficiaire et l'Apporteuse accompliront dans les délais légaux toutes formalités légales de publicité relatives à l'Apport.

La Bénéficiaire accomplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés et faire inscrire à son nom les actifs transférés. L'Apporteuse s'engage à coopérer, le cas échéant, avec la Bénéficiaire pour l'accomplissement de ces formalités.

19. FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites ou conséquences sont à la charge de la Bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

20. ELECTION DE DOMICILE

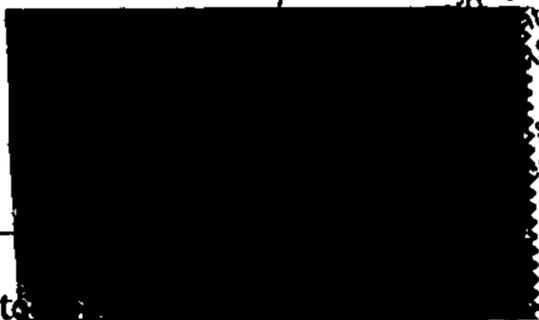
Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif indiqué en tête des présentes.

21. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi, et, d'une manière générale, pour remplir toutes formalités légales et faire toutes significations ou notifications qui pourraient être nécessaires.

Fait à Paris,
Le 24 juin 2009,
en six exemplaires originaux

BFBP
Représentée par
M. Yvan de La Porte du Theil



BPCE
Représentée par
M. François Pérol

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Pérol', is written over a horizontal line.

entre les parties, les
ont été reliées par le
ASSEMBLAGE R.C.
toute substitution ou
sont seulement signées
re page.

Liste des annexes

- **Annexe 5.1 : Comptes sociaux de la BFBP de l'exercice clos le 31 décembre 2008**
- **Annexe 5.2 : Comptes sociaux de BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2008**
- **Annexe 9.1 : Eléments exclus de la Branche Apportée**
- **Annexe 9.2 : Eléments d'Actifs apportés**
- **Annexe 9.3 : Eléments de passifs pris en charge**
- **Annexe 9.5 : Engagements hors-bilan apportés**
- **Annexe 14 : Autorisations réglementaires**

Annexe 5.1

Comptes sociaux de la BFBP de l'exercice clos le 31 décembre 2008

3.6.3 Bilan et compte de résultat publiables au 31/12/2008

1.a Bilan publiable au 31/12/2008

| ACTIF | | |
|--|-------------------|-------------------|
| <i>en milliers d'euros</i> | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
| Postes | | |
| 1 Caisse, banques centrales, CCP | 17 948 | 416 039 |
| 2 Effets publics et valeurs assimilées | | 0 |
| 3 Créances sur les établissements de crédit | 35 059 245 | 20 819 014 |
| 4 Opérations avec la clientèle | 137 047 | 85 740 |
| 5 Obligations et titres à revenu fixe | 18 768 557 | 3 334 686 |
| 6 Actions et titres à revenu variable | 282 358 | 266 133 |
| 7 Participations et autres titres détenus à long terme | 742 519 | 410 955 |
| 8 Parts dans les entreprises liées | 7 767 610 | 4 845 705 |
| 9 Crédit-bail et location avec option d'achat | 0 | 0 |
| 10 Location simple | 0 | 0 |
| 11 Immobilisations incorporelles | 69 667 | 69 495 |
| 12 Immobilisations corporelles | 126 876 | 124 454 |
| 13 Capital souscrit non versé | 0 | 0 |
| 14 Actions propres | 0 | 0 |
| 15 Autres actifs | 137 559 | 186 297 |
| 16 Comptes de régularisation | 218 187 | 140 696 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 63 327 573 | 30 699 216 |

3

INFORMATIONS RELATIVES À LA BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES POPULAIRES

Comptes sociaux

PASSIF

| en milliers d'euros | | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|------------------------|--|-------------------|-------------------|
| Postes | | | |
| 1 | Banques centrales, CCP | 133 | 10 |
| 2 | Dettes sur les établissements de crédit | 32 779 178 | 19 557 816 |
| 3 | Opérations avec la clientèle | 648 776 | 100 |
| 4 | Dettes représentées par un titre | 9 938 365 | 733 352 |
| 5 | Autres passifs | 9 186 375 | 1 789 833 |
| 6 | Comptes de régularisation | 33 391 | 16 684 |
| 7 | Provisions pour risques et charges | 94 460 | 129 499 |
| 8 | Dettes subordonnées | 3 500 781 | 2 833 159 |
| 9 | FRBG | 451 196 | 449 560 |
| 10 | Capitaux propres hors FRBG | 6 694 917 | 5 189 200 |
| 11 | Capital souscrit | 1 561 300 | 1 303 816 |
| 12 | Primes d'émission | 4 222 639 | 3 507 201 |
| 13 | Réserves | 606 855 | 511 128 |
| 14 | Écart de réévaluation | | |
| 15 | Report à nouveau | 0 | (27 280) |
| 16 | Résultat de l'exercice | 298 625 | (106 856) |
| 17 | Provisions réglementées et subventions d'investissements | 5 498 | 1 192 |
| TOTAL DU PASSIF | | 63 327 573 | 30 699 216 |

1.b Hors-bilan publiable au 31/12/2008

| en milliers d'euros | | 2008 | 2007 |
|------------------------------|---|---------|---------|
| Engagements donnés | | | |
| Engagements de financement : | | 605 000 | 474 289 |
| • | en faveur d'établissement de crédit | 605 000 | 474 289 |
| • | en faveur de la clientèle | | |
| Engagements de garantie : | | 0 | 0 |
| • | d'ordre d'établissement de crédit | 0 | |
| • | d'ordre de la clientèle | | |
| Engagements sur titre : | | 297 806 | 0 |
| • | titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| • | autres engagements donnés | 297 806 | |
| Engagements reçus | | | |
| Engagements de financement : | | 51 469 | 53 105 |
| • | reçus d'établissement de crédit | 51 469 | 53 105 |
| Engagements de garantie : | | 0 | 0 |
| • | reçus d'établissement de crédit | | |
| Engagements sur titre : | | 279 582 | 95 498 |
| • | titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| • | autres engagements reçus | 279 582 | 95 498 |

1.c Compte de résultat publiable au 31/12/2008

| <i>en milliers d'euros</i> | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Intérêts et produits assimilés | 1 520 661 | 1 039 271 |
| Intérêts et charges assimilés | (1 462 557) | (1 014 418) |
| Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées | | |
| Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées | | |
| Produits sur opérations de location simple et assimilées | | |
| Charges sur opérations de location simple et assimilées | | |
| Revenus des titres à revenus variables | 286 171 | 397 026 |
| Commissions (produits) | 4 348 | 4 018 |
| Commissions (charges) | (696) | (543) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | 27 113 | (2 623) |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées | (501 824) | 9 466 |
| Autres produits bancaires | 150 895 | 159 706 |
| Autres charges bancaires | (18) | (7 101) |
| Produit net bancaire – PNB | 24 092 | 584 802 |
| Charges générées d'exploitation | (148 014) | (148 595) |
| Dotations aux amortissements | (8 364) | (8 791) |
| Résultat brut d'exploitation – RBE | (132 287) | 427 415 |
| Coût du risque | (61 869) | 15 473 |
| Résultat d'exploitation – RBE | (194 156) | 442 888 |
| Résultat sur actifs immobilisés | 522 333 | (527 677) |
| Résultat courant avant impôt | 328 178 | (84 789) |
| Résultat exceptionnel | (23 782) | (3 316) |
| Impôts sur les bénéfices | 171 | (7 338) |
| Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées | (5 941) | (11 412) |
| RÉSULTAT NET | 298 625 | (106 856) |

2. Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices

(art. 133.135, et 148 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Capital en fin d'exercice | | | | | |
| capital social (K€) | 912 486 | 948 889 | 1 187 433 | 1 303 816 | 1 561 300 |
| nombre d'actions émises | 60 832 415 | 63 259 244 | 79 162 195 | 86 921 037 | 104 086 689 |
| capitaux propres (hors FRBG) (K€) | 2 227 581 | 2 447 699 | 4 506 898 | 5 024 919 | 6 606 252 |
| Opérations et résultat de l'exercice | | | | | |
| produit net bancaire (K€) | 212 626 | 250 913 | 370 404 | 584 802 | 24 092 |
| résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations (K€) | 98 477 | 133 482 | 190 664 | 395 481 | 336 384 |
| impôts sur les bénéfices (K€) | 2 744 | 9 508 | (10 311) | 7 338 | (171) |
| participation des salariés au résultat de l'exercice (K€) | - | - | - | - | - |
| résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (K€) | 125 016 | 108 317 | 171 771 | (106 856) | 298 625 |
| Dividende distribué aux actionnaires (K€) | 85 165 | 109 438 | 166 241 | 383 322 | 251 041 |
| Résultat par action | | | | | |
| résultat après impôts et participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et dépréciations (€) | 1,57 | 1,96 | 2,54 | 4,47 | 3,23 |
| résultat après impôts, participation, dotation aux amortissements et dépréciations (€) | 2,06 | 1,71 | 2,17 | (1,23) | 2,87 |
| Dividende versé par action (€) | 1,40 | 1,73 | 2,10 | 4,41 | 2,41 |
| Personnel | | | | | |
| effectif moyen des salariés | 481 | 495 | 533 | 530 | 566 |
| montant de la masse salariale de l'exercice (K€) | 28 805 | 30 087 | 33 526 | 35 782 | 38 845 |
| montant des sommes versées au titre des charges sociales (K€) | 15 679 | 15 266 | 16 683 | 18 676 | 21 535 |

3.6.4 Bilan – Actif

1. Opérations avec les établissements de crédits et la clientèle

Crédit aux établissements de crédit et à la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur les établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres.

Les opérations avec la clientèle sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

L'ensemble des prêts est enregistré au bilan à leur valeur nominale y compris les concours à taux bas et les prêts restructurés, à l'exception des rachats de créances clientèle enregistrés à leur coût d'acquisition.

Créances douteuses

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2002-03 du Comité de la Régulation Comptable, notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière.

Le déclassement d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances et engagements sur une même contrepartie, même si l'analyse du risque conduit à ne provisionner que les intérêts enregistrés et non encaissés. Pour ces créances douteuses, les intérêts courus ou échus non perçus sont comptabilisés en appliquant le taux contractuel à la valeur brute mais dépréciés à due concurrence et inscrits en produit net bancaire. Les commissions dues non perçues sur clients douteux sont en coût du risque.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises », il s'agit des créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte est envisagé. Le classement en douteux compromis intervient nécessairement lors de

la déchéance du terme ou lors de la résiliation du contrat de crédit-bail. Il est possible de transférer un encours douteux en compromis au bout d'un délai d'un an mais il ne s'agit pas d'un délai impératif. La règle de la « contagion » ne s'applique pas pour le passage de douteux en douteux compromis. Pour les créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non encaissés ne sont pas enregistrés.

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées après analyse individuelle des dossiers, en tenant compte des garanties et déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations sont calculées de manière actuarielle sur la base des flux futurs attendus sur chacun des contrats actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ce dernier correspondant au taux contractuel. Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Les créances passées en perte sur l'exercice ainsi que les récupérations sur créances amorties sont inscrites en ligne « Coût du risque » au compte de résultat pour la partie du capital et en « Intérêts et produits assimilés » pour la partie des intérêts. Les passages en perte ne font l'objet d'aucune procédure systématique.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

2. Opérations sur titres

Les portefeuilles de titres de transaction, de placement, et d'investissement suivent les règles d'évaluation du règlement 90-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière modifié par les règlements CRC 2005-01, CRC 2008-07 et CRC 2008-17.

En 2007, par anticipation sur l'application du règlement CRC 2008-07, le mode de comptabilisation des frais d'acquisition relatifs aux titres de participation et parts dans les entreprises liées a été modifié. Ils sont désormais rattachés au prix d'acquisition des titres. S'agissant d'un changement d'option fiscale prévu à l'article 314-2 du PCG, l'incidence du changement correspondant à l'exercice en cours est constatée dans le résultat de l'exercice.

Ces portefeuilles apparaissent dans les postes « effets publics et valeurs assimilés » lorsque l'émetteur est l'État, « obligations et autres titres à revenu fixe » et « actions et autres titres à revenu variable » dans les autres cas.

Portefeuille de transaction

Les titres sont comptabilisés au prix de transaction (frais exclus et, le cas échéant, en incluant les intérêts courus). À chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués en valeur de marché et le solde des gains et pertes latents et réalisés sur cessions est porté au poste du compte de résultats « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ». Les titres de transaction ne peuvent pas être reclassés dans une autre catégorie de titres.

Portefeuille de placement

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation estimée à partir du cours de Bourse le plus récent pour les titres cotés ou de la valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Ces provisions sont évaluées de manière individuelle. La différence entre le prix d'acquisition frais exclus et la valeur de remboursement d'un titre à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats de la couverture sont pris en compte pour la détermination des dépréciations.

Lorsque des titres à revenu fixe présentent un risque de contrepartie, une dépréciation est enregistrée en « Coût du risque ».

Les dotations et reprises pour dépréciation (hors risque de contrepartie) et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont portées au poste du compte de résultat « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ». En cas de cession de titre à revenu fixe, les reprises de dépréciation constituée au titre du risque de contrepartie figurent également dans ce poste.

Portefeuille d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe que la Société a acquis avec l'intention et les moyens de les détenir jusqu'à l'échéance. Ils font l'objet d'un financement spécifique (notamment les accords de refinancement, les emprunts subordonnés et les comptes à terme) et pour certains bénéficient d'une couverture adéquate en matière de risque de taux (essentiellement des contrats d'échange de taux dont le marché est liquide). Le reclassement éventuel en titres de placement s'opère à la valeur comptable à la date du déclassement déterminée selon les règles de la catégorie d'origine. En cas de cession anticipée, les plus et moins-values de cession sont comptabilisés au poste du compte de résultat « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Ces titres à revenu fixe font l'objet d'un étalement de la surcote/décote par rapport à la valeur de remboursement sur la durée résiduelle selon la méthode actuarielle.

Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'acquisition frais d'acquisition inclus.

Les titres sont estimés à leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes. La valeur d'utilité fait référence à différents critères comme le cours moyen de Bourse pour les titres cotés, les capitaux propres corrigés pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation. Les plus values latentes ne sont pas enregistrées. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de dépréciations sont inscrites en poste « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

La principale participation de la BFBP est Natixis détenue à 35,78 % au même niveau que la CNCE.

Les titres Natixis ne font l'objet d'aucune dépréciation, la baisse du cours de Bourse n'étant pas de nature à modifier la valorisation de cette entité détenue à long terme.

Par ailleurs, la BFBP porte notamment le groupe FONCIA détenu à 95 % spécialisé dans l'activité de gestion immobilière (transaction, administration de biens...), diverses entités en Afrique via sa filiale SIBP (BICEC, BCI, BIAT) et le groupe CIFG (activité de rehaussement de crédit essentiellement aux États-Unis) à 50 % à parité avec la CNCE (Caisse Nationale des Caisses d'Épargne) rachetée à Natixis fin décembre 2007 pour un euro. Les deux groupes détiennent la totalité de CIFG.

En 2008, la BFBP a acquis la totalité de la SMC (Société Marseillaise de Crédit), banque de détail couvrant le Sud-Est de la France, ainsi que 49 % des banques suivantes : Banque Marze, Banque Dupuy, de Parseval, Banque Pelletier, Banque de Savoie, Banque Chaix et le Crédit Commercial du Sud-Ouest. Le solde du capital étant détenu par les Banques Populaires régionales

3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le CRC a émis un règlement (CRC 2002-10) applicable aux comptes individuels à partir du 01/01/2005 autant pour les immobilisations corporelles qu'incorporelles et le règlement 2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs s'applique également à compter du 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations corporelles d'exploitation

Les encours bruts sont ventilés en composant. Cette décomposition est fondée sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien.

Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations.

Les durées d'utilité retenues par la BFBP pour les biens immobiliers sont les suivantes :

| Composants | Durée d'utilité |
|---------------------------|-----------------|
| Terrain | NA |
| Façades non destructibles | NA |
| Façades / couverture | 20 ans |
| Étanchéité | 5 ans |
| Fondations / ossatures | 60 ans |
| Ravalement | 10-20 ans |
| Équipements techniques | 15 ans |
| Aménagements techniques | 10-20 ans |
| Aménagements intérieurs | 12 ans |

Les composants sont amortis sur la base de leur valeur brute diminuée de la valeur résiduelle et sur leur durée d'utilisation. La valeur résiduelle est définie comme la valeur actuelle de l'actif à la fin de sa durée probable d'utilisation. La valeur résiduelle des composants autres que le terrain et les façades non destructibles sont réputées nulles

Les dépenses de sécurité ou de mises en conformité sont comptabilisées à l'actif dès lors qu'elles répondent de manière cumulative aux dispositions réglementaires comptables.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes sont intégrés au coût d'acquisition de l'immobilisation.

La nature des biens mobiliers détenus n'a pas conduit à l'identification de composants les concernant. Ils sont amortis selon les durées d'utilisation présentées ci-dessous :

| Biens | Durée d'utilité |
|------------------------------------|-----------------|
| Matériel informatique | 1 à 3 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 5 à 7 ans |

Les immobilisations d'exploitation présentant un indice objectif de dépréciation sont dépréciées ; les dotations sont alors enregistrées en « dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

Immobilisations hors exploitation

La méthode des composants est également appliquée aux immeubles de placement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet de dépréciation. Ont été enregistrés en fonds de commerce, le mali technique de confusion dégagé lors de la transmission universelle de patrimoine de la SAS SBE en 2005 pour 2,1 millions d'euros, le mali technique de la transmission universelle de patrimoine de la SNC Champion en 2007 pour 66 millions d'euros, ainsi que celui de la SAS Cybert Plus Market pour 0,2 million d'euros.

Les logiciels acquis et développés en interne sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans.

3.6.5 Bilan – Passif

1. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Ces postes regroupent notamment les emprunts obligataires et les titres de créances négociables émis ainsi que les prêts sur titres subordonnés émis par la Banque Fédérale des Banques Populaires.

Les frais d'émission sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel l'émission a été effectuée.

Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par fractions égales.

Les intérêts courus à verser relatifs à ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie de comptes de résultat.

2. Provisions

Provisions pour passifs sociaux

Les passifs sociaux sont provisionnés de manière intégrale conformément à la recommandation 2003 R 01 du Conseil National de la Comptabilité.

La provision comptabilisée au bilan correspond :

- à la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées relatifs au personnel en activité ;
- minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements ;
- minorée ou majorée des écarts actuariels résultant :
 - des écarts d'expérience liés aux variables démographiques,
 - des évolutions des hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux de sortie, taux de progression des salaires),
 - des différences constatées entre le rendement réel et le rendement attendu des plans d'actifs en couverture.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

- pour le complément de pension bancaire CAR, le taux d'actualisation retenu est de 3,82 % et le rendement attendu des actifs de 4,30 % ; le taux d'inflation retenu est de 1,8 % ;
- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 3,54 % et le taux de rendement attendu de 3,51 % ;
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 3,39 %.

La méthode du corridor est appliquée pour les engagements de retraite et assimilés.

La valorisation des indemnités de fin de carrière a été impactée successivement par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2005, et par les lois de financement de la Sécurité sociale de 2007 et de 2008.

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2005, un accord de branche a été signé en 2005 permettant les départs avant 65 ans à l'initiative de l'employeur en exonération de charges sociales pour les départs intervenant avant le 31/12/2009.

La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2007 prévoit qu'après le 01/01/2014 les départs volontaires avant 65 ans seront chargés, la mise à la retraite avant 65 ans étant interdite. L'effet financier induit par la loi a eu pour conséquence une augmentation de l'engagement au 31/12/2006 non intégrée dans les comptes 2006 la loi ayant été adoptée en fin d'année. Cette revalorisation est qualifiée de changement de régime et son étalement calculé sur le montant de l'engagement au 31/12/2006 n'intervient qu'à partir de 2007.

La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008 supprime le dispositif transitoire qui était prévu par la loi de 2007 pour la période entre le 01/01/2010 et le 01/01/2014. La mise à la retraite avant 65 ans avec accord du salarié n'est plus possible à compter du 01/01/2010, s'agissant de départs volontaires avant 65 ans ils seront chargés. Par ailleurs, une nouvelle contribution est mise en place sur les indemnités versées pour les départs avant ou après 65 ans (25 % du montant pour celles versées du 11/10/07 au 31/12/08 puis 50 % au-delà). Cette revalorisation est qualifiée de changement de régime et son étalement calculé sur le montant de l'engagement au 31/12/2007 n'intervient qu'à partir de 2008.

Ces changements de régime font l'objet d'un étalement dans la mesure où ils sont relatifs à des droits non acquis. L'étalement est réalisé de manière linéaire sur la durée résiduelle de vie active moyenne (durée d'acquisition des droits).

Le taux moyen de charges patronales de l'établissement est de 55 %.

Provisions au titre de l'attribution d'actions gratuites de Natixis aux salariés (SAGA)

Les Assemblées générales de Natixis du 17 novembre 2006 et du 24 mai 2007, ont fixé le cadre de l'attribution d'actions gratuites Natixis à ses salariés ainsi qu'aux salariés du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Épargne. Le schéma d'attribution gratuite d'actions (SAGA) s'appuie sur deux textes de loi récents qui permettent aux salariés de devenir actionnaire de leur entreprise sans effort financier et d'être ainsi associés plus étroitement à son développement.

Le 12 novembre 2007, le directoire de Natixis a adopté les modalités de l'attribution dans le respect des conditions fixées par la loi et relatives aux périodes d'acquisition et de détention. Dans ce cadre, les salariés de la Banque Fédérale des Banques Populaires ont reçu un droit à recevoir 60 actions au bout d'un délai de deux ans (période d'acquisition). Au terme de ce délai, les titres attribués aux salariés devront être conservés par ces derniers deux ans avant de devenir disponibles (période de conservation).

L'acquisition des titres destinés à être attribués aux salariés de la Banque Fédérale des Banques Populaire sera facturée par Natixis en novembre 2009 lors de l'attribution des titres. Au 31 décembre 2007, elle a fait l'objet d'un provisionnement intégral en charges de personnel pour un montant de 0,5 million d'euros sur la base du prix d'acquisition des titres par Natixis et tenant compte d'un taux de turn over.

3. Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) et provisions réglementées

Le FRBG enregistre les sommes que la BFBP décide d'affecter au Fonds Fédéral de Solidarité.

4. Capitaux propres

Le capital est réparti entre les Banques Populaires. Il a fait l'objet d'une augmentation au cours de l'exercice 2008 : 17 165 652 actions nouvelles ont été créées de nominal 15 euros au prix d'émission de 77,40 euros soit une augmentation du capital de 257,5 millions d'euros et une prime d'apport de 1 328,6 millions d'euros

3.6.6 Hors-bilan

1. Instruments financiers à terme fermes et conditionnels

Le montant notionnel de ces instruments est inscrit au hors-bilan à des fins de suivi interne et réglementaire mais ne figure pas parmi les engagements de hors-bilan publié. L'information concernant ces instruments est disponible dans les notes annexes.

Les risques encourus sur ces opérations font l'objet d'un système permanent de mesure de résultats et de positions, de surveillance et de contrôle permanent avec des limites déterminées par la Direction générale.

Instruments fermes de taux

Les contrats sont enregistrés en hors-bilan pour leur valeur nominale.

En application des règlements 90-15 et 92-04 du CRBF, les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les deux premières catégories sont assimilées, au niveau du compte de résultat, à des opérations de prêts ou d'emprunts et les montants perçus ou payés sont incorporés *pro rata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges sur les éléments couverts en « intérêts et produits assimilés ». Le poste « gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat au poste « intérêts et produits assimilés ».

Les contrats en position ouverte isolée font l'objet d'une provision en cas de moins-values latentes. Les plus values latentes ne sont pas enregistrées.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou l'assignation de contrats d'échange de taux sont rapportées immédiatement en compte de résultat. Si les montants sont significatifs, elles sont étalées *pro rata temporis* sur la

durée résiduelle du nouveau contrat en cas de remplacement ou sur la durée résiduelle de l'ancien contrat en cas de non remplacement.

Instruments conditionnels

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les décotes font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Instruments de change

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché.

Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats et de ventes à terme de devises.

Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement 90-15 modifié du CRBF.

2. Engagement de garantie donné

Arnhold & Bleichroeder Holdings

La Banque Fédérale des Banques Populaires a conclu, au cours de l'exercice 2002, un engagement de garantie portant sur les titres émis par Natexis Banques Populaires lors de l'acquisition de Natexis Bleichroeder Inc. en décembre 2002.

Le 6 décembre 2002, Natexis Banques Populaires a réalisé une augmentation de capital par l'émission de 1 401 082 actions nouvelles réservées aux actionnaires de Natexis Bleichroeder Inc. (ex-Arnhold

& Bleichroeder), soit 3 % du capital, en contrepartie de l'apport de cette société à Natexis Banques Populaires.

Dans le cadre de cet apport, Arnhold & Bleichroeder Holdings, l'apporteur de Natexis Bleichroeder Inc., s'est engagé à conserver au minimum 45 % des titres émis en rémunération de son apport pendant une période de 5 ans minimum. Les autres actions (55 %) pourront être cédées progressivement, sur une durée totale de sept ans, dans le cadre de « fenêtres » et « paliers » prédéterminés : un maximum de 10 % des actions d'apport entre six mois et une année après réalisation de l'apport, un maximum cumulé de 35 % des actions d'apport entre une année et deux années après la réalisation de l'apport, un maximum cumulé de 45 % des actions d'apport entre deux années et trois années après la réalisation de l'apport, un maximum cumulé de 55 % des actions d'apport entre trois années et sept années après la réalisation de l'apport.

Arnhold & Bleichroeder Holdings et la Banque Fédérale des Banques Populaires ont par ailleurs signé un contrat dit de garantie (« Value

Protection Agreement »), stipulant qu'en cas de transfert d'actions dans le cadre du contingent de 55 % défini ci-dessus, à un cours inférieur à la valeur initiale des apports, soit 7,556 euros, il sera remis, à titre gratuit, aux actionnaires d'Arnhold & Bleichroeder Holdings, des actions supplémentaires Natixis (ex-Natexis Banques Populaires), actions détenues et fournies par la Banque Fédérale des Banques Populaires. Ce cours plancher étant estimé à ce jour à 5,454 euros au 31 décembre 2008 après distribution des dividendes, ventes de sDPS.

Cette garantie ne s'exerce que dans le cas où les actionnaires d'Arnhold & Bleichroeder Holdings auraient refusé l'offre de rachat des titres Natixis (ex-Natexis Banques Populaires) au cours proposé, au préalable, par la Banque Fédérale des Banques Populaires. Dans ce cas la cession des titres Natixis à un tiers ne peut se conclure à un cours inférieur au cours offert par la Banque Fédérale des Banques Populaires.

Arnhold & Bleichroeder Holdings a exercé en 2008 cette garantie de valeur, qui a été provisionné à hauteur du montant estimé des risques.

3.6.7 Compte de résultat

1. Intérêts et assimilés, commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *pro rata temporis*. Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2. Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice.

3. Charges générales d'exploitation - frais de personnel

Les frais de personnel comprennent non seulement les salaires et traitements mais aussi les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à cotisations définies).

La charge annuelle relative aux régimes à cotisations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par l'ensemble des salariés ;
- le coût financier (effet d'actualisation) ;
- le rendement brut des actifs de couverture ;
- l'amortissement des écarts actuariels (application de la méthode dite du corridor) et des coûts des services passés.

4. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés. Il s'agit essentiellement d'intérêts moratoires reçus sur dégrèvements fiscaux et de régularisations diverses sur exercices antérieurs.

5. Impôts sur les bénéfices

Des conventions d'intégrations fiscales ont été conclues entre la Banque Fédérale des Banques Populaires, tête de Groupe et, la SAS Ponant 2, la SAS SIBP et la SARL Bateau Banque Populaire. Ces sociétés versent à la Banque Fédérale des Banques Populaires l'impôt qui aurait grevé leurs résultats si elles avaient été imposées distinctement. À la clôture d'un exercice déficitaire, les sociétés ne sont titulaires à raison de cette situation, d'aucune créance sur la Banque Fédérale des Banques Populaires.

3.6.8 Annexes

Sommaire

| | | |
|-------------|---|-----|
| Note 1 | <i>Opérations interbancaires et assimilées – Actif</i> | 79 |
| Note 2 | <i>Actif – Opérations avec la clientèle</i> | 79 |
| Note 2 bis | <i>Coût du risque</i> | 80 |
| Note 3 | <i>Portefeuille titres ventilé par portefeuille</i> | 81 |
| Note 4 | <i>Évolution des titres d'investissement</i> | 82 |
| Note 5 | <i>Détail et variation des immobilisations financières</i> | 82 |
| Note 6 | <i>Évolution des titres de participation</i> | 83 |
| Note 7 | <i>Détail des immobilisations corporelles et incorporelles</i> | 83 |
| Note 8 | <i>Comptes de régularisation et actifs divers</i> | 85 |
| Note 9 | <i>Opérations interbancaires et assimilées – Passif</i> | 86 |
| Note 10 | <i>Passif – Opérations avec la clientèle</i> | 86 |
| Note 11 | <i>Dettes représentées par un titre</i> | 87 |
| Note 12 | <i>Comptes de régularisation et autres passifs</i> | 87 |
| Note 13 | <i>Provisions</i> | 88 |
| Note 14 | <i>Évolution des dettes subordonnées</i> | 89 |
| Note 15 | <i>Évolution des capitaux propres</i> | 90 |
| Note 16 | <i>Engagements de financement donnés et reçus</i> | 91 |
| Note 17 | <i>Engagements de garantie donnés et reçus</i> | 91 |
| Note 17 bis | <i>Engagements sur titres</i> | 92 |
| Note 17 ter | <i>Autres engagements</i> | 92 |
| Note 18 | <i>Opérations sur instruments financiers et change à terme</i> | 93 |
| Note 18 bis | <i>Durée résiduelle des opérations sur instruments financiers et change à terme</i> | 95 |
| Note 19 | <i>Intérêts et assimilés</i> | 96 |
| Note 20 | <i>Revenus des titres à revenu variable</i> | 96 |
| Note 21 | <i>Commissions</i> | 97 |
| Note 22 | <i>Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles</i> | 97 |
| Note 23 | <i>Autres produits et charges bancaires</i> | 97 |
| Note 24 | <i>Charges générales d'exploitation</i> | 98 |
| Note 25 | <i>Résultat sur valeurs immobilisées</i> | 98 |
| Note 26 | <i>Résultat exceptionnel</i> | 99 |
| Note 27 | <i>Ventilation de l'impôt société comptabilisé</i> | 99 |
| Note 28 | <i>Filiales et Participations</i> | 100 |
| Note 29 | <i>Acquisitions de titres entraînant des franchissements de seuil</i> | 102 |
| Note 30 | <i>Ventilation des équivalents risques pondérés</i> | 102 |
| Note 31 | <i>Durée résiduelle des éléments à terme</i> | 103 |

Note 1 Opérations interbancaires et assimilées – Actif

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales, CCP | 17 948 | 413 204 |
| • créances rattachées | 0 | 2 835 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | |
| Créances sur les établissements de crédit | | |
| • à vue ⁽¹⁾ | 15 945 098 | 4 706 402 |
| • prêts à terme JJ | 500 000 | 530 000 |
| • prêts à terme ⁽²⁾ | 16 156 278 | 12 902 654 |
| • prêts subordonnés à durée déterminée ⁽³⁾ | 2 207 831 | 2 431 190 |
| • prêts subordonnés à durée indéterminée | 88 725 | 108 544 |
| • prêts subordonnés douteux (valeur nette) | 18 682 | |
| • valeurs non imputées | | |
| • créances rattachées | 142 632 | 140 224 |
| TOTAL | 35 077 194 | 21 235 053 |

(1) Ne concerne que des parties liées

(2) Dont parties liées pour 14 568 M€.

(3) Ne concerne que des parties liées

Note 2 Actif – Opérations avec la clientèle

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|----------------|---------------|
| Comptes ordinaires débiteurs | 0 | 26 487 |
| Créances commerciales | | |
| Autres concours à la clientèle | 121 544 | 37 100 |
| Prêt à la clientèle financière ⁽¹⁾ | 1 699 | 1 766 |
| Prêts subordonnés | 10 100 | 10 100 |
| Créances rattachées et valeurs non imputées | 307 | 267 |
| Créances douteuses nettes | | 10 020 |
| Créances douteuses compromises nettes | 3 397 | |
| Provisions pour risques pays affecté | | |
| TOTAL | 137 047 | 85 740 |

(1) Dont parties liées pour 107 M€.

Note 2 bis Coût du risque**CRÉANCES DOUTEUSES**

| en milliers d'euros | 2007 | Déclassement | Nouvelles avances | Reclassement | Retour à sain | 2008 |
|--------------------------------|---------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|---------------|
| Montants bruts | | | | | | |
| Créances commerciales | | | | | | 0 |
| Autres concours à la clientèle | 11 010 | | | | | 11 010 |
| Prêt à la clientèle financière | | | | | | 0 |
| Prêts subordonnés | | 74 598 | | | | 74 598 |
| créances rattachées | 37 | 20 | | | | 57 |
| Valeurs brutes | 11 047 | 74 618 | | | | 85 665 |

| en milliers d'euros | 2007 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises disponibles | 2008 |
|--------------------------------|----------------|-----------------|--------------------|----------------------|-----------------|
| Dépréciations | | | | | |
| Créances commerciales | | | | | 0 |
| Autres concours à la clientèle | (1 027) | (6 643) | | 0 | (7 670) |
| Prêt à la clientèle financière | | | | | 0 |
| Prêts subordonnés | | (55 916) | | | (55 916) |
| Total dépréciations | (1 027) | (62 559) | 0 | 0 | (63 586) |
| MONTANTS NETS | 10 020 | | | | 22 079 |

Note 3 : Portefeuille titres ventilé par portefeuille

| en milliers d'euros | 2008 | | | | 2007 | | | |
|--|------------------|------------------|----------------|-------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|
| | Transaction | Placement | Investissement | Total | Transaction | Placement | Investissement | Total |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | | | | | |
| Montants bruts | | | | | | | | |
| • Titres non cotés - émis par des organismes publics | | | | 0 | | | | 0 |
| • Titres non cotés - autres émetteurs ⁽¹⁾ | 9 119 441 | 9 309 794 | 288 906 | 18 718 141 | 1 738 792 | 1 300 000 | 279 305 | 3 318 097 |
| • Titres non cotés - BMTN | | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Créances rattachées | | 48 386 | 3 124 | 51 510 | | 13 397 | 3 192 | 16 589 |
| Valeurs brutes | 9 119 441 | 9 358 180 | 292 030 | 18 769 651 | 1 738 792 | 1 313 397 | 282 497 | 3 334 686 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| • Titres non cotés - BMTN | | (1 094) | 0 | (1 094) | | | 0 | 0 |
| Total dépréciations | 0 | (1 094) | 0 | (1 094) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MONTANTS NETS | 9 119 441 | 9 357 086 | 292 030 | 18 768 557 | 1 738 792 | 1 313 397 | 282 497 | 3 334 686 |
| Actions et autres titres à revenu variable | | | | | | | | |
| Montants bruts | | | | | | | | |
| • Titres cotés - OPCVM | | 311 525 | | 311 525 | | 267 193 | | 267 193 |
| • Autres Titres non cotés ⁽²⁾ | | 440 772 | | 440 772 | | | | 0 |
| • Autres Titres cotés | | 16 448 | | 16 448 | | 0 | | 0 |
| Créances rattachées | | | | 0 | | | | 0 |
| Valeurs brutes | 0 | 768 745 | 0 | 768 745 | 0 | 267 193 | 0 | 267 193 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| • Titres cotés - autres OPCVM | | (45 350) | | (45 350) | | (1 060) | | (1 060) |
| • Autres Titres non cotés ⁽²⁾ | | (440 772) | | (440 772) | | | | 0 |
| • Autres Titres cotés | | (265) | | (265) | | 0 | | 0 |
| Total dépréciations | 0 | (486 387) | 0 | (486 387) | 0 | (1 060) | 0 | (1 060) |
| MONTANTS NETS | 0 | 282 358 | 0 | 282 358 | 0 | 266 133 | 0 | 266 133 |
| Résultats latents | | | | | | | | |
| Moins-values latentes | | | | | | | | |
| <i>dont :</i> | | | | | | | | |
| • estimations au cours de Bourse | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| • autres méthodes | | (486 387) | | (486 387) | | (1 060) | | (1 060) |
| Plus-values latentes | | | | | | | | |
| <i>dont :</i> | | | | | | | | |
| • estimations au cours de Bourse | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| • autres méthodes | | 0 | 0 | 0 | | 56 445 | 41 | 56 486 |

(1) Les titres de transaction ont été entièrement acquis auprès de parties liées.
Les titres de placement concernent des parties liées à hauteur de 8 379 M€.

(2) Reclassement titres CIFG, de titres de participations à titres de placement pour 440 722 K€ provisionnés à 100 % suite à la signature de la commutation

Note 4 Évolution des titres d'investissement

| en milliers d'euros | 2007 | Achats | Cessions | Remboursements | décote/ surcote | Transferts | Autres (écart change) | 2008 |
|----------------------------------|---------|-----------|----------|----------------|--------------------|------------|--------------------------|---------|
| Effets publics | | | | | | | | |
| Valeur brute | | | | | | | | |
| Résultat des cessions réalisées | | | | | | | | |
| Obligations et autres TRF | | | | | | | | |
| Valeur brute ⁽¹⁾ | 279 305 | 4 485 523 | | (4 491 620) | | | 15 698 | 288 906 |
| Résultat des cessions réalisées | | | | | | | | |

(1) Il s'agit principalement de souscriptions de CDN remboursés à échéance

Note 5 Détail et variation des immobilisations financières**IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**

| en milliers d'euros | 2007 | Achats | Cessions | Autres Variations | 2008 |
|---|------------------|------------------|------------------|----------------------|------------------|
| Montants bruts | | | | | |
| Parts dans les entreprises liées ⁽¹⁾ | 4 864 027 | 2 927 330 | (1 654) | 0 | 7 789 703 |
| Participations et autres titres à long terme ⁽²⁾ | 873 645 | 1 027 532 | (689 103) | (444 659) | 767 415 |
| Avances en comptes courants d'associés | 960 | 280 | (637) | | 603 |
| Parts de sociétés civiles immobilières | 0 | | | | 0 |
| Valeurs brutes | 5 738 632 | 3 955 142 | (691 394) | (444 659) | 8 557 721 |

| en milliers d'euros | 2007 | Dotations | Reprises | Autres Variations | 2008 |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------------|------------------|
| Dépréciations | | | | | |
| Parts dans les entreprises liées | (18 322) | (5 413) | 1 642 | | (22 093) |
| Participations et autres titres à long terme | (462 690) | (7 700) | 445 495 | | (24 895) |
| Avances en comptes courants d'associés | (960) | | 357 | | (603) |
| Parts de sociétés civiles immobilières | 0 | | | | 0 |
| Total dépréciations | (481 972) | (13 113) | 447 494 | 0 | (47 591) |
| Montants Nets | 5 256 660 | 3 942 029 | (243 900) | (444 659) | 8 510 130 |

(1) Les acquisitions de l'exercice concernent la Société Marseillaise de Crédit (SMC) pour 1 118 M€, et Natixis pour 1 522 M€ (dont 1 291 M€ de souscription à l'augmentation de capital en Septembre 2008).

(2) Les acquisitions concernent principalement les Banques Régionales hors SMC.
Les autres variations concernent le reclassement des titres CIFG en titres de placement suite à la signature de la commutation.

Note 6 Evolution des titres de participation

| en milliers d'euros | Ventilation selon la cotation | | | | Valeur estimative des titres | | |
|---|-------------------------------|----------------|---------------------|-----------------|------------------------------|-----------------------------|--------------------|
| | Sociétés cotées | | Sociétés non cotées | | 2008 | Selon le cours de bourse | Autres méthodes |
| | Brut | Dépréciation | Brut | Dépréciation | | | |
| Participations et autres titres détenus à long terme | | | | | | | |
| Participations / établissements de crédit | | | 693 731 | (3 496) | 690 235 | | 803 231 |
| Participations / autres sociétés | 6 734 | (6 266) | 66 950 | (15 133) | 52 285 | 468 | 59 118 |
| Avances en comptes courants | | | 603 | (603) | 0 | | 0 |
| | 6 734 | (6 266) | 761 284 | (19 232) | 742 520 | 468 | 862 349 |
| Parts dans les entreprises liées | | | | | | | |
| Participations / établissements de crédit | 4 962 754 | | 1 229 992 | (4 742) | 6 188 004 | 4 962 754 | 1 225 252 |
| Participations / autres sociétés | | | 1 596 957 | (17 351) | 1 579 606 | | 1 610 267 |
| | 4 962 754 | | 2 826 949 | (22 093) | 7 767 610 | 4 962 754 | 2 835 519 |
| TOTAL | 4 969 488 | (6 266) | 3 588 233 | (41 325) | 8 510 130 | 4 963 222 | 3 697 868 |

Note 7 Détail des immobilisations corporelles et incorporelles

| en milliers d'euros | 2007 | Augmentations | Diminutions | Autres | 2008 |
|--|-----------------|---------------|----------------|----------|-----------------|
| Valeurs brutes | | | | | |
| Immobilisations en cours | 1 388 | 6 113 | (1 388) | | 6 113 |
| Total valeur brutes | 1 388 | 6 113 | (1 388) | 0 | 6 113 |
| MONTANT NET DES IMMOBILISATIONS EN COURS | 1 388 | 6 113 | (1 388) | 0 | 6 113 |
| Immobilisations incorporelles d'exploitation | | | | | |
| Droits au bail et fonds commerciaux | 68 258 | | | | 68 258 |
| Logiciels | 20 368 | 1 125 | 0 | 0 | 21 493 |
| Autres | 129 | | | | 129 |
| Total valeur brutes | 88 755 | 1 125 | 0 | 0 | 89 880 |
| Amortissements et dépréciations | | | | | |
| Immobilisations incorporelles d'exploitation | | | | | |
| Droits au bail et fonds commerciaux | 0 | | | | 0 |
| Logiciels | (19 191) | (954) | | | (20 145) |
| Autres | (68) | | | | (68) |
| Total des amortissements | (19 259) | (954) | 0 | 0 | (20 213) |
| MONTANT NET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 69 496 | 171 | 0 | 0 | 69 667 |

3

INFORMATIONS RELATIVES À LA BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES POPULAIRES

Comptes sociaux

Détail des immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

| en milliers d'euros | 2007 | Augmentations | Diminutions | Autres | 2008 |
|--|-----------------|----------------|-------------|----------|-----------------|
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | |
| Terrains | 32 557 | | | | 32 557 |
| Façades non destructibles | 10 550 | 31 | | | 10 581 |
| Façades destructibles / Étanchéité | 1 172 | 83 | | | 1 255 |
| Fondations / Ossature | 42 451 | 9 | | | 42 460 |
| Équipements techniques | 16 324 | 876 | | | 17 200 |
| Autres | 48 837 | 2 583 | | | 51 420 |
| TOTAL VALEUR BRUTES | 151 891 | 3 582 | 0 | 0 | 155 473 |
| Immobilisations corporelles d'exploitation | | | | | |
| Terrains | 0 | | | | 0 |
| Constructions | 0 | | | | 0 |
| Façades non destructibles | (2 110) | (527) | | | (2 637) |
| Façades destructibles / Étanchéité | (938) | (252) | | | (1 190) |
| Fondations / Ossature | (2 830) | (708) | | | (3 538) |
| Équipements techniques | (3 901) | (1 130) | | | (5 031) |
| Autres | (23 699) | (4 309) | | | (28 008) |
| Total des amortissements | (33 478) | (6 926) | 0 | 0 | (40 404) |
| Montant net des immobilisations corporelles d'exploitation | 118 413 | (3 344) | 0 | 0 | 115 069 |
| Immobilisations corporelles hors exploitation | | | | | |
| Terrains | 338 | | | | 338 |
| Façades non destructibles (constructions) | 4 744 | 1 520 | | | 6 264 |
| Autres | 2 341 | 5 | | | 2 346 |
| TOTAL VALEUR BRUTES | 7 423 | 1 525 | 0 | 0 | 8 948 |
| Immobilisations corporelles hors exploitation | | | | | |
| Terrains | 0 | | | | 0 |
| Façades non destructibles (constructions) | (1 865) | (325) | | | (2 190) |
| Autres | (906) | (158) | | | (1 064) |
| Total des amortissements | (2 771) | (483) | 0 | 0 | (3 254) |
| Montant net des immobilisations corporelles hors exploitation | 4 652 | 1 042 | 0 | 0 | 5 694 |
| MONTANT NET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 123 065 | (2 302) | 0 | 0 | 120 763 |

Note 8 Comptes de régularisation et actifs divers

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| Autres actifs et emplois divers | | |
| Instrument conditionnel acheté | 29 586 | 1 872 |
| Règlement d'opérations sur titres | | |
| Impôts différés actifs | | |
| Promotion immobilière | | |
| Autres stocks et emplois divers | | |
| Débiteurs divers * | 107 973 | 184 425 |
| Créances douteuses nettes | | |
| Créances rattachées | | |
| TOTAL | 137 559 | 186 297 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement | | |
| Comptes d'ajustement | 40 950 | 57 311 |
| Opérations pour le compte du réseau | 16 084 | 706 |
| Comptes d'écart | | |
| Pertes potentielles sur contrats de couverture non dénoués | | |
| Pertes potentielles sur contrats de couverture dénoués | | |
| Charges constatées d'avance | 351 | 1 389 |
| Produits à recevoir | 121 620 | 79 664 |
| Primes d'émission restant à étaler | 1 945 | 1 588 |
| Autres charges à répartir | 6 730 | |
| Pertes à étaler sur contrats de couverture | 24 667 | |
| Autres comptes de régularisation | 5 840 | 38 |
| TOTAL | 218 187 | 140 696 |

* Dont 88 665 milliers d'euros correspondant aux acomptes sur dividendes versés en actions au cours de l'exercice.

Note 9 Opérations interbancaires et assimilées – Passif

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales, CCP | 133 | 10 |
| Effets publics et valeurs assimilées | | |
| Dettes sur les établissements de crédit | | |
| • à vue ⁽¹⁾ | 16 281 834 | 6 452 194 |
| • emprunts à terme JJ | 0 | 530 000 |
| • emprunts à terme ⁽²⁾ | 16 372 082 | 12 462 448 |
| • valeurs non imputées | | |
| • dettes rattachées | 125 262 | 113 174 |
| Titres donnés en pension livrée | | |
| • à vue | 0 | 0 |
| • dettes rattachées | 0 | 0 |
| TOTAL | 32 779 311 | 19 557 826 |

(1) Ne concerne que des parties liées.

(2) Dont parties liées pour 10 997 M€.

Note 10 Passif – Opérations avec la clientèle

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|----------------|------------|
| Comptes ordinaires créditeurs | | |
| Comptes d'épargne à régime spécial | | |
| Titres données en pension livrée | | |
| Emprunts auprès de la clientèle financière ⁽¹⁾ | 647 700 | |
| Compte créditeur à terme | 0 | 96 |
| Dettes rattachées | 1 076 | 4 |
| TOTAL | 648 776 | 100 |

(1) Il s'agit essentiellement des emprunts réalisés auprès de la SFEF.

Note 11 Dettes représentées par un titre

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|------------------|----------------|
| Bons de caisse et bons d'épargne | | |
| Titres du marché interbancaire | | |
| Titres de créances négociables ⁽¹⁾ | 9 172 987 | |
| dont : | | |
| • souscrits par établissements de crédit | 8 750 483 | |
| • souscrits par la clientèle financière | 244 041 | |
| • souscrits par la clientèle | 178 463 | |
| Obligations émises | 725 500 | 725 500 |
| Autres dettes représentées par un titre | | |
| Dettes rattachées | 39 878 | 7 852 |
| TOTAL | 9 938 365 | 733 352 |

(1) Dont parties liées pour 2 339 M€

Note 12 Comptes de régularisation et autres passifs

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|--|------------------|------------------|
| Autres passifs | | |
| Instruments conditionnels vendus | 7 430 | |
| Règlement d'opérations sur titres ⁽¹⁾ | 9 119 441 | 1 738 792 |
| Impôts différés passifs | | |
| Dettes de titres | | |
| Versement restant à effectuer sur titres non libérés | | |
| Créditeurs divers | 59 504 | 51 041 |
| Subvention d'investissement | | |
| Fonds publics affectés | | |
| Dettes rattachées | | |
| TOTAL | 9 186 375 | 1 789 833 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement | | |
| Comptes d'ajustement | | |
| Opérations pour le compte du réseau | 1 922 | 2 671 |
| Comptes d'écart | | |
| Pertes potentielles sur contrats de couverture non dénoués | | |
| Pertes potentielles sur contrats de couverture dénoués | | |
| Produits constatés d'avance | 8 112 | 663 |
| Charges à payer | 23 334 | 12 392 |
| Autres comptes de régularisation | 23 | 958 |
| TOTAL | 33 391 | 16 684 |

(1) Ne concerne que des parties liées

Note 13 Provisions

| en milliers d'euros | 2007 | Augmentations | Diminutions | | Autres | 2008 |
|--|----------------|---------------|-----------------|-------------------|----------|---------------|
| | | | Part utilisée | Part non utilisée | | |
| Provisions pour risques de contrepartie | | | | | | |
| Provisions sur engagements hors bilan | 69 289 | | (69 289) | | | 0 |
| Provisions pour risques pays | 0 | | | | | 0 |
| Provisions sectorielles | 0 | | | | | 0 |
| Provisions pour litiges clientèle | 0 | | | | | 0 |
| Autres provisions clientèle | 0 | | | | | 0 |
| | 69 289 | 0 | (69 289) | 0 | 0 | 0 |
| Provisions pour risques de dépréciation | | | | | | |
| Portefeuilles titres et instruments financiers à terme | 828 | 21 701 | | | | 22 529 |
| Immobilisations financières | 0 | | | | | 0 |
| Promotion immobilière | 0 | | | | | 0 |
| Autres actifs | 0 | | | | | 0 |
| | 828 | 21 701 | 0 | 0 | 0 | 22 529 |
| Provisions pour charges futures d'exploitation | | | | | | |
| Engagements pensions, complément retraite et assimilés | 56 104 | 87 | (8 670) | | | 47 521 |
| Charges d'impôts et taxes | 0 | | | | | 0 |
| Charges SAGA | 537 | | | | | 537 |
| Contrôle URSSAF | 990 | | (94) | | | 896 |
| Autres provisions | 1 080 | | | | | 1 080 |
| | 58 711 | 87 | (8 764) | 0 | 0 | 50 034 |
| Provisions exceptionnelles | | | | | | |
| Provisions pour litiges | 0 | 21 228 | | | | 21 228 |
| Provisions pour restructurations informatiques | 0 | | | | | 0 |
| Provisions pour restructurations exceptionnelles | 0 | | | | | 0 |
| Provision TVA sur OPCVM | 0 | | | | | 0 |
| Autres provisions exceptionnelles | 672 | 24 | (26) | | | 670 |
| | 672 | 21 252 | (26) | 0 | 0 | 21 898 |
| TOTAL | 129 500 | 43 040 | (78 079) | 0 | 0 | 94 461 |

Note 14 Evolution des dettes subordonnées

| en milliers d'euros | 2007 | Augmentations | Diminutions | Autres | 2008 |
|---|------------------|------------------|------------------|----------|------------------|
| Dettes subordonnées à durée déterminée | | | | | |
| Titres subordonnés | 2 565 441 | | (264 784) | | 2 300 657 |
| Emprunts subordonnés | 100 000 | | | | 100 000 |
| Dettes rattachées | 58 759 | 56 390 | (58 759) | | 56 390 |
| | 2 724 200 | 56 390 | (323 543) | 0 | 2 457 047 |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | | | | | |
| Titres subordonnés ⁽¹⁾⁽²⁾ | 0 | 950 000 | | | 950 000 |
| Emprunts subordonnés | 108 544 | | (19 819) | | 88 725 |
| Dettes rattachées | 415 | 5 009 | (415) | | 5 009 |
| | 108 959 | 955 009 | (20 234) | 0 | 1 043 734 |
| TOTAL | 2 833 159 | 1 011 399 | (343 777) | 0 | 3 500 781 |

(1) En réponse au CRC 2000-03, seule une dette subordonnée matérialisée par un titre de 950 M€ représente plus de 10 % du montant total des dettes subordonnées.

(2) Il s'agit d'une émission réalisée en EUR à durée indéterminée initiée dans le cadre du plan mis en place par l'Etat Français et souscrite par la SPPE (Soc de prises de participations de l'Etat).

Note 15 : Évolution des capitaux propres

| en milliers d'euros | 2007 | Résultat | Augmentations | Diminutions | Affectations | Dividendes | Autres | 2008 Avant affectation | Projet d'affectation | 2008 Après affectation |
|--|------------------|----------------|------------------|-------------|----------------|------------------|----------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| Capital social ⁽¹⁾ | 1 303 816 | | 257 485 | | | | | 1 561 300 | | 1 561 300 |
| Primes d'émission et assimilées | 2 989 743 | | 1 328 623 | | | | (95 727) | 4 222 639 | | 4 222 639 |
| Réserve légale | 58 435 | | | | | | 95 727 | 154 162 | 1 967 | 156 129 |
| Réserves statutaires | 251 425 | | | | | | | 251 425 | | 251 425 |
| Réserves de réévaluation | 0 | | | | | | | 0 | | 0 |
| Autres réserves réglementées | 0 | | | | | | | 0 | | 0 |
| Autres Réserves | 201 267 | | | | | | | 201 267 | | 201 267 |
| Réserves de conversion | 0 | | | | | | | 0 | | 0 |
| Report à nouveau | 0 | | | | | | | 0 | 45 617 | 45 617 |
| Résultat ⁽²⁾ | (106 856) | 298 625 | | | 490 178 | (383 322) | | 298 625 | (298 625) | 0 |
| Capitaux propres hors FRBG | 4 804 687 | 298 625 | 1 586 107 | 0 | 490 178 | (383 322) | 0 | 6 689 419 | (251 041) ⁽³⁾ | 6 438 378 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 449 560 | | 1 636 | | | | | 451 196 | | 451 196 |
| CAPITAUX PROPRES * | 5 254 247 | 298 625 | 1 587 743 | 0 | 490 178 | (383 322) | 0 | 7 140 615 | (251 041) | 6 889 574 |

* Hors provisions réglementées et subvention d'investissement.

(1) Le capital social est constitué de 104 086 689 actions de nominal 15,00 euros.

Les augmentations de capital réalisées en 2008 ont généré l'émission de 17 165 652 actions nouvelles de nominal 15,00 euros.

(2) Le résultat par action s'élève à 2,87 euros / action.

(3) Dividendes 2008 : 2,41 euros/action se décomposant en 0,85 euros/action au titre des acomptes sur dividendes versés en actions (pour 88 665 k€) et le solde de 1,56 euro/action en versement sous forme d'actions (pour 162 375 k€).

Note 16 Engagements de financement donnés et reçus

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| Engagements de financement donnés | | |
| Aux établissements de crédit | 605 000 | 474 289 |
| À la clientèle | | |
| • Ouverture de crédits documentaires | | |
| • Autres ouvertures de crédits confirmés | | |
| • Autres engagements | | |
| Douteux | | |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS | 605 000 | 474 289 |
| Engagements de financement reçus | | |
| D'établissements de crédit | 51 469 | 53 105 |
| Douteux | | |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS | 51 469 | 53 105 |

Note 17 Engagements de garantie donnés et reçus

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|----------|----------|
| Engagements de garantie donnés | | |
| D'ordre d'établissements de crédit | | |
| • confirmation d'ouverture de crédits documentaires | | |
| • autres garanties | 0 | 0 |
| D'ordre de la clientèle | | |
| • cautions immobilières | | |
| • cautions administratives et fiscales | | |
| • autres cautions et avals donnés | | |
| • autres garanties données | 0 | 0 |
| Douteux | | |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS | 0 | 0 |
| Engagements de garantie reçus | 0 | 0 |

Note 17 bis Engagements sur titres

| <i>en milliers d'euros</i> | 2008 | 2007 |
|--|----------------|---------------|
| Engagements relatifs aux titres à recevoir | | |
| Autres engagements | 279 582 | 95 498 |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS SUR TITRES À RECEVOIR | 279 582 | 95 498 |
| Engagements relatifs aux titres à livrer | | |
| Autres engagements | 297 806 | |
| TOTAL DES ENGAGEMENTS SUR TITRES À LIVRER | 297 806 | 0 |

Note 17 ter Autres engagements

| <i>en milliers d'euros</i> | 2008 | 2007 |
|--|----------------|-------------|
| Engagements donnés | | |
| Autres engagements | 996 861 | 0 |
| TOTAL DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNÉS | 996 861 | 0 |
| Engagements reçus | | |
| Autres engagements | 996 861 | |
| TOTAL DES AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS | 996 861 | 0 |

Note 18 Opérations sur instruments financiers et change à terme

| en milliers d'euros | 2008 | | | | 2007 | | | |
|---|--------------------------|---------------------|----------------------|------------------|--------------------------|---------------------|----------------------|------------------|
| | Opérations de couverture | | | Total | Opérations de couverture | | | Total |
| | micro couverture | macro couverture | Autres Opérations | | micro couverture | macro couverture | Autres Opérations | |
| Opérations fermes | | | | | | | | |
| <i>Opérations sur marchés organisés</i> | | | | | | | | |
| Contrats de taux | | | | 0 | | | | 0 |
| Contrats de change | | | | 0 | | | | 0 |
| Actifs financiers | | | | 0 | | | | 0 |
| sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Opérations de gré à gré</i> | | | | | | | | |
| Accords de taux futurs | | | | 0 | | | | 0 |
| Swaps de taux | 1 886 649 | 81 284 | 219 152 | 2 187 085 | 1 894 272 | 580 034 | 43 000 | 2 517 306 |
| Autres contrats à terme | | | | 0 | | | | 0 |
| sous-total | 1 886 649 | 81 284 | 219 152 | 2 187 085 | 1 894 272 | 580 034 | 43 000 | 2 517 306 |
| <i>Contrats de change à terme</i> | | | | | | | | |
| Swaps cambistes | | | | | | | | |
| • à recevoir | | | 2 156 | 2 156 | 454 538 | | | 454 538 |
| • à livrer | | | 2 249 | 2 249 | 442 735 | | | 442 735 |
| Swaps financiers | | | | | | | | |
| • à recevoir | 165 010 | | | 165 010 | 147 522 | | | 147 522 |
| • à livrer | 123 967 | | | 123 967 | 101 895 | | | 101 895 |
| <i>Autres contrats de change</i> | | | | | | | | |
| • à recevoir | | | | 0 | | | | 0 |
| • à livrer | | | | 0 | | | | 0 |
| sous-total | 288 977 | 0 | 4 405 | 293 382 | 1 146 690 | 0 | 0 | 1 146 690 |
| TOTAL OPÉRATIONS FERMES | 2 175 626 | 81 284 | 223 557 | 2 480 467 | 3 040 962 | 580 034 | 43 000 | 3 663 996 |

3

INFORMATIONS RELATIVES À LA BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES POPULAIRES

Comptes sociaux

| en milliers d'euros | 2008 | | | | 2007 | | | |
|---|--------------------------|---------------------|----------------------|------------------|--------------------------|---------------------|----------------------|------------------|
| | Opérations de couverture | | | Total | Opérations de couverture | | | Total |
| | micro couverture | macro couverture | Autres Opérations | | micro couverture | macro couverture | Autres Opérations | |
| Opérations conditionnelles | | | | | | | | |
| Opérations sur marchés organisés | | | | | | | | |
| Options de taux | | | | | | | | |
| • achetées | | | | 0 | | | | 0 |
| • vendues | | | | 0 | | | | 0 |
| Options de change | | | | | | | | |
| • achetées | | | | 0 | | | | 0 |
| • vendues | | | | 0 | | | | 0 |
| Autres options | | | | | | | | |
| • achetées | 16 185 | | 123 235 | 139 420 | | | 61 891 | 61 891 |
| • vendues | 16 185 | | | 16 185 | | | | 0 |
| sous-total | 32 370 | 0 | 123 235 | 155 605 | 0 | 0 | 61 891 | 61 891 |
| Opérations de gré à gré | | | | | | | | |
| Options de taux | | | | | | | | |
| • achetées | | | | 0 | | | | 0 |
| • vendues | | | | 0 | | | | 0 |
| Options de change | | | | | | | | |
| • achetées | | | | 0 | | | | 0 |
| • vendues | | | | 0 | | | | 0 |
| Autres options | | | | | | | | |
| • achetées | | | | 0 | | | | 0 |
| • vendues | | | | 0 | | | | 0 |
| sous-total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES | 32 370 | 0 | 123 235 | 155 605 | 0 | 0 | 61 891 | 61 891 |
| TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET CHANGE À TERME | 2 207 996 | 81 284 | 346 792 | 2 636 072 | 3 040 962 | 580 034 | 104 891 | 3 725 887 |
| Informations relatives à la juste valeur des instruments dérivés | | | | | | | | |
| Opérations fermes | | | | | | | | |
| Opérations de gré à gré | | | | | | | | |
| Swaps de taux | 76 049 | 5 949 | (699) | 81 299 | 3 415 | (5 879) | (828) | (3 292) |
| Autres contrats à terme | | | | 0 | | | | 0 |
| Contrats de change à terme | | | | | | | | |
| Swaps cambistes | | | 39 | 39 | | | | |
| Swaps financiers | 30 062 | | | 30 062 | 55 762 | | | 55 762 |
| Opérations conditionnelles | | | | | | | | |
| Opérations de gré à gré | | | | | | | | |
| Options de taux achetées | | 0 | | 0 | | 0 | | 0 |
| Opérations sur marchés organisés | | | | | | | | |
| Autres options achetées | 290 | | 22 156 | 22 446 | | | 3 263 | 3 263 |
| Autres options vendues | 1 | | | | | | | |

Note 18 bis : Durée résiduelle des opérations sur instruments financiers et change à terme

| en milliers d'euros | 2008 | | | | |
|---|-----------------|----------------------|---------------------|----------------|------------------|
| | Moins de 3 mois | Entre 3 mois et 1 an | Entre 1 an et 5 ans | Plus de 5 ans | Total à terme |
| Opérations fermes | | | | | |
| <i>Opérations sur marchés organisés</i> | | | | | |
| Contrats de taux | | | | | |
| Contrats de change | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | |
| <i>Opérations de gré à gré</i> | 131 376 | 364 676 | 1 079 351 | 611 682 | 2 187 085 |
| Accords de taux futurs | | | | | |
| Swaps de taux | 131 376 | 364 676 | 1 079 351 | 611 682 | 2 187 085 |
| micro couverture | | 219 322 | 1 060 862 | 606 465 | 1 886 649 |
| macro couverture | 8 162 | 57 532 | 10 373 | 5 217 | 81 284 |
| autres opérations | 123 214 | 87 822 | 8 116 | | 219 152 |
| Autres contrats à terme | | | | | 0 |
| <i>Contrats de change à terme</i> | 0 | 0 | 293 382 | 0 | 293 382 |
| Swaps cambistes | | | | | |
| • à recevoir | | | 2 156 | | 2 156 |
| • à livrer | | | 2 249 | | 2 249 |
| Swaps financiers | | | | | |
| • à recevoir | | | 165 010 | | 165 010 |
| • à livrer | | | 123 967 | | 123 967 |
| <i>Autres contrats de change</i> | | | | | |
| • à recevoir | | | | | |
| • à livrer | | | | | |
| TOTAL OPÉRATIONS FERMES | 131 376 | 364 676 | 1 372 733 | 611 682 | 2 480 467 |
| Opérations conditionnelles | | | | | |
| <i>Opérations sur marchés organisés</i> | | | | | |
| Options de taux | | | | | |
| • achetées | | | | | |
| • vendues | | | | | |
| Options de change | | | | | |
| • achetées | | | | | |
| • vendues | | | | | |
| Autres options | | | | | |
| • achetées | | 123 235 | 16 185 | | 139 420 |
| • vendues | | | 16 185 | | 16 185 |

3

INFORMATIONS RELATIVES À LA BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES POPULAIRES

Comptes sociaux

| en milliers d'euros | 2008 | | | | |
|---|-----------------|----------------------|---------------------|---------------|---------------|
| | Moins de 3 mois | Entre 3 mois et 1 an | Entre 1 an et 5 ans | Plus de 5 ans | Total à terme |
| Opérations de gré à gré | | | 0 | | 0 |
| Options de taux | | | | | |
| • achetées | | | | | |
| • vendues | | | | | |
| Options de change | | | | | |
| • achetées | | | | | |
| • vendues | | | | | |
| Autres options | | | | | |
| • achetées | | | | | |
| • vendues | | | | | |
| TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES | | 123 235 | 32 370 | | 155 605 |
| TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET CHANGE À TERME | 131 376 | 487 911 | 1 405 103 | 611 682 | 2 636 072 |

Note 19 Intérêts et assimilés

| en milliers d'euros | 2008 | | 2007 | |
|---|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | charges | produits | charges | produits |
| Opérations avec les établissements de crédit | (1 127 277) | 1 055 606 | (761 488) | 768 415 |
| Opérations avec la clientèle | (1 289) | 3 241 | (9) | 2 213 |
| Opérations de crédit-bail | | | | |
| Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe | (328 131) | 457 421 | (247 402) | 259 891 |
| Opérations de macro-couverture | (5 860) | 4 393 | (5 519) | 8 752 |
| Dotations nettes aux provisions sur intérêts douteux | | | | |
| TOTAL | (1 462 557) | 1 520 661 | (1 014 418) | 1 039 271 |

Note 20 Revenus des titres à revenu variable

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|----------------|----------------|
| Dividendes reçus sur titres de placement | 0 | 0 |
| Dividendes reçus sur titres de l'activité de portefeuille | | |
| Dividendes reçus sur titres de participation et assimilés | 286 171 | 397 026 |
| TOTAL | 286 171 | 397 026 |

Note 21 Commissions

| en milliers d'euros | 2008 | | 2007 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Charges | Produits | Charges | Produits |
| Opérations de trésorerie et interbancaire | (493) | 3 493 | | 3 008 |
| Opérations sur moyens de paiement | | | | |
| Opérations avec la clientèle | | | | |
| Opérations sur titres | (203) | | (543) | |
| Opérations de change | | | | |
| Engagements hors-bilan | | 855 | | 1 010 |
| Prestations de services financiers | | | | |
| Activités de conseil | | | | |
| TOTAL | (696) | 4 348 | (543) | 4 018 |

Note 22 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|--|------------------|----------------|
| Portefeuille de négociation | | |
| Résultat sur titres de transaction | | |
| Résultat sur opérations de change | 5 337 | (196) |
| Résultat sur instruments financiers à terme | 21 776 | (2 427) |
| Mouvements de provisions pour risques et charges | | |
| TOTAL PORTEFEUILLE NÉGOCIATION | 27 113 | (2 623) |
| Portefeuille de placement et assimilées | | |
| Dotations liées aux dépréciations | (486 422) | (422) |
| Reprises liées aux dépréciations | 0 | 552 |
| Moins-values de cession | 0 | (499) |
| Plus-values de cession | 18 598 | 9 835 |
| Autres éléments | (34 000) | 0 |
| TOTAL PORTEFEUILLE DE PLACEMENT | (501 824) | 9 466 |

Note 23 Autres produits et charges bancaires

| en milliers d'euros | 2008 | | 2007 | |
|--|-------------|----------------|----------------|----------------|
| | Charges | Produits | Charges | Produits |
| Autres produits et charges d'exploitation | | | | |
| Quote-part d'opérations faites en commun | | 0 | | 0 |
| Refacturations de charges | | 0 | | 0 |
| Cotisation BFBP | | 148 717 | | 142 011 |
| Autres produits et charges accessoires | (18) | 2 178 | (7 101) | 17 695 |
| TOTAL | (18) | 150 895 | (7 101) | 159 706 |

Note 24 Charges générales d'exploitation

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|---|-------------------------|------------------|
| Frais de personnel | | |
| Salaires et traitements | (36 895) ⁽¹⁾ | (34 858) |
| Charges de retraite | (4 773) ⁽²⁾ | (5 264) |
| Autres charges sociales | (14 014) ⁽³⁾ | (13 249) |
| Intéressement des salariés | 555 | (4 134) |
| Participation des salariés | 0 | 0 |
| Impôts et taxes liés aux rémunérations | (2 535) | (2 506) |
| Sous-total | (57 661) | (60 011) |
| Autres charges d'exploitation | | |
| Taxes professionnelles | (2 543) | (1 549) |
| Autres impôts et taxes | (1 565) ⁽⁴⁾ | (2 342) |
| Autres charges générales d'exploitation | (86 245) ⁽⁵⁾ | (84 694) |
| Sous-total | (90 353) | (88 584) |
| TOTAL | (148 014) | (148 595) |
| Effectifs actifs en équivalent temps plein | | 546 |
| Effectifs actifs en fin d'exercice | | 575 |

(1) Incidences : reprise provisions risques et charges : 2 061 k€ ; dotation provisions risques et charges : 111 k€.

(2) Incidences : reprise provisions risques et charges : 2 653 k€ ; dotation provisions risques et charges : néant.

(3) Incidences : reprise provisions risques et charges : 95 k€ ; dotation provisions risques et charges : néant.

(4) Incidences : reprise provisions risques et charges : néant ; dotation provisions risques et charges : néant.

(5) Incidences : reprise provisions risques et charges : 3 982 k€ ; dotation provisions risques et charges : néant.

Rémunérations et avantages de toutes natures versés aux mandataires sociaux : la rémunération brute globale, y compris les avantages de toutes natures, versée aux mandataires sociaux au cours de l'année 2008 par la Banque Fédérale des Banques Populaires s'élève à 1 272 693 €.

Note 25 Résultat sur valeurs immobilisées

| en milliers d'euros | 2008 | | | 2007 | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|--|--|-------------------------|--|------------------|
| | Participations et autres titres à long terme | Titres d'investissement | Immobilisations corporelles et incorporelles | Participations et autres titres à long terme | Titres d'investissement | Immobilisations corporelles et incorporelles | Total |
| Dotations liées aux dépréciations | (13 113) | | (13 113) | (530 893) | | | (530 893) |
| Reprises liées aux dépréciations | 447 494 | | 447 494 | 27 168 | | | 27 168 |
| Moins-values de cession | (1 588) | (12) | (1 600) | (24 087) | | | (24 087) |
| Plus-values de cession | 20 263 | 1 | 20 264 | 87 | | 48 | 135 |
| TOTAL | 453 056 | (11) | 0 453 045 | (527 725) | 0 | 48 | (527 677) |

Note 26 Résultat exceptionnel

| en milliers d'euros | 2008 | 2007 |
|--|-----------------|----------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Reprise de provision / Fonds promotion et de publicité | 0 | 0 |
| Reprise de provision développement | 0 | 0 |
| Contribution à la Fondation pour la Shoah | 0 | 0 |
| Reprise de provisions fiscales | 0 | 6 361 |
| Reprise factures fournisseurs litiges | 0 | 0 |
| Remboursement subvention à caractère financier | 465 | |
| Divers | 29 | 183 |
| | 494 | 6 544 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Redressement fiscaux | 0 | (676) |
| Contribution à la Fondation pour la Shoah | 0 | 0 |
| Provision / Fonds promotion et de publicité | 0 | 0 |
| Cession de devises | (578) | |
| Redressement fonds de garantie des dépôts espèces | 0 | 0 |
| Subvention à caractère financier | (23 688) | (9 120) |
| Divers | (10) | (64) |
| | (24 276) | (9 860) |
| TOTAL | (23 782) | (3 316) |

Note 27 Ventilation de l'impôt société comptabilisé

| en milliers d'euros | 2008 |
|--|-----------------|
| Résultat de l'exercice (avant impôt) | 298 625 |
| Résultat des sociétés en intégration fiscale | 2 987 |
| Déductions | (849 926) |
| <i>dont régime des sociétés mères</i> | 269 123 |
| <i>dont quote-part sociétés de personnes</i> | 818 |
| Réintégrations | 484 426 |
| Résultat fiscal | (63 888) |
| Calcul de l'impôt de l'exercice | |
| Impôt aux taux normal | 0 |
| Impôt aux taux réduits | 0 |
| Effets de l'intégration fiscale | (109) |
| Contributions et CSB | 0 |
| Crédits d'impôts | (61) |
| Carry back | 0 |
| Charges Redressement Fiscal et régularisations | 0 |
| Charge d'impôt de l'exercice | (170) |

Remarques :

Cf Première conception de la répartition de l'impôt en intégration fiscale : l'IS est calculé dans les sociétés du groupe fiscal comme en l'absence d'intégration : l'économie d'impôt est remontée dans la Société tête de groupe en compte de tiers

Note 28 Filiales et Participations

| en milliers d'euros | | | | | |
|---|---|---------|--|--|---|
| Nom et siège social | Capital en devises locales (milliers d'unités) | Devises | Capitaux propres autres que le capital en devises locales (milliers d'unités) | Quote-part du capital détenue par la société mère (en % direct) | Valeur comptable brute des titres détenus par la société mère |
| PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS | | | | | |
| NATIXIS 30 avenue Pierre Mendès-France - 75013 PARIS | 4 653 020 | € | 15 646 000 | 35,62 | 4 962 754 |
| FONCIA GROUPE 3 rue de Londres - 75009 PARIS | 53 169 | € | 138 235 | 95,00 | 1 268 252 |
| S.M.C. 75 rue Paradis - 13006 MARSEILLE | 16 000 | € | 229 317 | 100,00 | 1 118 159 |
| S.A.S. SIBP 5 rue Leblanc - 75015 PARIS | 35 331 | € | 182 688 | 100,00 | 266 832 |
| BANQUE CHAIX 43 cours Jean Jaurès - 84000 AVIGNON | 11 571 | € | 44 464 | 49,00 | 148 257 |
| BANQUE DE SAVOIE 6 boulevard du Théâtre - 73000 CHAMBERY | 6 853 | € | 52 424 | 48,96 | 109 560 |
| C.C.S.O. 17 allée James Watt - Parc Chemin-Long - 33700 MERIGNAC | 12 078 | € | 43 938 | 49,00 | 94 949 |
| BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL 10 rue du Général de Gaulle - 34200 SETE | 10 000 | € | 30 109 | 49,00 | 81 167 |
| VBI BETEILIGUNGS GmbH Peregringasse 3 - 1090 WEIN - Autriche | 35 | € | 314 882 | 24,50 | 77 157 |
| M.A. BANQUE 19 rue Leblanc - 75015 PARIS | 50 886 | € | 48 893 | 65,92 | 71 833 |
| SCI PONANT PLUS 5 rue Leblanc - 75015 PARIS | 49 920 | € | (10 274) | 100,00 | 49 920 |
| BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS 19 rue Leblanc - 75015 PARIS | 40 000 | € | | 100,00 | 40 000 |
| INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES 23 place de Wicklow - Immeuble Le Futura 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX | 89 733 | € | (12 716) | 29,52 | 31 220 |
| BANQUE PELLETIER Angle rue des Fusilliers et du cours Julia Augusta - 40100 DAX | 12 376 | € | 4 655 | 49,00 | 30 108 |
| BANQUE MARZE Avenue de Roqua - 07205 AUBENAS | 6 100 | € | 3 651 | 48,99 | 24 291 |
| Autres filiales et participations | | | | | |
| (dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de la BFBP) | | | | | 28 190 |
| Renseignements globaux | | | | | |
| Filiales françaises (ensemble) | | | | | 2 826 926 |
| Filiales étrangères (ensemble) | | | | | 0 |
| Participations dans les sociétés françaises (ensemble) | | | | | 5 498 565 |
| Participations dans les sociétés étrangères (ensemble) | | | | | 77 157 |

| | Valeur comptable nette des titres détenus par la société mère | Prêts et avances consentis par la BFBP | Cautions et avals donnés par la BFBP | Marge bancaire ou chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé | Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos | Dividendes nets encaissés par la BFBP en 2007 | Observations |
|---|--|---|---|--|--|---|--|
| ● | 4 962 754 | 10 509 543 | | 50 787 614 | (5 054 000) | 189 466 | Provisions réglementées 24 000 € |
| | 1 268 252 | 78 307 | | 37 023 | 95 245 | 50 785 | |
| | 1 118 159 | 80 034 | | 293 839 | 59 517 | | |
| | 266 832 | 17 040 | | N.S. | 2 904 | | |
| | 148 257 | | | 117 804 | 18 076 | | |
| | 109 560 | | | | 2 625 | | |
| | 94 949 | 70 046 | | 77 215 | 4 991 | | |
| | 81 167 | | | 64 159 | 7 805 | 2 352 | |
| | 77 157 | | | N.S. | 12 289 | 3 010 | |
| | 67 091 | 154 434 | | 73 709 | 4 061 | 13 645 | |
| | 40 920 | 10 024 | | 1 029 | (135) | | Amortissements dérogatoires 2 156 k€ |
| | 40 000 | 1 002 | | N.S. | 303 | | 1 ^{er} exercice social clos 31/12/08 |
| | 31 220 | | | 232 659 | 1 120 | | Provisions réglementées 4 118 k€ |
| | 30 108 | 95 236 | | 14 761 | 2 024 | | |
| | 24 291 | | | | 5 416 | 1 176 | |
| ● | 6 726 | 24 277 | 0 | | | 290 | |
| | 2 804 833 | 363 107 | 0 | | | 64 431 | |
| | | | | | | 0 | |
| | 5 485 452 | 10 676 836 | 0 | | | 193 284 | |
| | 77 157 | 1 585 368 | 0 | | | 3 010 | |

Note 29 Acquisitions de titres entraînant des franchissements de seuil

| | 2008 | 2007 |
|--|----------------|----------------|
| | % de détention | % de détention |
| ACQUISITIONS DE TITRES ENTRAÎNANT DES FRANCHISSEMENTS DE SEUIL | | |
| Souscription et apport | | |
| ALBIREO | | 5,00 % |
| BANQUES POPULAIRES COVERED BONDS | | 100,00 % |
| SCI CONGOLAISE IMMOBILIÈRE DE GESTION | | 10,00 % |
| S.F.E.F. | 9,43% | |
| Augmentation de capital | | |
| INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES | | 29,52 % |
| Achats | | |
| BANQUE CHAIX | 49,00% | |
| BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL | 49,00% | |
| BANQUE MARZE | 48,99% | |
| BANQUE DE SAVOIE | 48,96% | |
| BANQUE PELLETIER | 49,00% | |
| C.C.S.O. | 49,00% | |
| EUROPAY FRANCE | 5,00% | 3,00% |
| CIFG HOLDING LTD | | 49,98% |
| FONCIA GROUPE | 95,00% | 92,79% |
| NATIXIS | 35,62% | 34,47% |
| S.M.C. | 100,00% | |
| TWINS PARTICIPATIONS | 50,00% | |
| Cessions de titres entraînant des franchissements de seuil | | |
| Ventes | | |
| SAS GUIDED | | 51,00% |
| Transferts universels de patrimoine à la Banque Fédérale des Banques Populaires | | |
| Apports | | |
| V.B.I.AG | | 24,50% |

Note 30 Ventilation des équivalents risques pondérés

| en milliers d'euros | 2008 | | | | 2007 | | | |
|---|-----------------|-------------------------------|-----------------------|-------|-----------------|-------------------------------|-----------------------|--------|
| | Administrations | Établissements de crédit OCDE | Autres contre-parties | Total | Administrations | Établissements de crédit OCDE | Autres contre-parties | Total |
| Risques de crédits non pondérés avant compensation | | 9 469 | | 9 469 | | 56 893 | | 56 893 |
| Effets de la compensation et de la collatéralisation | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| Risques de crédits non pondérés après compensation | 0 | 9 469 | | 9 469 | 0 | 56 893 | | 56 893 |
| Pondération | 0 % | 20 % | 50 % | | 0 % | 20 % | 50 % | |
| Équivalents risques de crédit pondérés | 0 | 1 894 | 0 | 1 894 | 0 | 11 379 | 0 | 11 379 |

Les équivalents risques pondérés sur instruments dérivés permettent de traduire les instruments dérivés en équivalents « encours de crédit », selon les règles définies pour le calcul des risques du ratio international

de solvabilité (ratio Cooke). La collatéralisation et la compensation sont des techniques de minoration du risque par compensation contractuelle des positions sur une même contrepartie.

Note 31 Durée résiduelle des éléments à terme

| en milliers d'euros | 2008 | | | | | Total à terme |
|--|-------------------|----------------------|---------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| | Moins de 3 mois | Entre 3 mois et 1 an | Entre 1 an et 5 ans | Plus de 5 ans | Durée indéterminée | |
| Emplois | | | | | | |
| Créances sur établissements de crédit ⁽¹⁾ | 6 847 571 | 2 030 710 | 6 309 993 | 3 694 085 | 89 157 | 18 971 516 |
| Créances sur la clientèle | 78 370 | 101 | 14 367 | 1 258 | 42 643 | 136 739 |
| Créances de crédit-bail | | | | | | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 10 689 794 | 2 509 400 | 109 270 | 179 636 | 5 230 041 | 18 718 141 |
| TOTAL DES EMPLOIS | 17 615 735 | 4 540 211 | 6 433 630 | 3 874 979 | 5 361 841 | 37 826 396 |
| Ressources | | | | | | |
| Dettes sur établissements de crédit | 7 783 185 | 1 578 982 | 4 690 085 | 2 319 830 | | 16 372 082 |
| Dettes sur la clientèle | | | 647 700 | | | 647 700 |
| Dettes représentées par un titre | 8 460 462 | 712 525 | 725 500 | | | 9 898 487 |
| Emprunts et titres subordonnés | 120 164 | 295 664 | 1 039 829 | 945 000 | 1 038 725 | 3 439 382 |
| TOTAL DES RESSOURCES | 16 363 811 | 2 587 171 | 7 103 114 | 3 264 830 | 1 038 725 | 30 357 651 |

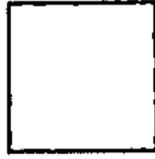
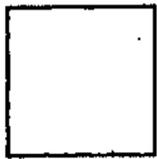
| en milliers d'euros | 2007 | | | | | Total à terme |
|--|------------------|----------------------|---------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| | Moins de 3 mois | Entre 3 mois et 1 an | Entre 1 an et 5 ans | Plus de 5 ans | Durée indéterminée | |
| Emplois | | | | | | |
| Créances sur établissements de crédit ⁽¹⁾ | 4 714 744 | 2 231 703 | 4 643 358 | 4 273 607 | 108 976 | 15 972 388 |
| Créances sur la clientèle | 133 | 126 | 11 427 | 47 300 | | 58 986 |
| Créances de crédit-bail | | | | | | 0 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 3 038 791 | 6 098 | 103 383 | 169 825 | | 3 318 097 |
| TOTAL DES EMPLOIS | 7 753 668 | 2 237 927 | 4 758 168 | 4 490 732 | 108 976 | 19 349 471 |
| Ressources | | | | | | |
| Dettes sur établissements de crédit | 4 816 690 | 1 955 769 | 2 785 774 | 3 434 215 | | 12 992 448 |
| Dettes sur la clientèle | | | 96 | | | 96 |
| Dettes représentées par un titre | | | 725 500 | | | 725 500 |
| Emprunts et titres subordonnés | 0 | 264 801 | 1 180 892 | 1 219 748 | 108 544 | 2 773 985 |
| TOTAL DES RESSOURCES | 4 816 690 | 2 220 570 | 4 692 262 | 4 653 963 | 108 544 | 16 492 029 |

(1) Y compris les effets publics

Annexe 5.2

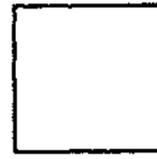
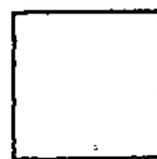
Comptes sociaux de BPCE de l'exercice clos le 31 décembre 2008

GCE NAO
5 rue Masseran
75007 PARIS
0158407418



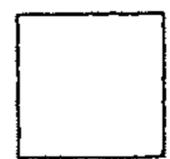
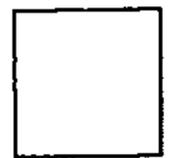
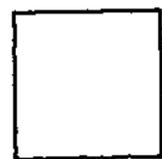
Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2008



Téléphone :

Bilan



Bilan Actif

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08

· Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | BRUT | Amortissements | Net (N) 31/12/2008 | Net (N-1) 31/12/2007 |
|--|---------------|----------------|-----------------------|-------------------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concession, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participation par M.E | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL immobilisations financières : | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Stocks de matières premières | | | | |
| Stocks d'en-cours de product. de biens | | | | |
| Stocks d'en-cours product. de services | | | | |
| Stocks produits intermédiaires et finis | | | | |
| Stocks de marchandises | | | | |
| TOTAL stocks et en-cours : | | | | |
| CRÉANCES | | | | |
| Avances, acomptes versés sur commandes | | | | 82 |
| Créances clients et comptes rattachés | | | 979 | 144 |
| Autres créances | 979 | | | |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| TOTAL créances : | 979 | | 979 | 225 |
| DISPONIBILITÉS ET DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | 31 477 | 34 386 |
| Disponibilités | 31 477 | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL disponibilités et divers : | 31 477 | | 31 477 | 34 386 |
| ACTIF CIRCULANT | 32 456 | | 32 456 | 34 612 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes remboursement des obligations | | | | |
| Écarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 32 456 | | 32 456 | 34 612 |

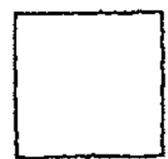
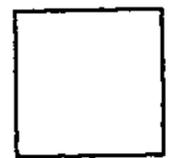
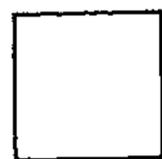
Bilan Passif

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | Net (N) 31/12/2008 | Net (N-1) 31/12/2007 |
|---|-----------------------|-------------------------|
| SITUATION NETTE | | |
| Capital social ou individuel dont versé 37 000 | 37 000 | 37 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | |
| Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | (7 531) | |
| Résultat de l'exercice | (1 420) | (7 531) |
| TOTAL situation nette : | 28 049 | 29 469 |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | |
| CAPITAUX PROPRES | 28 049 | 29 469 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES FINANCIÈRES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | |
| TOTAL dettes financières : | | |
| AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS | | |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 4 408 | 5 143 |
| Dettes fiscales et sociales | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | |
| TOTAL dettes diverses : | 4 408 | 5 143 |
| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES | | |
| DETTES | 4 408 | 5 143 |
| Ecart de conversion passif | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 32 456 | 34 612 |

Compte de Résultat



Compte de Resultat (Première Partie)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | France | Export | Net(N) 31/12/2008 | Net(N-1) 31/12/2007 |
|---|--------|--------|----------------------|------------------------|
| Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services Chiffres d'affaires nets | | | | |
| Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits | | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane] Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvisionnement Variation de stock [matières premières et approvisionnement] Autres achats et charges externes TOTAL charges externes : | | | 2 578 2 578 | 7 910 7 910 |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS | | | 55 | 55 |
| CHARGES DE PERSONNEL Salaires et traitements Charges sociales TOTAL charges de personnel : | | | | |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisations Dotations aux provisions sur immobilisations Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et charges TOTAL dotations d'exploitation : | | | | |
| AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 2 633 | 7 965 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | (2 633) | (7 965) |

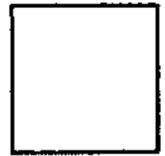
Compte de Résultat (Seconde Partie)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | Net(N) 31/12/2008 | Net(N-1) 31/12/2007 |
|--|----------------------|------------------------|
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | (2 633) | (7 965) |
| Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 213 | 434 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | 1 213 | 434 |
| CHARGES FINANCIÈRES | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | | |
| RÉSULTAT FINANCIER | 1 213 | 434 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS | (1 420) | (7 531) |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | | |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | | |
| Participation des salariés aux fruits de l'expansion | | |
| Impôts sur les bénéfices | | |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 213 | 434 |
| TOTAL DES CHARGES | 2 633 | 7 965 |
| BÉNÉFICE OU PERTE | (1 420) | (7 531) |

Annexe



REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret n°83-1020
du 29 Novembre 1983 article 7, 21, 24 début 24-1°,24-2°et 24-3°)

PREAMBULE

L'exercice social clos recouvre la période du 01/01/2008 au 31/12/2008.

Le total du bilan à la fin de l'exercice s'élève à 32.456,33 euros.

Le résultat net comptable est une perte de 1.420,26 euros.

Ces comptes annuels ont été établis le 03/03/2009 et les informations communiquées ci-après en font partie intégrante.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société GCE NAO n'a exercé aucune activité au cours de l'exercice.

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 27 mars 2008 entre la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCEP) et GCE NAO. Cette convention a pris effet le 1^{er} janvier 2008.

Modalité de répartition de l'impôt sur les sociétés

GCE NAO (la filiale intégrée) verse à la CNCE (mère), à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation, notamment de déficits, dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

I - IMMOBILISATIONS

Néant

II - TITRES DE PARTICIPATION

Néant

III - CREANCES

Néant

IV - CHANGEMENT DE METHODES

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

V - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Effectif

Il n'y a pas de salarié à la clôture de l'exercice.

Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations versées en 2008 au Président s'élève à 0 €.

Consolidation

Néant

Engagements hors bilan

Néant

Honoraires versés aux Commissaires aux Comptes en 2008

Les honoraires des commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes de l'année 2008, et comptabilisés sur l'exercice 2008, ressortent à 3 619 euros.

XXXXXXXXXX

Immobilisations

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | Valeur brute début exercice | Augmentations par réévaluation | Acquisitions apports, création virements |
|--|-----------------------------|--------------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | |
| Participations évaluées par mises en équivalence | | | |
| Autres participations | | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | |
| TOTAL Immobilisations financières : | | | |

TOTAL GÉNÉRAL

| RUBRIQUES | Diminutions par virement | Diminutions par cessions mises hors service | Valeur brute fin d'exercice | Réévaluations légales |
|---|--------------------------|---|-----------------------------|-----------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'étab. et de développement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL immobilisations incorporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Install. techn., matériel et out. industriels | | | | |
| Inst. générales, agencements et divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat. de bureau, informatique et mobil. | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immo. financières | | | | |
| TOTAL immobilisations financières : | | | | |

TOTAL GÉNÉRAL

Amortissements

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08

Edition du 08/04/09

| SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE | | | | |
|---|-----------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techn. et outillage industriel Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles : | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |

| VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE | | | |
|---|-------------------------------------|--------------------------------------|---|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL immobilisations corporelles : | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | |

Amortissements (suite)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | |
|---|-----------|----------|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | Dotations | Reprises |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles : | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel Installations générales, agencements et divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers TOTAL Immobilisations corporelles : | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | |

| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | | |
|--|----------------------------|---------------|--|--------------------------|
| RUBRIQUES | Montant net début exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net fin exercice |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursem. des obligations | | | | |

Amortissements (suite - dérogatoire)

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| VENTILATIONS DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | |
|---|---------------------------------------|-----------------------------|--|
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | DOTATIONS | | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée | Colonne 2 Mode dégressif | Colonne 3 Amort. fiscal exceptionnel |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Frais d'établissement et de développement TOTAL I | | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | | |
| TOTAL Immobilisations incorporelles : | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Constructions installations générales | | | |
| Installations techniques et outillage industriel | | | |
| Installations générales, agencements et divers | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| TOTAL immobilisations corporelles : | | | |
| TOTAL III | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 1+2+3) | | | |

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | REPRISES | | | Mouvements nets des amort. à la fin de l'exercice |
|--|---------------------------------------|-----------------------------|--|--|
| | Colonne 4 Différentiel de durée | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amort. fiscal exceptionnel | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'étab. et de développement. TOTAL I | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | | | |
| TOTAL Immobilisations incorporelles : | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions installations générales | | | | |
| Installations techn. et outillage industriel | | | | |
| Inst. générales, agencements et divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Mat. de bureau, informatique et mobil. | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| TOTAL Immobilisations corporelles : | | | | |
| TOTAL III | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ (Col. 4+5+6) | | | | |

TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ

Charges à Payer

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant |
|---|--------------|
| Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Disponibilités, charges à payer Autres dettes | 4 408 |
| TOTAL | 4 408 |

Produits à Recevoir

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN | Montant |
|---|----------------|
| <p>Immobilisations financières</p> <ul style="list-style-type: none">Créances rattachées à des participationsAutres immobilisations financières <p>Créances</p> <ul style="list-style-type: none">Créances clients et comptes rattachésPersonnelOrganismes sociauxÉtatDivers, produits à recevoirAutres créances <p>Valeurs Mobilières de Placement</p> <p>Disponibilités</p> | 59 |
| TOTAL | 59 |

Charges et Produits Constatés d'Avance

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | Charges | Produits |
|------------------------------------|---------|----------|
| Charges ou produits d'exploitation | | |
| Charges ou produits financiers | | |
| Charges ou produits exceptionnels | | |
| TOTAL | | |

État des Échéances des Créances et Dettes

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| ÉTAT DES CRÉANCES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an | |
|---|--------------|----------------|--------------------------------|-----------------|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL de l'actif immobilisé : | | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | | |
| Autres créances clients | | | | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| État - Impôts sur les bénéfices | | | | |
| État - Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| État - Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | | |
| État - Divers | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Débiteurs divers | 979 | 979 | | |
| TOTAL de l'actif circulant : | 979 | 979 | | |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |
| | 979 | 979 | | |
| ÉTAT DES DETTES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Après des établissements de crédit : | | | | |
| - à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| - à plus d' 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 4 408 | 4 408 | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes sur immo. et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Dette représentat. de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |
| | 4 408 | 4 408 | | |

Provisions Inscrites au Bilan

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| RUBRIQUES | Montant début exercice | Augmentations dotations | Diminutions reprises | Montant fin exercice |
|--|---------------------------|----------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS RÉGLEMENTÉES | | | | |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges | | | | |
| PROV. POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation | | | | |
| PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION | | | | |

| | | | | |
|----------------------|--|--|--|--|
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |
|----------------------|--|--|--|--|

Composition du Capital Social

GCE NAO

Période du 01/01/08 au 31/12/08
Edition du 08/04/09

| CATEGORIES DE TITRES | Nombre | Valeur nominale |
|--|--------|-----------------|
| 1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice | 37000 | 1 |
| 2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice | | |
| 3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice | | |
| 4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice | 37000 | 1 |

CAPITAL SOCIAL DETENU A 100% PAR LA CNCE.

Annexe 9.1

Eléments exclus de la Branche Apportée

1. Actifs exclus

a. Détail des provisions et amortissements

| € | Valeur Brute | Provisions / Amortissements | Valeur nette |
|--|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 863 677 | - | 863 677 |
| Effets publics et effets assimilés | - | - | - |
| Créances sur les établissements de crédit | 1 627 660 275 | - | 1 627 660 275 |
| Opérations avec la clientèle | 131 739 340 | - | 131 739 340 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | - | - | - |
| Actions et autres titres à revenu variable | 327 972 874 | (45 615 348) | 282 357 526 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 671 766 219 | (3 504) | 671 762 715 |
| Parts dans les entreprises liées | 1 640 924 604 | (22 093 063) | 1 618 831 541 |
| Immobilisations incorporelles | 2 281 976 | - | 2 281 976 |
| Immobilisations corporelles | 148 883 363 | (28 841 865) | 120 041 498 |
| Autres actifs | 118 251 489 | - | 118 251 489 |
| Comptes de régularisation | - | - | - |
| Total ACTIF | 4 670 343 817 | (96 553 780) | 4 573 790 038 |

b. Titres de participations non apportés (€ - au 31 décembre 2008) :

| 31/12/2008 - € | Valeur brute | Provisions | Valeur nette comptable |
|---|----------------------|-------------------|---------------------------|
| MA BANQUE (ex SBE) | 71 833 282 | 4 742 611 | 67 090 784 |
| SAS SIBP (VOLKSBANK INTERNATIONAL AG) | 239 000 787 | - | 239 000 787 |
| SCI PONANT PLUS | 49 919 999 | 9 000 000 | 40 919 999 |
| SAS PONANT 2 | 38 120 | - | 38 120 |
| SNC BANKEO | 11 880 000 | 8 350 452 | 3 529 548 |
| FONCIA GROUPE | 1 268 252 415 | - | 1 268 252 415 |
| VBI BETEILIGUNGS GMBH | 77 156 780 | - | 77 156 780 |
| BANQUE PELLETIER ¹ | 30 108 280 | - | 30 108 280 |
| CREDIT COMM SUD OUEST CCSO ¹ | 94 948 634 | - | 94 948 634 |
| BANQUE DE SAVOIE ¹ | 109 559 999 | - | 109 559 999 |
| BANQUE CHAIX ¹ | 148 257 335 | - | 148 257 335 |
| BANQUE DUPUY DE PARSEVAL ¹ | 81 166 726 | - | 81 166 726 |
| BANQUE MARZE ¹ | 24 290 612 | - | 24 290 612 |
| FRUCTI-MAAF (assurance BP IARD) | 6 000 | - | 6 000 |
| CODLES | 762 | - | 762 |
| SAS BP CREATION | 1 265 400 | - | 1 265 400 |
| DZ BANK AG | 104 005 590 | - | 104 005 590 |
| UNION ASSET MANAGEMENT HOLDING AG | 1 000 100 | 3 504 | 996 596 |
| Total participations non apportées | 2 312 690 822 | 22 096 454 | 2 290 594 256 |

Notes

- 1 Les titres détenus dans les banques régionales ex-HSBC auront été remontés aux BPR préalablement aux opérations d'apport (cf opérations préalables)

c. Détail des titres de placement non apportés (€ - au 31 décembre 2008) :

| Code | Nom | Quantité | Brut | Provision | Net |
|--------------|--|-----------|--------------------|-------------------|--------------------|
| FR0000029563 | FRUCTIFRANCE | 103 635 | 7 837 521 | 2 023 597 | 5 813 924 |
| FR0010058529 | AAA | 8 000 | 1 785 894 | | 1 785 894 |
| FR010032169 | NATEXIS ACTIONS EURO (ex FRUCTI EURO 50) | 8 869 | 716 111 | 188 844 | 527 267 |
| FR0000437741 | FRUCTIFONDS France MIDCAP (ex SD MARCHÉ) | 55 000 | 2 116 478 | | 2 116 478 |
| FR0000437824 | FRUCTIFONDS VALEUR DU JAPON | 116 700 | 3 066 785 | 1 615 037 | 1 451 748 |
| FR0007084926 | NATEXIS CASH EONIA (ex CASH EURO) | 370 | 40 900 181 | | 40 900 181 |
| FR0010040113 | FRUCTICOURT C4DEC | 2 | 2 166 | | 2 166 |
| FR0010157834 | natis cash premier | 728 | 81 820 377 | | 81 820 377 |
| FR0007076120 | BFBP ACTIONS EUROPE | 1 675 021 | 173 279 3545 | 41 522 203 | 131 757 152 |
| 00039Z30318 | VISA titres en USD soit 22 890 690,24 \$ | 422 026 | 16 448 006 | 265 666 | 16 182 340 |
| | Total | | 327 972 874 | 43 615 348 | 282 357 526 |

d. Détail des créances sur établissements de crédit non apportés

€

| | | |
|--|----------------------|---------------------------|
| Comptes et prêts à terme | 1 585 217 683 | Cf détail prêts à VBI |
| Créances rattachées | 149 849 | |
| Réseau - comptes et prêts à terme (et préavis) | 38 100 000 | Cf détail autres créances |
| Réseau - créances rattachés | 1 448 661 | |
| Prêts participatifs/prêts subordonnés à terme EC | 2 744 082 | Prêts subordonnés BP Nord |
| | 1 627 660 275 | |

Détail des prêts à VBI

| Échéance | Encours fin de mois (€) | Créances rattachées (€) |
|--------------|-------------------------|-------------------------|
| 31/03/2009 | 840 000 000 | 78 237 |
| 30/06/2009 | 115 481 614 | 21 435 |
| 28/06/2013 | 43 972 108 | 9 627 |
| 28/03/2013 | 153 966 697 | 7 983 |
| 28/06/2013 | 82 491 582 | 7 562 |
| 28/06/2013 | 157 863 090 | 14 471 |
| 30/09/2013 | 160 466 162 | 7 964 |
| 31/12/2013 | 30 976 431 | 2 570 |
| Total | 1 585 217 683 | 149 849 |

Détail des autres créances

| contrepartie | Montant (€) | Réescompte (€) | date opé | date fin | type taux | taux |
|--------------|-------------------|------------------|------------|------------|-----------|------|
| NATEXIS =PA | 3 000 000 | 81 856 | 04/06/1999 | 04/06/2009 | FIXE | 4,72 |
| NATEXIS =PA | 2 000 000 | 53 370 | 15/06/1999 | 15/06/2009 | FIXE | 4,87 |
| NATEXIS =PA | 5 000 000 | 126 966 | 30/06/1999 | 30/06/2009 | FIXE | 5,01 |
| NATEXIS =PA | 7 000 000 | 174 047 | 05/07/1999 | 06/07/2009 | FIXE | 5,07 |
| NATEXIS =PA | 2 500 000 | 62 685 | 09/07/1999 | 09/07/2009 | FIXE | 5,2 |
| NATEXIS =PA | 2 000 000 | 116 236 | 20/01/2000 | 20/01/2010 | FIXE | 6,13 |
| NATEXIS =PA | 1 600 000 | 91 649 | 24/01/2000 | 25/01/2010 | FIXE | 6,13 |
| NATEXIS =PA | 10 000 000 | 555 738 | 28/01/2000 | 28/01/2009 | FIXE | 6 |
| NATEXIS =PA | 5 000 000 | 186 115 | 24/05/2000 | 24/05/2010 | FIXE | 6,12 |
| | 38 100 000 | 1 448 661 | | | | |

e. **Détail des Opérations avec la clientèle (créances commerciales)**

€ - **Autres concours à la clientèle**

| | | |
|---|--------------------|-----------------------|
| Crédits de trésorerie - autres | 121 543 324 | Compte courant Foncia |
| Créances rattachées / crédits clientèle | 176 016 | |
| Créances douteuses clientèle | 10 020 000 | Compte courant Bankeo |
| Total | 131 739 340 | |

f. **Détail des Actifs corporels non apportés**

| € | Immobilisations | Immobilisations en cours |
|---|--------------------|--------------------------|
| Terrains | 32 894 610 | - |
| Terrain immeuble de bureau | 32 556 837 | - |
| Terrain immeuble d'habitation | 337 774 | - |
| Sur sol propre | 71 496 725 | 1 611 937 |
| - Façade et couverture | 10 580 933 | 20 154 |
| - Etanchéité | 1 255 142 | - |
| - Fondation et ossature | 42 460 571 | 512 904 |
| - Equipement technique | 17 200 078 | 1 078 879 |
| Constructions sur sol d'autrui | 6 263 525 | 388 074 |
| - Immeuble habitation | 6 263 525 | 388 074 |
| Install.techniq, mat., outillage industr. | 32 687 772 | 1 476 837 |
| - Agencements bureau | 30 341 373 | 1 476 837 |
| - Agencements imm. Habitation | 2 346 398 | - |
| - Install. Génér., agencements, aménag. | 2 063 884 | - |
| - Matériel divers | 1 036 017 | - |
| - Matériel de restauration | 1 027 866 | - |
| Total valeur brute | 145 406 516 | 3 476 848 |
| Total immobilisations + immobilisations en cours | 148 883 363 | |
| Constructions - sur sol propre | 12 395 907 | |
| - Amortst Etancheité | 1 189 585 | |
| - Amortst Façade | 2 637 920 | |
| - Amortst Fondation | 3 537 636 | |
| - Amortst Equipement techn. | 5 030 766 | |
| Constructions - sur sol d'autrui | 2 189 886 | |
| - Amortst immeub. Habitation | 2 189 886 | |
| Inst. Générales | 12 715 258 | |
| - Amortst agen immeu habit | 1 064 272 | |
| - Amortst agen immeu bureau | 11 650 986 | |
| Installations techniques, mat., outillage... | 1 540 813 | |
| - Amortst materiel divers | 824 805 | |
| - Amortst materiel restauration | 716 008 | |
| Total amortissements | 28 841 865 | |
| Total valeur nette | 120 041 498 | |

2. Passifs exclus

a. Synthèse des Passifs Exclus

| € | Passifs Exclus |
|---|-----------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | - |
| Dettes envers les établissements de crédit | 3 733 261 455 |
| - <i>A vue</i> | - |
| - <i>A terme</i> | 3 733 261 455 |
| Opérations avec la clientèle | - |
| - <i>A vue</i> | - |
| - <i>A terme</i> | - |
| Dettes représentées par un titre | - |
| - <i>Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables</i> | - |
| - <i>Emprunts obligataires</i> | - |
| Autres passifs | 7 429 501 |
| Comptes de régularisation | - |
| Provisions pour risques et charges | 22 308 097 |
| Dettes subordonnées | - |
| Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) | 451 195 719 |
| Capitaux propres (hors FRBG) | 6 693 855 814 |
| - <i>Capital A O Souscrit</i> | 1 561 300 335 |
| - <i>Primes d'émissions A O</i> | 4 222 638 760 |
| - <i>Réserves</i> | 606 854 850 |
| - <i>Provi Réglementées et subv d'invest.</i> | 4 436 447 |
| - <i>Résultat de l'exercice</i> | 298 625 421 |
| Total PASSIF | 10 908 050 587 |

b. Détail des Dettes envers les établissements de crédit exclus

| € | |
|---|----------------------|
| Refinancement des prêts VBI (cf détail) | 745 283 834 |
| Autres dettes (cf détail) | 2 987 977 621,8 |
| | 3 733 261 455 |

Refinancement des prêts VBI

| Échéance | Total fin de mois | Dettes rattachées |
|------------|--------------------|-------------------|
| 05/01/2009 | 30 976 431 | 559 |
| 30/06/2009 | 115 481 614 | 20 793 |
| 28/03/2013 | 153 966 697 | 6 487 |
| 28/06/2013 | 43 972 108 | 9 383 |
| 28/06/2013 | 157 863 090 | 13 769 |
| 28/06/2013 | 82 491 582 | 7 195 |
| 30/09/2013 | 160 466 162 | 7 964 |
| | 745 217 683 | 66 150 |

Autres Dettes

| Référence interne | Contrepartie | Échéance | Total encours fin de mois | Dettes rattachées |
|-------------------|---------------|------------|---------------------------|-------------------|
| 16551 | CREDCOOP =NAN | 05/01/2009 | 160 000 000 | 370 800 |
| 16590 | CRCMLITSO=ROC | 29/01/2009 | 80 000 000 | 108 044 |
| 16659 | BPBORDEAU=BDX | 30/01/2009 | 300 000 000 | 164 667 |
| 16675 | BPNIMES =NIM | 02/02/2009 | 100 000 000 | 6 722 |
| 2404691 | CCBP =SAM | 11/03/2009 | 100 000 000 | 258 417 |
| 747 | BPTOULOUS=TLS | 30/06/2009 | 6 000 000 | 156 008 |
| 11824 | CCBP =SAM | 27/11/2009 | 10 000 000 | 44 301 |
| 11898 | CCBP =SAM | 07/12/2009 | 80 000 000 | 246 181 |
| 13843 | CCCC =NAT | 29/04/2009 | 15 000 000 | 474 971 |
| 14455 | CCBP =SAM | 02/10/2009 | 50 000 000 | 684 058 |
| 15565 | BPSTRASBR=STR | 12/01/2009 | 50 000 000 | 778 542 |
| 16391 | BPSTRASBR=STR | 09/01/2009 | 35 000 000 | 155 313 |
| 16495 | BPBESANCO=BSC | 02/01/2009 | 50 000 000 | 139 583 |
| 16602 | BPMONTROU=MTG | 18/03/2009 | 15 000 000 | 17 733 |
| 16621 | BPBESANCO=BSC | 26/03/2009 | 50 000 000 | 57 361 |
| 16658 | BFBPSMCPA=MAR | 26/01/2009 | 50 000 000 | 27 444 |
| 16676 | BFBPSMCPA=MAR | 29/01/2009 | 30 000 000 | 1 933 |
| 988694 | CCBP =SAM | 24/09/2009 | 3 000 000 | 32 222 |
| 1347333 | CCBP =SAM | 22/10/2009 | 10 000 000 | 68 082 |
| 1538844 | CCBP =SAM | 29/04/2009 | 15 000 000 | 303 505 |
| 1578888 | CCBP =SAM | 09/06/2009 | 15 000 000 | 231 115 |
| 1833708 | CCBP =SAM | 27/01/2009 | 10 000 000 | 304 730 |
| 2031321 | CCBP =SAM | 29/05/2009 | 12 000 000 | 271 982 |
| 2308917 | CCBP =SAM | 05/01/2009 | 40 000 000 | 1 600 328 |
| 2389806 | CCBP =SAM | 13/07/2009 | 4 000 000 | 90 665 |
| 2392353 | CCBP =SAM | 20/01/2009 | 20 000 000 | 903 760 |
| 2392379 | CCBP =SAM | 20/02/2009 | 20 000 000 | 827 989 |
| 2393067 | CCBP =SAM | 25/05/2009 | 20 000 000 | 572 603 |
| 2393554 | CCBP =SAM | 27/07/2009 | 20 000 000 | 408 630 |
| 2394460 | CCBP =SAM | 06/08/2009 | 3 000 000 | 57 233 |
| 2401041 | CCBP =SAM | 27/05/2009 | 50 000 000 | 217 778 |
| 2404680 | CCBP =SAM | 11/03/2009 | 20 000 000 | 51 333 |
| 2404921 | CCBP =SAM | 28/09/2009 | 100 000 000 | 36 833 |
| 8896 | CRMARMUT =PA | 04/01/2017 | 9 500 000 | 353 330 |
| 8898 | CRMARMUT =PA | 04/01/2010 | 1 900 000 | 62 186 |
| 8899 | CRMARMUT =PA | 04/01/2011 | 1 900 000 | 63 694 |
| 16665 | STFINER =PA | 10/12/2010 | 464 100 000 | 850 850 |
| 818168 | CCBP =SAM | 29/02/2016 | 2 230 769 | 8 632 |
| 823359 | CCBP =SAM | 04/03/2010 | 20 000 000 | 660 789 |
| 824862 | CCBP =SAM | 12/03/2018 | 3 268 333 | 8 229 |
| 826057 | CCBP =SAM | 08/03/2010 | 5 000 000 | 159 078 |
| 906942 | CCBP =SAM | 17/06/2016 | 865 385 | 1 273 |
| 988694 | CCBP =SAM | 24/09/2009 | 3 000 000 | 32 222 |
| 1347333 | CCBP =SAM | 22/10/2009 | 10 000 000 | 68 082 |
| 1353275 | CCBP =SAM | 27/10/2014 | 15 000 000 | 94 932 |
| 1380219 | CCBP =SAM | 24/11/2014 | 10 000 000 | 36 022 |
| 1399943 | CCBP =SAM | 15/12/2014 | 10 000 000 | 15 365 |

| | | | | | |
|--------------|------|------|------------|----------------------|-------------------|
| 1403852 | CCBP | =SAM | 16/02/2015 | 10 000 000 | 14 378 |
| 1404133 | CCBP | =SAM | 19/01/2015 | 12 500 000 | 89 194 |
| 1428370 | CCBP | =SAM | 13/02/2012 | 15 000 000 | 530 971 |
| 1431497 | CCBP | =SAM | 14/01/2015 | 10 000 000 | 324 066 |
| 1451026 | CCBP | =SAM | 03/02/2015 | 15 000 000 | 92 065 |
| 1460369 | CCBP | =SAM | 14/02/2012 | 10 000 000 | 307 044 |
| 1475786 | CCBP | =SAM | 27/02/2015 | 25 000 000 | 738 730 |
| 1475789 | CCBP | =SAM | 04/01/2016 | 50 000 000 | 1 909 768 |
| 1526001 | CCBP | =SAM | 19/04/2010 | 30 000 000 | 682 282 |
| 1549572 | CCBP | =SAM | 12/05/2015 | 10 000 000 | 201 945 |
| 1550473 | CCBP | =SAM | 18/05/2015 | 32 500 000 | 131 625 |
| 1550475 | CCBP | =SAM | 17/05/2010 | 25 000 000 | 485 205 |
| 1565760 | CCBP | =SAM | 27/02/2015 | 10 000 000 | 256 656 |
| 1569236 | CCBP | =SAM | 31/05/2010 | 5 000 000 | 90 123 |
| 1572650 | CCBP | =SAM | 03/06/2010 | 20 000 000 | 342 685 |
| 1575820 | CCBP | =SAM | 03/01/2011 | 50 000 000 | 1 550 751 |
| 1579713 | CCBP | =SAM | 14/06/2010 | 25 000 000 | 394 315 |
| 1582895 | CCBP | =SAM | 13/04/2015 | 10 000 000 | 209 600 |
| 1598739 | CCBP | =SAM | 29/06/2015 | 10 000 000 | 145 788 |
| 1598851 | CCBP | =SAM | 30/06/2015 | 5 000 000 | 88 445 |
| 1691045 | CCBP | =SAM | 28/09/2015 | 5 000 000 | 38 324 |
| 1768221 | CCBP | =SAM | 07/12/2015 | 30 000 000 | 75 041 |
| 1791205 | CCBP | =SAM | 15/04/2011 | 10 000 000 | 248 129 |
| 1791668 | CCBP | =SAM | 30/12/2015 | 50 000 000 | 9 562 |
| 1791669 | CCBP | =SAM | 30/12/2015 | 50 000 000 | 9 562 |
| 1830347 | CCBP | =SAM | 26/01/2021 | 20 000 000 | 739 131 |
| 1835237 | CCBP | =SAM | 31/01/2013 | 50 000 000 | 1 680 000 |
| 1925884 | CCBP | =SAM | 30/03/2016 | 50 000 000 | 1 448 242 |
| 1933312 | CCBP | =SAM | 06/04/2010 | 10 000 000 | 286 904 |
| 1933579 | CCBP | =SAM | 05/05/2010 | 10 000 000 | 254 866 |
| 2021508 | CCBP | =SAM | 26/05/2016 | 20 000 000 | 478 575 |
| 2175098 | CCBP | =SAM | 19/09/2016 | 15 000 000 | 21 423 |
| 2188426 | CCBP | =SAM | 27/09/2016 | 20 000 000 | 202 978 |
| 2310870 | CCBP | =SAM | 27/01/2017 | 30 000 000 | 280 005 |
| 2310929 | CCBP | =SAM | 11/02/2015 | 10 000 000 | 64 657 |
| 12742 | CCBP | =SAM | 02/08/2010 | 100 000 000 | 1 704 548 |
| Total | | | | 2 959 764 487 | 28 213 135 |

Annexe 9.2

Actifs Apportés

a. Détail des éléments d'Actifs Apportés et Exclus

| € | Actifs Apportés | Actifs Exclus | Bilan BFBP 31/12/08 |
|--|-----------------------|----------------------|------------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 17 084 658 | 863 677 | 17 948 334 |
| Effets publics et effets assimilés | - | - | - |
| Créances sur les établissements de crédit | 33 431 584 991 | 1 627 660 275 | 35 059 245 266 |
| - <i>A vue</i> | 16 445 130 609 | - | 16 445 130 609 |
| - <i>A terme</i> | 16 986 454 383 | 1 627 660 275 | 18 614 114 657 |
| Opérations avec la clientèle | 5 307 682 | 131 739 340 | 137 047 022 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 18 768 556 690 | - | 18 768 556 690 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 2 | 282 357 526 | 282 357 528 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 70 756 564 | 671 762 715 | 742 519 278 |
| Parts dans les entreprises liées | 6 148 778 610 | 1 618 831 541 | 7 767 610 151 |
| Immobilisations incorporelles | 67 384 959 | 2 281 976 | 69 666 935 |
| Immobilisations corporelles | 6 834 293 | 120 041 498 | 126 875 792 |
| Autres actifs | 19 307 374 | 118 251 489 | 137 558 863 |
| Comptes de régularisation | 218 187 236 | - | 218 187 236 |
| Total ACTIF | 58 753 783 059 | 4 573 790 038 | 63 327 573 096 |

b. Actifs Apportés : détail des provisions et amortissements

| € | Valeur Brute | Provisions / Amortissement s | Valeur nette |
|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 17 084 658 | - | 17 084 658 |
| Effets publics et effets assimilés | - | - | - |
| Créances sur les établissements de crédit | 33 487 500 646 | (55 915 655) | 33 431 584 991 |
| - <i>A vue</i> | 16 445 130 609 | - | 16 445 130 609 |
| - <i>A terme</i> | 17 042 370 038 | (55 915 655) | 16 986 454 383 |
| Opérations avec la clientèle | 12 977 194 | (7 669 512) | 5 307 682 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 18 769 650 894 | (1 094 204) | 18 768 556 690 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 440 771 941 | (440 771 939) | 2 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 96 251 624 | (25 495 060) | 70 756 564 |
| Parts dans les entreprises liées | 6 148 778 610 | - | 6 148 778 610 |
| Immobilisations incorporelles | 87 598 244 | (20 213 285) | 67 384 959 |
| Immobilisations corporelles | 21 650 538 | (14 816 245) | 6 834 293 |
| Autres actifs | 19 307 374 | - | 19 307 374 |
| Comptes de régularisation | 218 187 236 | - | 218 187 236 |
| Total ACTIFS APPORTES | 59 319 758 959 | (565 975 901) | 58 753 783 059 |

c. Valeur nette comptable au 31 décembre 2008 des participations apportées (en euros)

| | |
|---|----------------------|
| Natixis (valeur nette comptable + mali technique) | 5 028 729 818 |
| SMC | 1 118 158 527 |
| BP Covered Bond | 39 999 960 |
| i-BP | 31 219 982 |
| BIAT (non consolidé) | 17 371 658 |
| PROPARCO | 16 106 216 |
| CRH | 6 860 838 |
| EUROPAY France | 7 486 235 |
| BICEC | 5 398 982 |
| SFEF | 4 712 383 |
| BCI | 4 572 099 |
| Oseo Garantie | 1 650 665 |
| STET (ex SRAEC) | 936 755 |
| Click & Trust | 538 973 |
| T2SAfrica - TECHN.SHARED SERV.AFR. | 487 075 |
| HUBWOO.com | 468 000 |
| SAS CARTE BLEUE | 277 145 |
| ALBIREO | 249 950 |
| SGFGAS | 127 753 |
| FRANCE ACTIVE GARANTIE | 48 784 |
| IFCIC | 30 490 |
| SAS SIFA | 30 396 |
| Twins Participations (CIFG) | 18 500 |
| Bateau Banque Populaire | 11 556 |
| NATIXIS SECURITIES | 3 510 |
| NATEXIS IMAGES 5 | 2 000 |
| NATEXIS IMAGES 6 | 2 000 |
| NATEXIS IMAGES 7 | 2 000 |
| NATEXIS IMAGES 8 | 2 000 |
| NATEXIS IMAGES 9 | 2 000 |
| NATEXIS IMAGES 10 | 2 000 |
| SCI CIG - CONGOLAISE IMMOBILIERE | 1 372 |
| BICEC | 343 |
| NATIXIS FACTOR | 190 |
| SCI CIG - CONGOLAISE IMMOBILIERE | 152 |
| T2SAfrica - TECHN.SHARED SERV.AFR. | 152 |
| BCI-BANQUE COMMERCIALE INTERN. | 152 |
| NATIXIS INTEREPARGNE | 84 |
| NATIXIS LEASE | 80 |
| NATIXIS ASSURANCES | 79 |
| NATIXIS FUNDING | 61 |
| BANQUE PRIVEE SAINT DOMINIQUE | 40 |
| NATEXIS ASSET MANAGEMENT IMMOBILIER | 36 |
| SOLASSUR | 21 |
| NATIXIS PAIEMENTS | 15 |
| TURBO | 15 |
| NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL | 15 |
| NATIXIS ALTAIR IT SHARES SERVICES | 9 |
| BMS EXPLOITATION | - |
| BMS DEVELOPPEMENT | - |
| SAS S.F.P.M.E.I. | - |
| Total (au 31/12/08) | 6 285 511 065 |

d. Actifs Apportés : détail des immobilisations corporelles et incorporelles

| € | Immobilisations |
|---|-----------------------|
| <u>Immobilisation incorporelles</u> | 87 598 244 |
| Mali de fusion | 65 975 891 |
| Logiciels et licences info | 16 217 767 |
| Logiciels et licences info SCR | 5 275 462 |
| Autres licences | 67 962 |
| Marques acquises | 61 161 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | 21 650 538 |
| Matériel informatique | 8 093 550 |
| Matériel de bureau | 2 464 901 |
| Mobilier | 7 372 969 |
| Œuvres d'art | 1 082 893 |
| Immobilisations en cours | 2 636 226 |
| Total valeur brute | 109 248 782 |
| | Amortissements |
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | 20 213 285 |
| Amortst licences | 67 962 |
| Amortst logiciel info scr | 5 275 462 |
| Amortst logiciel info | 14 869 861 |
| <u>Immobilisations corporelles</u> | 14 816 245 |
| Amortst bureau | 2 439 029 |
| Amortst informatique | 6 761 456 |
| Amortst mobilier | 5 615 760 |
| Total amortissements | 35 029 530 |
| TOTAL VALEUR NETTE | 74 219 252 |
| Dont immobilisations incorporelles | 67 384 959 |
| Dont immobilisations corporelles | 6 834 293 |

Annexe 9.3

Éléments de Passifs Pris en charge

a. Détail des éléments de Passif Apportés et Exclus

b.

| € | Passifs Apportés | Passifs Exclus | Bilan BFBP 31/12/08 |
|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Caisses, Banques centrales, CCP | 133 371 | - | 133 371 |
| Dettes envers les établissements de crédit | 29 045 916 607 | 3 733 261 455 | 32 779 178 062 |
| - <i>A vue</i> | 16 281 887 591 | - | 16 281 887 591 |
| - <i>A terme</i> | 12 764 029 016 | 3 733 261 455 | 16 497 290 471 |
| Opérations avec la clientèle | 648 776 046 | - | 648 776 046 |
| Dettes représentées par un titre | 9 938 365 222 | - | 9 938 365 222 |
| - <i>Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables</i> | 9 205 340 088 | - | 9 205 340 088 |
| - <i>Emprunts obligataires</i> | 733 025 134 | - | 733 025 134 |
| Autres passifs | 9 178 945 686 | 7 429 501 | 9 186 375 187 |
| Comptes de régularisation | 33 390 883 | - | 33 390 883 |
| Provisions pour risques et charges | 72 152 356 | 22 308 097 | 94 460 453 |
| Dettes subordonnées | 3 500 781 049 | - | 3 500 781 049 |
| Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) | - | 451 195 719 | 451 195 719 |
| Capitaux propres (hors FRBG) | 1 061 289 | 6 693 855 814 | 6 694 917 103 |
| <i>Capital AO Souscrit</i> | - | 1 561 300 335 | 1 561 300 335 |
| <i>Primes d'émissions AO</i> | - | 4 222 638 760 | 4 222 638 760 |
| <i>Réserves</i> | - | 606 854 850 | 606 854 850 |
| <i>Provi Réglementées et subv d'invest.</i> | 1 061 289 | 4 436 447 | 5 497 736 |
| <i>Résultat de l'exercice</i> | - | 298 625 421 | 298 625 421 |
| Total PASSIF | 52 419 522 509 | 10 908 050 587 | 63 327 573 096 |

Annexe 9.5

Hors-bilan

| € | Hors bilan Apporté | Hors bilan Exclu | Bilan BFBP 31/12/08 |
|---|-----------------------|---------------------|------------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | | |
| Engagements de financement : | 605 000 000 | 0 | 605 000 000 |
| - en faveur d'établissement de crédit | 605 000 000 | 0 | 605 000 000 |
| - en faveur de la clientèle | 0 | 0 | 0 |
| Engagements de garantie : | 0 | 0 | 0 |
| - d'ordre d'établissement de crédit | 0 | 0 | 0 |
| - d'ordre de la clientèle | 0 | 0 | 0 |
| Engagements sur titre : | 297 805 618 | 0 | 297 805 618 |
| - titres achetés avec faculté de rachat ou de reprise | 0 | 0 | 0 |
| - autres engagements donnés | 297 805 618 | 0 | 297 805 618 |
| ENGAGEMENTS RECUS | | | |
| Engagements de financement : | 5 000 000 | 46 469 259 | 51 469 259 |
| - reçus d'établissement de crédit | 5 000 000 | 46 469 259 | 51 469 259 |
| - BP sur le F.F.S. | | 0 | |
| BANQUE POPULAIRE ALPES | | 516 000 | |
| BANQUE POPULAIRE NORD | | 12 958 166 | |
| BANQUE POPULAIRE ALSACE | | 1 628 156 | |
| BANQUE POPULAIRE PROVENCALE CORSE | | 17 531 637 | |
| BANQUE POPULAIRE COTE D'AZUR | | 1 485 000 | |
| CREDIT MARTIME outre mer | | 5 264 301 | |
| CREDIT MARTIME nord | | 7 086 000 | |
| Engagements de garantie : | 0 | 0 | 0 |
| - reçus d'établissement de crédit | 0 | 0 | 0 |
| Engagements sur titre : | 180 000 000 | 99 581 633 | 279 581 633 |
| - titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | 0 | 0 | 0 |
| - autres engagements reçus | 180 000 000 | 99 581 633 | 279 581 633 |
| - Titres Foncia (M. J. Lorenzetti) | 0 | 99 581 633 | 0 |
| OPERATION EN DEVISES | | | |
| Euros à recevoir contre devises à livrer | 255 303 486 | 33 673 287 | 288 976 772 |
| - Devises à livrer (visa inc.) | | 16 185 093 | |
| - Euros à recevoir (visa inc.) | | 17 488 194 | |
| Devises à recevoir contre euros à livrer | 92 901 | 0 | 92 901 |
| ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS A TERME | | | |
| Opérations sur instrument de taux d'intérêt | 4 323 055 855 | 0 | 4 323 055 855 |
| Opérations sur autres instruments | | 155 605 107 | 155 605 107 |
| - Achat PUT sur actions (Eurostoxx) – cf détail | | 95 405 000 | |
| - Achat PUT sur actions GBP - cf détail | | 27 829 921 | |
| - Achat PUT sur actions USD (couverture Visa Inc) | | 16 185 093 | |
| - Achat CALL sur actions (couverture Visa Inc) | | 16 185 093 | |
| AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | | | |
| Engagement de garantie donné | 996 861 385 | 0,00 | 996 861 385 |
| AUTRES ENGAGEMENTS RECUS | | | |
| Engagement de garantie reçu | 996 861 385 | 0,00 | 996 861 385 |

Détail des opérations sur autres instruments non apportées

- Achat PUI sur actions (Eurostoxx)

| Nombre d'unités | montant | date d'acquisition | date d'échéance | montant d'origine | Strike price |
|-----------------|-------------------|--------------------|-----------------|-------------------|--------------|
| 60 | 1 950 000 | 14/03/2008 | 18/12/2009 | 213 000 | 3250 |
| 60 | 1 950 000 | 20/03/2008 | 18/12/2009 | 222 000 | 3250 |
| 60 | 1 950 000 | 25/03/2008 | 18/12/2009 | 192 300 | 3250 |
| 1 600 | 48 000 000 | 11/07/2008 | 18/12/2009 | 3 424 000 | 3000 |
| 875 | 17 500 000 | 11/07/2008 | 18/12/2009 | 297 500 | 2000 |
| 875 | 21 875 000 | 01/10/2008 | 18/12/2009 | 1 382 500 | 2500 |
| 109 | 2 180 000 | 15/12/2008 | 18/12/2009 | 247 430 | 2000 |
| Total | 95 405 000 | | | | |

- Achat PUI sur actions GBP

| Nombre d'unités | montant | date d'acquisition | date d'échéance | montant d'origine | Strike price |
|-----------------|-------------------|--------------------|-----------------|-------------------|--------------|
| 18 | 963 780 | 27/03/2008 | 18/12/2009 | 75 960 | 5100 |
| 145 | 5 784 777 | 11/07/2008 | 18/12/2009 | 168 200 | 3800 |
| 255 | 13 385 827 | 11/07/2008 | 18/12/2009 | 933 300 | 5000 |
| 145 | 6 698 163 | 01/10/2008 | 18/12/2009 | 510 400 | 4400 |
| 25 | 997 375 | 15/12/2008 | 18/12/2009 | 120 250 | 3800 |
| Total | 27 829 921 | | | | |

Annexe 14

Autorisations Réglementaires

LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

I. LISTE DES AUTORISATIONS BANCAIRES, FINANCIERES ET EN MATIERE D'ASSURANCES

| Jurisdiction | Entité | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables |
|---------------------|---|--|--|
| Australie | Coface Australia | Australian Prudential Regulation Authority | Date de notification : 5 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Autriche | Coface Austria Kreditversicherung AG | Financial Market Authority | Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Autriche | Coface Austria Bank | Financial Market Authority | Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Bermudes | Pentelia Re II Ltd | Bermuda Monetary Authority | Date de notification : 5 mai 2009 Délai d'examen : 45 jours calendaires à compter de la notification |
| Bermudes | Pentelia Capital Management (Bermuda) Ltd | Bermuda Monetary Authority | Date d'approbation : 8 mai 2009 |
| Brésil | Seguradora Brasileira de Credito a Exportação | Superintendencia de Seguros Privados | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |
| Brésil | Coface Do Brasil Seguros de Credito Interno S.A. | Superintendencia de Seguros Privados | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |

| | | | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |
|------------|---|---|--|
| Brésil | Natixis Brazil | Banco Central do Brasil | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Cameroun | BICEC | Commission Bancaire de l'Afrique Centrale | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Dubai | Natixis Middle East Ltd | Dubai Financial Services Authority | Date d'approbation : 5 mai 2009 |
| Espagne | MCH Private Equity Investment SGER S.A | Comisión Nacional del Mercado de Valores | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Etats-Unis | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> |
| France | GCE Assurances | Comité des entreprises d'assurances | Date d'approbation : 12 juin 2009 |
| France | CNP Assurances | Comité des entreprises d'assurances | Date d'approbation : 12 juin 2009 |
| France | CEBP | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Caisse d'Epargne Participations | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Banques Populaires Participations | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Financière Océor | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Banque BCP | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Natixis | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |

| | | | |
|--------------|--|---|---|
| France | GCE Covered Bonds | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | GBP Covered Bonds | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| Hong Kong | Natixis Asia Ltd | Securities and Futures Commission | Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Hong Kong | Hansberger Global (HK) Ltd | Securities and Futures Commission | Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Iles Caïmans | Olympia Capital (Cayman) Ltd | Cayman Islands Monetary Authority | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Iles Caïmans | Natixis Cayman Branch | Cayman Islands Monetary Authority | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Irlande | Natixis Corporate Solutions Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Irlande | Nexgen Capital Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Irlande | Nexgen Reinsurance Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Italie | Coface Assicurazioni SPA | Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni private e di interesse collettivo | En cas d'approbation préalable requise, dans le délai de 60 jours calendaires à compter de la notification |
| Italie | Cape Natixis SGR | Banque d'Italie / Consob | Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification |
| Italie | Natixis Global Associates SGR S.p.A | Banque d'Italie / Consob | Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification |
| Luxembourg | Natixis Luxembourg S.A | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |

| | | | |
|-----------------------------|---|---|---|
| Luxembourg | Natixis Environment & Infrastructures Luxembourg S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Natixis Life S.A | Commissariat aux Assurances | Date d'approbation : 19 juin 2009 |
| Luxembourg | Caceis Bank Luxembourg | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Luxembourg | Fund Administration Services & Technology Network Luxembourg S.A (FASNET) | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 9 juin 2009 |
| Luxembourg | Natixis Private Banking International | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Luxembourg | Natixis Overseas Funds Management S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Natixis Global Associates S.A | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Surassur SA | Commissariat aux Assurances | Date d'approbation : 19 juin 2009 |
| Luxembourg | Banque BCP S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Maroc | Crédit Immobilier et Hôtelier | Bank Al-Maghrib | Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification |
| République d'Afrique du Sud | Coface South Africa Insurance Company Limited | Registrar of Short-Term Insurance | Date de notification : 20 avril 2009 En cas d'approbation préalable requise, la délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| République du Congo | Banque Commerciale Internationale | Commission Bancaire de l'Afrique Centrale | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |

| | | | |
|-------------|---|------------------------------------|--|
| Royaume-Uni | Natixis Alternative Investment Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Commodity Markets Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Capital Partners UK Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Axeltis Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | AEW Global Advisors (Europe) Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Curzon Global Partners | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Global Associates UK Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Tunisie | Assurances BIAT | Comité général des assurances | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Banque-Tuniso Koweïtienne | Banque Centrale de Tunisie | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Arab International Lease | Banque Centrale de Tunisie | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Société de Conseil et d'intermédiation Financière | Conseil du Marché Financier | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 2 mois à compter de la notification |
| Turquie | Coface Sigorta Turkey | Undersecretariat of Treasury | Délai d'examen : 3 mois à compter de la notification |

II – LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES AUX ETATS-UNIS

| Jurisdiction | Entité | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention |
|--------------|--|--|--|
| Fédéral | Société de Prise de Participation de l'Etat (« SPPE ») | Board of Governors of the Federal Reserve System (« FRB ») | <p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>La SPPE doit envoyer un courrier à la FRB pour obtenir une décision de cette dernière (i) décidant que la SPPE n'est pas soumise au contrôle du FRB ou (ii) octroyant des exemptions à la SPPE dans l'hypothèse où cette dernière serait « traitée comme étant soumise au contrôle du FRB ».</p> |
| Fédéral | CEBP | FRB | <p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>CEBP doit envoyer un courrier à la FRB afin d'obtenir une exemption temporaire du statut de Foreign Holding Company ("FHC"), pour contrôler Natixis. En effet cette dernière a un ratio global de solvabilité inférieur à 10%, ne remplissant pas de ce fait les conditions exigées par la FED. CEBP demandera un statut de FHC lorsque le ratio global de solvabilité de Natixis sera de 10%.</p> |
| Fédéral | Natixis Bleichroeder Inc. | Financial Industry Regulatory Authority (« FINRA ») | <p>Notification effectuée le 29 mai 2009, par application de « Rule 1017 »</p> <p>Cette notification devra être complétée par une lettre signée par un juriste de Natixis Bleichroeder Inc. certifiant que le closing de la fin juillet 2009 n'aura pas d'impact sur les opérations de cette société. Cette lettre doit être envoyée juste avant le closing.</p> <p>Cette exigence résulte de ce que cette société est membre du New York Stock Exchange.</p> <p>L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.</p> |
| Fédéral | Natixis Securities North America, Inc. | FINRA | <p>Notification effectuée le 1 juin par application de « Rule 1017 »</p> <p>L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.</p> |

| | | | |
|--|---|---|--|
| Fédéral | Harris Associates Securities, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Loomis Sayles Distributors, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Natixis Distributors, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Reich & Tang Distributors, Inc. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Etat du Massachusetts | Coface North America Insurance Company (« Coface ») | Massachusetts Division of Insurance (« MDOI ») | Le MDOI attend la décision du FRB concernant la SPPE pour décider si l'opération entraîne un changement de contrôle de la Coface au regard du droit des assurances du Massachusetts. Si le MDOI décide qu'il n'y a pas de changement de contrôle de la COFACE, il n'y aura rien à faire ; dans le cas contraire il faudra obtenir son agrément. |
| Etats dans lesquels la Coface a une licence pour exercer son activité | Coface | « Division of Insurance » de chacun des Etats considérés | Si le MDOI (Etat dans lequel la Coface est incorporée) décide que l'opération entraîne un changement de contrôle de la COFACE, un certain nombre d'Etats dans lesquels la Coface a une licence adopteront la même position et des démarches devront être effectuées, au cas par cas. En effet le droit des assurances est de la compétence des Etats (par opposition à Fédérale) |
| Etat du New Hampshire | Loomis Sayles Trust Company LLC | New Hampshire Banking Department | Notification: 15 mai 2009 ; agrément oral: 4 juin 2009 . Il n'y aura pas d'écrit confirmant cet agrément, ce qui est habituel Il est néanmoins recommandé d'envoyer une copie des lettres adressées respectivement par la SPPE et CEBP à la FED. |
| Etat du Texas | Vaughn Nelson Trust Company (« VNTC ») | Texas Department of Banking (« TDoB ») | Agrément: 10 juin, 2009 Le TDoB demande copie des lettres qui seront respectivement adressées par la SPPE et CEBP à la FED. |

| | | | |
|------------------|--|---|---|
| Etat de New-York | CIFG Assurance North America, Inc. ("CIFG") | New York Insurance Department ("NYID") | L' Agrément devrait être obtenu à la mi-juillet Il est demandé à la NYID de confirmer qu' il n' a pas de changement de contrôle de CIFG |
|------------------|--|---|---|

III. LISTE DES AUTORISATIONS DE CONCURRENCE

| Juridiction | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables |
|-------------|--|--|
| Allemagne | Bundeskartellamt | Date de notification : 6 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 29 mai 2009 |
| Autriche | Bundeswettbewerbshorhorde | Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : 4 semaines à compter de la notification Date d'autorisation : 13 juin 2009 |
| Espagne | Comisión Nacional de la Competencia | Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 4 juin 2009 |
| Etats-Unis | Federal Trade Commission | Date de notification : 29 mai 2009 Délai d'examen : 30 jours calendaires à compter de la notification Date d'autorisation : 9 juin 2009 |
| France | Autorité de la concurrence | Date de notification : 30 avril 2009 Délai d'examen : 25 jours ouvrés à compter de la réception par l'Autorité du dossier de notification complet Date d'autorisation : 22 juin 2009 |
| Irlande | Irish Competition Authority | Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Italie | Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato | Date de notification : 11 mai 2009 Délai d'examen : 60 jours calendaires à compter de la notification |
| Pologne | Urzedu Ochrony Konhurencji i Konsumentów | Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification Date d'autorisation : 18 juin 2009 |
| Russie | Federal Antimonopoly Service | Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |

LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES

I. LISTE DES AUTORISATIONS BANCAIRES, FINANCIERES ET EN MATIERE D'ASSURANCES

| Jurisdiction | Entité | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables |
|---------------------|---|--|--|
| Australie | Coface Australia | Australian Prudential Regulation Authority | Date de notification : 5 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Autriche | Coface Austria Kreditversicherung AG | Financial Market Authority | Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Autriche | Coface Austria Bank | Financial Market Authority | Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+ 20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Bermudes | Pentelia Re II Ltd | Bermuda Monetary Authority | Date de notification : 5 mai 2009 Délai d'examen : 45 jours calendaires à compter de la notification |
| Bermudes | Pentelia Capital Management (Bermuda) Ltd | Bermuda Monetary Authority | Date d'approbation : 8 mai 2009 |
| Brésil | Seguradora Brasileira de Credito a Exportação | Superintendencia de Seguros Privados | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |
| Brésil | Coface Do Brasil Seguros de Credito Interno S.A. | Superintendencia de Seguros Privados | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |

| | | | |
|------------|---|---|--|
| Brésil | Natixis Brazil | Banco Central do Brasil | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal étant précisé que l'Opération n'aura pas d'effet au Brésil tant que les autorités brésiliennes compétentes n'auront pas délivré les Autorisations Réglementaires requises |
| Cameroun | BICEC | Commission Bancaire de l'Afrique Centrale | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Dubai | Natixis Middle East Ltd | Dubai Financial Services Authority | Date d'approbation : 5 mai 2009 |
| Espagne | MCH Private Equity Investment SGER S.A | Comisión Nacional del Mercado de Valores | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Etats-Unis | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> | <i>(Voir tableau spécifique ci-après)</i> |
| France | GCE Assurances | Comité des entreprises d'assurances | Date d'approbation : 12 juin 2009 |
| France | CNP Assurances | Comité des entreprises d'assurances | Date d'approbation : 12 juin 2009 |
| France | CEBP | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Caisse d'Epargne Participations | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Banques Populaires Participations | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Financière Océor | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Banque BCP | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | Natixis | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |

| | | | |
|--------------|--|---|---|
| France | GCE Covered Bonds | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| France | GBP Covered Bonds | Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement | Date d'approbation : 23 juin 2009 |
| Hong Kong | Natixis Asia Ltd | Securities and Futures Commission | Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Hong Kong | Hansberger Global (HK) Ltd | Securities and Futures Commission | Date de notification : 22 juin 2009 La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| Iles Caïmans | Olympia Capital (Cayman) Ltd | Cayman Islands Monetary Authority | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Iles Caïmans | Natixis Cayman Branch | Cayman Islands Monetary Authority | Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Irlande | Natixis Corporate Solutions Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Irlande | Nexgen Capital Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Irlande | Nexgen Reinsurance Ltd | Irish Financial Services Regulatory Authority | Date de notification : 6 avril 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification pour demander des informations complémentaires + 3 mois |
| Italie | Coface Assicurazioni SPA | Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni private e di interesse collettivo | En cas d'approbation préalable requise, dans le délai de 60 jours calendaires à compter de la notification |
| Italie | Cape Natixis SGR | Banque d'Italie / Consob | Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification |
| Italie | Natixis Global Associates SGR S.p.A | Banque d'Italie / Consob | Délai d'examen : 90 jours calendaires à compter de la notification |
| Luxembourg | Natixis Luxembourg S.A | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |

| | | | |
|-----------------------------|---|---|---|
| Luxembourg | Natixis Environment & Infrastructures Luxembourg S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Natixis Life S.A | Commissariat aux Assurances | Date d'approbation : 19 juin 2009 |
| Luxembourg | Caceis Bank Luxembourg | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Luxembourg | Fund Administration Services & Technology Network Luxembourg S.A (FASNET) | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 9 juin 2009 |
| Luxembourg | Natixis Private Banking International | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Luxembourg | Natixis Overseas Funds Management S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Natixis Global Associates S.A | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date d'approbation : 13 mai 2009 |
| Luxembourg | Surassur SA | Commissariat aux Assurances | Date d'approbation : 19 juin 2009 |
| Luxembourg | Banque BCP S.A. | Commission de Surveillance du Secteur Financier | Date de notification : 15 avril 2009 Délai d'examen : 60 jours ouvrables à compter de la notification (+20 jours ouvrables en cas de demande d'informations complémentaires) |
| Maroc | Crédit Immobilier et Hôtelier | Bank Al-Maghrib | Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification |
| République d'Afrique du Sud | Coface South Africa Insurance Company Limited | Registrar of Short-Term Insurance | Date de notification : 20 avril 2009 En cas d'approbation préalable requise, la délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |
| République du Congo | Banque Commerciale Internationale | Commission Bancaire de l'Afrique Centrale | La délivrance de l'approbation n'est soumise à aucun délai légal |

| | | | |
|-------------|---|------------------------------------|--|
| Royaume-Uni | Natixis Alternative Investment Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Commodity Markets Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Capital Partners UK Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Axeltis Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | AEW Global Advisors (Europe) Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Curzon Global Partners | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Royaume-Uni | Natixis Global Associates UK Ltd | Financial Services Authority (FSA) | Date d'approbation : 18 juin 2009 (sous réserve de précisions devant être apportées à la FSA) |
| Tunisie | Assurances BIAT | Comité général des assurances | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Banque-Tuniso Koweïtienne | Banque Centrale de Tunisie | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Arab International Lease | Banque Centrale de Tunisie | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Tunisie | Société de Conseil et d'intermédiation Financière | Conseil du Marché Financier | Date de notification : 4 juin 2009 Délai d'examen : 2 mois à compter de la notification |
| Turquie | Coface Sigorta Turkey | Undersecretariat of Treasury | Délai d'examen : 3 mois à compter de la notification |

II – LISTE DES AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES AUX ETATS-UNIS

| Juridiction | Entité | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention |
|-------------|--|--|---|
| Fédéral | Société de Prise de Participation de l'Etat (« SPPE ») | Board of Governors of the Federal Reserve System (« FRB ») | <p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>La SPPE doit envoyer un courrier à la FRB pour obtenir une décision de cette dernière (i) décidant que la SPPE n'est pas soumise au contrôle du FRB ou (ii) octroyant des exemptions à la SPPE dans l'hypothèse où cette dernière serait « traitée comme étant soumise au contrôle du FRB ».</p> |
| Fédéral | CEBP | FRB | <p>Date estimée d'obtention : 13 juillet 2009</p> <p>CEBP doit envoyer un courrier à la FRB afin d'obtenir une exemption temporaire du statut de Foreign Holding Company ("FHC"), pour contrôler Natixis. En effet cette dernière a un ratio global de solvabilité inférieur à 10%, ne remplissant pas de ce fait les conditions exigées par la FED. CEBP demandera un statut de FHC lorsque le ratio global de solvabilité de Natixis sera de 10%.</p> |
| Fédéral | Natixis Bleichroeder Inc. | Financial Industry Regulatory Authority (« FINRA ») | <p>Notification effectuée le 29 mai 2009, par application de « Rule 1017 »</p> <p>Cette notification devra être complétée par une lettre signée par un juriste de Natixis Bleichroeder Inc. certifiant que le closing de la fin juillet 2009 n'aura pas d'impact sur les opérations de cette société. Cette lettre doit être envoyée juste avant le closing. Cette exigence résulte de ce que cette société est membre du New York Stock Exchange.</p> <p>L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.</p> |
| Fédéral | Natixis Securities North America, Inc. | FINRA | <p>Notification effectuée le 1 juin par application de « Rule 1017 »</p> <p>L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing.</p> |

| | | | |
|--|---|---|---|
| Fédéral | Harris Associates Securities, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Loomis Sayles Distributors, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Natixis Distributors, L.P. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Fédéral | Reich & Tang Distributors, Inc. | FINRA | Notification effectuée le 5 juin par application de « Rule 1017 » L'agrément de FINRA est donné avant ou après le closing. |
| Etat du Massachusetts | Coface North America Insurance Company (« Coface ») | Massachusetts Division of Insurance (« MDOI ») | Le MDOI attend la décision du FRB concernant la SPPE pour décider si l'opération entraîne un changement de contrôle de la Coface au regard du droit des assurances du Massachusetts. Si le MDOI décide qu'il n'y a pas de changement de contrôle de la COFACE, il n'y aura rien à faire ; dans le cas contraire il faudra obtenir son agrément. |
| Etats dans lesquels la Coface a une licence pour exercer son activité | Coface | « Division of Insurance » de chacun des Etats considérés | Si le MDOI (Etat dans lequel la Coface est incorporée) décide que l'opération entraîne un changement de contrôle de la COFACE, un certain nombre d'Etats dans lesquels la Coface a une licence adopterons la même position et des démarches devront être effectuées, au cas par cas. En effet le droit des assurances est de la compétence des Etats (par opposition à Fédérale) |
| Etat du New Hampshire | Loomis Sayles Trust Company LLC | New Hampshire Banking Department | Notification: 15 mai 2009 ; agrément oral: 4 juin 2009 . Il n'y aura pas d'écrit confirmant cet agrément, ce qui est habituel Il est néanmoins recommandé d'envoyer une copie des lettres adressées respectivement par la SPPE et CEBP à la FED. |
| Etat du Texas | Vaughn Nelson Trust Company (« VNTC ») | Texas Department of Banking (« TDoB ») | Agrément: 10 juin, 2009 Le TDoB demande copie des lettres qui seront respectivement adressées par la SPPE et CEBP à la FED. |

| | | | |
|------------------|--|---|--|
| Etat de New-York | CIFG Assurance North America, Inc. ("CIFG") | New York Insurance Department ("NYID") | L' Agrément devrait être obtenu à la mi-juillet Il est demandé à la NYID de confirmer qu' il n' a pas de changement de contrôle de CIFG |
|------------------|--|---|--|

III. LISTE DES AUTORISATIONS DE CONCURRENCE

| Juridiction | Régulateur | Date d'obtention de l'Autorisation Réglementaire, ou date de notification (le cas échéant) et date estimée d'obtention compte tenu des délais légaux applicables |
|-------------|--|--|
| Allemagne | Bundeskartellamt | Date de notification : 6 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 29 mai 2009 |
| Autriche | Bundeswettbewerbshorde | Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : 4 semaines à compter de la notification Date d'autorisation : 13 juin 2009 |
| Espagne | Comisión Nacional de la Competencia | Date de notification : 20 mai 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification Date d'autorisation : 4 juin 2009 |
| Etats-Unis | Federal Trade Commission | Date de notification : 29 mai 2009 Délai d'examen : 30 jours calendaires à compter de la notification Date d'autorisation : 9 juin 2009 |
| France | Autorité de la concurrence | Date de notification : 30 avril 2009 Délai d'examen : 25 jours ouvrés à compter de la réception par l'Autorité du dossier de notification complet Date d'autorisation : 22 juin 2009 |
| Irlande | Irish Competition Authority | Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |
| Italie | Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato | Date de notification : 11 mai 2009 Délai d'examen : 60 jours calendaires à compter de la notification |
| Pologne | Urzedu Ochrony Konhurencji i Konsumentów | Date de notification : 15 mai 2009 Délai d'examen : deux mois à compter de la notification Date d'autorisation : 18 juin 2009 |
| Russie | Federal Antimonopoly Service | Date prévue de notification : 30 juin 2009 Délai d'examen : 1 mois à compter de la notification |